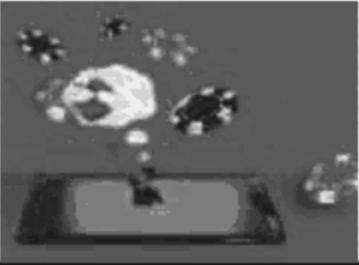


**ALLEMAGNE — UN GROUPE DE PAROLE POUR
COMPLOTISTES BIODIVERSITÉ — FAIRE DE SON
JARDIN UN REFUGE POUR LA VIE SAUVAGE**



**PARIS EN LIGNE
UNE FOLIE MONDIALE**



Courrier international

N°1801 du 7 au 14 mai 2025
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,85 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 Y, Maroc 5,50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 D.,
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

INTERVIEW

*“Ce que je fais
est bon pour
l’humanité”*

DONALD TRUMP



L'entretien sans filtre du président
américain avec les journalistes
du magazine *The Atlantic*,
sa bête noire, traduit en exclusivité
par *Courrier international*.

M 03183 - 1801 - F: 5,20 €



AIDEZ-NOUS FINANCIÈREMENT
MERCI.



XXI^e SIÈCLE



SECOURS
POPULAIRE
FRANÇAIS

mondia- isons la Solidarité PAS LA MISÈRE

PLUS DE 150
ACTIONS D'URGENCE ET
PROGRAMMES
DE DÉVELOPPEMENT
DANS 50 PAYS AVEC DES
PARTENAIRES LOCAUX

ÉDUCATION,
SCOLARISATION
—
Construction, réhabilitation d'école,
cours, éducatifs, échanges

PLUS DE 150
ACTIONS D'URGENCE ET
PROGRAMMES
DE DÉVELOPPEMENT
DANS 50 PAYS AVEC DES
PARTENAIRES LOCAUX

PROTECTION
DE L'ENFANCE
—
Développement d'enfants handicapés
et malades, scolarisation
d'enfants vivant dans le risque,
sécurité enfant

PLUS DE 150
ACTIONS D'URGENCE ET
PROGRAMMES
DE DÉVELOPPEMENT
DANS 50 PAYS AVEC DES
PARTENAIRES LOCAUX

COUPS
DE POUCE À
L'EMPLOI
—
Cours de formation,
microcrédit, construction d'ateliers
de fabrication

PLUS DE 150
ACTIONS D'URGENCE ET
PROGRAMMES
DE DÉVELOPPEMENT
DANS 50 PAYS AVEC DES
PARTENAIRES LOCAUX

ACCÈS À
L'EAU,
À L'ÉNERGIE
—
Construction de puits,
cours, réseaux d'eau
potable, pompage
eau

FAIRE
RECOLER
L'EXCLUSION
—
Faire l'envie
pour des jeunes victimes
de violence,
blesser l'humilité
victimes

AUTO-
SUFFISANCE,
SÉCURITÉ
ALIMENTAIRES
—
Création de jardins, jardins
souterrain, maraîchage,
coopératives

PLUS DE 150
ACTIONS D'URGENCE ET
PROGRAMMES
DE DÉVELOPPEMENT
DANS 50 PAYS AVEC DES
PARTENAIRES LOCAUX



SOUTENEZ-NOUS
FINANCIÈREMENT
MERCI



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
CLAIRE CARRARD

Donald Trump dans le texte

C'est un document édifiant que nous vous proposons cette semaine : la traduction quasi intégrale de l'interview sidérante accordée par le président américain à trois journalistes du mensuel **The Atlantic**, un titre qui lui est hostile et qu'il ne manque jamais de son côté de critiquer. Un format peu courant pour *Courrier international*, mais qui nous a paru suffisamment significatif pour y consacrer notre une. Explications.

Lundi 28 avril, à la veille des cent jours de Donald Trump à la Maison-Blanche, le magazine *The Atlantic* publie sur son site une très longue enquête signée Ashley Parker et Michael Scherer, deux anciennes plumes du *Washington Post*, sur l'incroyable come-back

du milliardaire républicain après sa défaite (qu'il n'a jamais reconnue) face à Joe Biden en 2020 : "Nous voulions savoir avec ses propres mots, écrivent-ils, comment il avait réussi l'un des retours les plus remarquables de l'histoire politique et quelles leçons, le cas échéant, il en avait tirées." Il s'agit aussi d'établir un premier bilan de son deuxième mandat et de "la transformation radicale du pays et du monde" qu'il est en train d'impulser. Mais voilà, les deux journalistes se voient refuser un entretien en bonne et due forme pour nourrir leur article : ils devront se contenter de quelques réponses éparses au téléphone.

Mais à la fin d'avril, coup de théâtre : la Maison-Blanche accepte finalement le principe d'une interview et convie en plus le rédacteur en chef de *The Atlantic*, Jeffrey Goldberg, la bête noire du président, celui qui a révélé le scandale du Signalgate*.

Le jour même de l'interview, Donald Trump accusait sur son propre réseau social le

journaliste de propager de fausses informations : "Croyez-le ou non, mais je vais rencontrer aujourd'hui Jeffrey Goldberg, le rédacteur en chef de *The Atlantic*, celui qui a écrit tant de fictions sur moi", fanfaronnait-il sur Truth Social en prélude à l'entretien. Ambiance.

Jeudi 24 avril, Ashley Parker, Michael Scherer et Jeffrey Goldberg ont donc fini par interviewer longuement Donald Trump dans le Bureau ovale. Ce n'est pas la seule interview que le président américain ait accordée récemment, mais celle-ci détonne. En raison des circonstances mêmes de l'entretien, du passif entre la Maison-Blanche et le magazine, mais aussi de sa tonalité et de l'étonnante cordialité affichée entre les protagonistes. Donald Trump y parle de la décoration du Bureau ovale ("Les gens l'adorent") comme de son second mandat ("Cette présidence est différente"), de l'Ukraine ("Je suis en train

de sauver ce pays") et du Canada ("On n'a besoin de rien de ce qu'ils ont") ou encore de sa carrière politique ("Personne n'a été autant cloué au pilori que moi") et de ses réussites ("Une des choses dont je suis peut-être le plus fier, ce sont les relations internationales").

The Atlantic a choisi de publier cette interview le même jour que la très longue enquête sur le come-back de Trump. En la lisant, nous nous sommes tout de suite interrogés sur la meilleure façon de la partager avec nos lecteurs : fallait-il simplement résumer le propos ? Se lancer dans une traduction ? Dans quels délais, alors que l'hebdomadaire bouclait très en avance une fois de plus en raison des ponts du mois de mai ? N'y avait-il pas surtout un risque de saturation ? Nous avons finalement tranché pour une traduction (par l'un de nos traducteurs) de l'interview. Parce qu'elle dit au fond beaucoup de choses que l'on perçoit parfois de loin ou à travers la parole ou les écrits des autres. Chacun sera seul

juge des propos et de la logique du président américain. Il ne s'agit pas de phrases rapportées ou sorties de leur contexte, ni d'interprétations : c'est Donald Trump dans le texte (ou dans sa tête), et, sur la longueur, c'est très instructif. "La première fois, je me battais pour ma survie et pour diriger ce pays. Cette fois, je me bats pour aider mon pays et aider le monde", dit-il notamment. À lire absolument jusqu'au bout.

* Dans un article publié à la fin du mois de mars, Jeffrey Goldberg avait expliqué comment l'administration Trump lui avait envoyé ses plans de guerre contre les militants houthistes au Yémen sur l'application Signal en l'incluant par erreur dans un groupe créé par le conseiller à la sécurité nationale de l'époque, Mike Waltz.

En couverture :

Trump : Donald Trump dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le 31 janvier 2025. Photo Eric Lee/The New York Times
Paris en ligne : dessin de Sébastien Thibault, Canada. ©Anna Goodson Illustration Agency



dossier

JEUX EN LIGNE, UNE FOLIE MONDIALE

p.28

Partout dans le monde, la pratique des paris en ligne ne cesse de croître. Avec des effets délétères : addiction, isolement, surendettement... Un enjeu de santé publique.

ALLEMAGNE p.18

Un groupe de parole pour proches de complotistes

Le Covid-19 a vu l'émergence du complotisme. À Munich, la **Süddeutsche Zeitung** raconte les familles qui se retrouvent pour tenter de se reconstruire.

ENVIRONNEMENT p.36

Comment faire de son jardin un refuge pour la vie sauvage

Au Japon, nombreux amateurs se plaisent à créer une mare, petit biotope qui accueille des espèces fragiles. Le **Nihon Keizai Shimbun** est allé à leur rencontre.

Sommaire



360°



Le Brésil des esprits p.40

Le photographe brésilien Gui Christ célèbre, dans sa série M'kumba, la fierté et la résilience de ceux qui pratiquent le candomblé ou l'umbanda, des religions aux racines africaines, toujours cibles de discriminations.

DESSIN DE SÉBASTIEN THIBAULT

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Atlantic Washington, mensuel.
The Christian Science Monitor Boston, hebdomadaire.

El Confidencial (elconfidencial.com) Madrid, en ligne. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien.

Nihon Keizai Shimbun Tokyo, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **Politiken** Copenhague, quotidien.

Süddeutsche Zeitung Munich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **The Tribune** (sheffieldtribune.co.uk) Sheffield, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

À la une

6. L'interview stupéfiante de Donald Trump

D'un continent à l'autre

14. États-Unis. Elon Musk, de père en pire

16. Honduras. La pêche miraculeuse à la méduse est finie

17. RDC. Le corps des femmes, éternel champ de bataille

18. Allemagne. Un groupe de parole pour proches de comploteuses

20. Suède. Vive la grasse matinée !

22. Inde. Vers une attaque du Pakistan ?

24. France. Les histoires d'espions, une passion française

26. Israël. Trois jeunes ultraorthodoxes face au service militaire

Dossier

28. Jeux en ligne : une folie mondiale

Transversales

36. Environnement. Comment faire de son jardin un refuge pour la vie sauvage

38. Économie. En Allemagne, le revenu de base n'est plus dans l'air du temps

39. Signaux. L'inflation américaine en dix produits

360°

40. Portfolio. Le Brésil des esprits

44. Littérature. Un lièvre pour apprendre à ralentir

46. Plein écran. "Andor", le manuel du parfait résistant



Vatican. "Habemus papam" ?

Réunis en conclave à partir du 7 mai à Rome, 135 cardinaux devront désigner le successeur du pape François. L'élection s'annonce serrée, dans un contexte de fort clivage politique au sein de l'Église catholique. À suivre sur notre site.

Inde-Pakistan. La menace d'un conflit militaire

Après l'attentat qui a fait 26 morts au Cachemire, le Premier ministre indien a demandé à son armée de se préparer à des représailles. Le Pakistan, de son côté, teste des missiles. Faisant craindre un conflit ouvert entre les deux pays.

Espagne. Tout un pays sous le choc après le black-out

La panne d'électricité totale qui a frappé le pays (et le Portugal) la semaine dernière agite encore la presse dans la péninsule Ibérique. Comment cela a-t-il pu arriver ? Cela peut-il se reproduire ? Les Espagnols exigent des réponses.

Courrier Week-end. À l'école des derniers taxis de Londres

Alors qu'un récent rapport prévoit la disparition du métier dans la capitale britannique d'ici à 2045, **The Times** s'est rendu dans un centre de formation. Un article à retrouver samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

**La méthode, les thèmes de l'année...
Révisez le grand oral d'HGGSP avec
Courrier international**



la lettre de l'éduc

Inscrivez-vous sur
courrierinternational.com

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €***
- 1 AN** (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €***

Monsieur Madame

NOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.

Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier International. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier International.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33

abonements@saipm.com

États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310

expressmag@expressmag.com

Suisse : (41) 022 860 84 01

abonne@edigroup.ch



Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Mai 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0)1 46 46 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 00 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Erréa Comunicación

EDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 17/8) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16/95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse, Allemagne), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutoue (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavoux (Hongrie), Guillaume Nargue (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16/93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique latine, 16/57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16/39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandi (Indonésie), JeongEun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julian Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaëlle Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Sciences et Signaux, 16/15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivolte (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloïl (chef de service, 17/32), Hugo Florent, Oumeïma Néchi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16/96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef de direction), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEUR Etienne Blanck, Paul Blondé, Antoine Cury-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16/51), Jean-Luc Majouret (16/42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabell Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragaol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17/35), Solal Abélès, Françoise Héroud, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet

INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichto (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17/37), Diane Perpère (16/08), Alizée Marchal (17/38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45/35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Maisleherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Christophe Alexandre, Torunn Amiel, Giuseppe Arditi, Anne Baron, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Maxime Bourdier, Chloé Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Corinne Duqueyrox, Eloïse Duval, Dorian Gallais, Marie Gandois, Philippe Godfroy, Emmanuel Hergott, Anna Kerautret, Younas Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudeau, Valentine Morizot, Florent Paillery, Zena Serhal, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Clalde (elisabeth.cialde@mpublicite.fr, 39/68) Directeur de la publicité David Delannoy

Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr, 38/84)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45/35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Maisleherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Christophe Alexandre, Torunn Amiel, Giuseppe Arditi, Anne Baron, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Maxime Bourdier, Chloé Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Corinne Duqueyrox, Eloïse Duval, Dorian Gallais, Marie Gandois, Philippe Godfroy, Emmanuel Hergott, Anna Kerautret, Younas Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudeau, Valentine Morizot, Florent Paillery, Zena Serhal, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MPpublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Clalde (elisabeth.cialde@mppublicite.fr, 39/68) Directeur de la publicité David Delannoy

Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr, 38/84)

DIRECTRICE DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeau, Camille Lefèbvre, Myriam-Vay Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

DIRECTRICE AD MINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16/06) Gestion Mathilde Bannier (16/26) Droits Blandine Mosnat (16/52) Comptabilité 01 48 84 551

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE

Le Monde PRÉSENTE

LA NUIT DE LA GÉOPOLITIQUE

AVEC ALAIN FRACHON, SYLVIE KAUFFMANN,
FRÉDÉRIC LEMAÎTRE, DELPHINE PAPIN ET GILLES PARIS



18 JUIN 2025
AUDITORIUM DE LA BnF
PARIS 13 ET À DISTANCE - DE 19H À 22H



RÉSERVATIONS ET
INFORMATIONS
ATELIERS.LEMONDE.FR

UN ÉVÉNEMENT **Le Monde** | Ateliers

à la une

L'INTERVIEW STUPÉFIANTE DE **DONALD TRUMP**

Dans le Bureau ovale fraîchement rénové, Donald Trump a mené une conversation fleuve avec Jeffrey Goldberg, rédacteur en chef de *The Atlantic*, et deux journalistes seniors de ce prestigieux mensuel américain qui lui est hostile. Dans son style unique, le 47^e président des États-Unis se livre sur son retour au pouvoir, la guerre en Ukraine, ses ennemis politiques et le Canada, dont il souhaite toujours faire le 51^e État de l'Union.

—*The Atlantic*, extraits [Washington]



Donald Trump lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche le 30 janvier 2025.
Photo Doug Mills/The New York Times



eudi 24 avril, j'ai rejoint à la Maison-Blanche deux de mes collègues, Ashley Parker et Michael Scherer, pour interviewer le président Donald Trump. L'invitation de la Maison-Blanche avait été suivie d'un post du président sur Truth Social [le réseau social créé par Trump] dans lequel on lisait notamment : "Croyez-le ou non, mais je vais rencontrer aujourd'hui Jeffrey Goldberg, le rédacteur en chef de The Atlantic, celui qui a écrit tant de fictions sur moi." Apparemment, ce qui n'était pas totalement fictif aux yeux du président, c'était le scandale du Signalgate, avec lequel il disait avoir eu "plutôt plus de succès". [Le jour dit], c'est un président amical et de belle humeur que nous trouvons dans un Bureau ovale redécoré dans un style que je qualifierais de "casino kitsch façon Louis XIV". Si elles n'étaient pas pardonnées, nos innombrables transgressions étaient en tout cas mises sous le tapis.

Vous allez trouver ici de larges extraits de notre conversation, condensés et remaniés pour plus de clarté. Notre principal objectif était d'amener le président à analyser son come-back politique historique et à s'expliquer sur sa nouvelle manière d'exercer le pouvoir – notamment pour savoir s'il voit des limites à ce qu'un président peut faire. Quant à Trump, son objectif premier était semble-t-il de nous convaincre qu'il avait mis sa présidence au service de la nation et de l'humanité tout entière (son second objectif était de nous demander si nous pensions qu'il devait faire poser un lustre dans le Bureau ovale – un sujet sur lequel *The Atlantic* se garde bien de prendre position). Il a dit des choses fort intéressantes sur l'Ukraine, les droits de douane et la place de la vendetta dans ce second mandat. J'ai trouvé notre rencontre à la fois fascinante et éclairante.

BIENVENUE DANS LE BUREAU OVALE

DONALD TRUMP : Ça promet d'être très, très intéressant. Vous pensez que Biden l'aurait fait ? Moi, je ne crois pas. Comment allez-vous, tous ?

ASHLEY PARKER : Bien, et vous-même ? Merci de nous recevoir.

Donald Trump : Je vais bien. Merci beaucoup.

JEFFREY GOLDBERG : Nous sommes ravis d'être là. Et merci d'avoir annoncé l'interview sur Truth Social...

Ashley Parker : Merci pour votre discréction !

Donald Trump : J'ai voulu vous mettre un petit

coup de pression. Mais bon, en même temps, vous allez quintupler les ventes.

Jeffrey Goldberg : Croyez-moi, je comprends l'astuce marketing.

Donald Trump : C'est pour vous que je l'ai fait. Vous vous souvenez comment c'était ici, Jeffrey ? Voilà notre nouveau Bureau ovale – les gens l'adorent. Toutes ces peintures étaient dans les chambres fortes. On a des chambres fortes, en bas. Il y a quelque chose comme 4 000 tableaux, et j'en ai choisi quelques-uns de nos plus grands présidents.

Jeffrey Goldberg : Ça change vraiment beaucoup.

Donald Trump : Maintenant, le bureau ressemble à ce à quoi il est censé ressembler. Avant, ils ne s'en occupaient pas. Ils n'y mettaient pas de soin particulier.

Ashley Parker : Vous servez-vous de vos deniers personnels pour décorer le Bureau ovale ?

Donald Trump : Oui, c'est de ma poche. Vous voyez là-haut ? Tout ça, ça vient de Mar-a-Lago.

Ashley Parker : C'est vrai ?

Donald Trump : Oui.

Jeffrey Goldberg : Attendez, les dorures... ?

Donald Trump : Oui, les dorures. Tout ça, c'est de l'or 24 carats, parce qu'ils n'ont jamais inventé de peinture qui ait le même rendu que l'or. Ils n'ont jamais trouvé.

MICHAEL SCHERER : La rumeur selon laquelle vous allez refaire le plafond est-elle fondée ?

Donald Trump : Oui, je vais le faire refaire. Toute la question, c'est de savoir si je dois mettre un lustre. Un beau lustre en cristal, quelque chose de très cossu. Ça ferait bien, ici. Ça manque presque, mais bon, je ne suis pas sûr... On est surtout sur la Chine et la Russie.

Mais, vous savez, tout ça, c'est nouveau. Le George Washington était au sous-sol. La plupart de ces tableaux étaient dans les chambres fortes. Et c'est merveilleux. On vient de recevoir le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte. Et, juste avant vous, on était avec le Premier ministre norvégien. On a d'excellents rapports. Les gens n'en parlent pas tellement, mais ils veulent tous nous rencontrer. On essaie de mettre fin à l'hécatombe, vous savez, en Russie...

Jeffrey Goldberg : Oui, on aimerait justement aborder le sujet. Mais je voudrais d'abord vous remercier de nous recevoir. Je crois que le dialogue est toujours préférable au silence. On essaie de faire un article pour la une qui soit à la fois juste et équilibré.

Donald Trump : Je ne demande pas mieux. Juste et équilibré.

Jeffrey Goldberg : La question centrale de notre article est de savoir comment vous avez fait. Si on rembobine jusqu'aux mois de janvier et février 2021, personne n'aurait misé sur votre retour [à la Maison-Blanche]. Et puis, je voulais vous demander aussi ce que, d'après vous, je ne comprenais pas à votre présidence.

Donald Trump : Je pense vraiment que ce que je fais est bon pour le pays, pour les gens, pour l'humanité.

Comme je viens de vous le dire, je me suis entretenu avec le Premier ministre norvégien et, séparément, avec le patron de l'Otan. On a également reçu l'ancien chef de l'Otan il y a quelques minutes, Stoltenberg. Un type formidable ; tous les deux sont des types formidables. Et ils avaient une chose à me dire. Ils m'ont dit : "Si vous ne mettez pas un terme à cette guerre, elle ne se terminera jamais ; elle va s'éterniser, et il y aura des morts pendant encore des années." Et, comme vous le savez, il y a – je disais 2 500 morts par semaine, mais on serait plus près des 5 000 morts par semaine, pour la plupart des soldats russes et ukrainiens. Et si on pouvait arrêter ça, ce serait formidable.

Jeffrey Goldberg : Mais, permettez-moi de vous poser la question, puisque je vois le portrait de Ronald Reagan accroché juste au-dessus de votre épaule. Depuis cent ans, les présidents américains semblent éprouver une compassion naturelle pour les petits pays persécutés ou opprimés par la Russie. Or vous ne donnez pas l'impression d'éprouver cette même compassion innée. Il n'y a pas eu que Reagan, d'ailleurs. Il y a eu aussi Jimmy Carter, Kennedy, etc. Pourquoi ne semblez-vous pas éprouver le même sentiment que tous les autres présidents américains à l'égard de ces pays persécutés et opprimés ?

Donald Trump : Je pense que je l'ai, cette compassion. Je pense que je suis en train de sauver ce pays [l'Ukraine]. Je pense que ce pays va se faire écraser très bientôt. C'est une énorme machine de guerre. Regardons les choses en face. Sans moi... c'est moi qui leur ai donné les [lance-missiles antichars] Javelin, qui leur ont permis de détruire les chars. Vous savez, ça a été un moment charnière, quand les chars se sont embourbés. Je leur en ai donné vraiment beaucoup, des Javelin. C'est ce qui leur a permis de détruire tous ces chars qui s'étaient enlisés. C'était un moment important parce que si tous ces chars étaient passés, ils n'étaient qu'à 114 kilomètres de Kiev et ils allaient prendre la ville. C'était la fin de la guerre ; en vingt-quatre heures, c'était plié.

Et c'est une des raisons pour lesquelles ils ont pu continuer [de se battre]. En même temps, je pourrais aussi regretter qu'ils aient continué, vu que beaucoup de gens sont morts. Il y a eu beaucoup plus de morts dans cette guerre que ce qu'on dit. Et pas juste des militaires. Beaucoup de civils, aussi. Et, vous savez, il y a des tas de choses qui prouvent que j'ai été très bon, parce que je suis en train de sauver ce pays. Le Premier ministre norvégien – un type très respecté – a dit que si le président Trump ne s'impliquait pas, cette guerre ne finirait jamais. Je pense que je rends un très grand service à l'Ukraine. Je le pense vraiment.

Jeffrey Goldberg : Les Ukrainiens ne sont pas de cet avis.

Donald Trump : C'est surtout qu'on parle beaucoup de ceux qui ne sont pas de cet avis. C'est bien simple, la guerre en Ukraine n'aurait jamais eu lieu si j'avais été président. Elle n'aurait jamais eu lieu, et elle n'a pas eu lieu pendant les quatre ans [où j'étais président].

À PROPOS DU SIGNALGATE

Jeffrey Goldberg : Je voudrais vous poser une question sur ce que vous venez d'écrire dans un post sur Truth Social. Soit dit en passant, j'aime beaucoup le passage : "Croyez-le ou non, mais je m'apprete à recevoir Jeffrey Goldberg."

Donald Trump : Oh, ça vous a plu ? Il fallait que je le fasse.

Jeffrey Goldberg : C'est bien vu.

Donald Trump : Il fallait que je m'explique. C'était ma manière de dire aux gens que j'ai de l'estime pour vous. Si j'ai fait ça, c'est parce que j'ai un certain respect [pour vous].

Jeffrey Goldberg : Vous avez écrit, après avoir parlé de "toutes [mes] fictions", que j'avais eu "plutôt plus de succès" dans l'affaire du Signalgate [voir encadré p. 10]. Je n'ai pas bien saisi ce que vous vouliez dire...

Donald Trump : Je voulais simplement dire que ça a...

Jeffrey Goldberg : Êtes-vous en train de me dire qu'il y a vraiment eu un Signalgate ?

Donald Trump : Oui, il y en a eu un. Et j'allais dire autre chose, mais je n'ai pas eu le temps...

Jeffrey Goldberg : Combien de temps vous faut-il pour écrire ces messages ?

Donald Trump : Pas longtemps.

Jeffrey Goldberg : J'aurais pensé le contraire.

Donald Trump : Je vais très, très vite. Vous seriez surpris. Vous seriez impressionné. Et j'aime les écrire moi-même. Il m'arrive de les dicter, mais j'aime bien les écrire moi-même. Ce que je veux dire, c'est que ça a eu beaucoup d'écho. Vous avez été efficace, et ça a fait beaucoup de bruit.

Jeffrey Goldberg : Mais vous n'êtes pas en train de dire que ça a été efficace dans le sens où ça mettait le doigt sur un problème touchant à la sécurité nationale au sujet duquel il fallait faire quelque chose.

Donald Trump : Non, ce que je veux dire, c'est que ça a marché dans le sens où le grand public en a été informé.

Jeffrey Goldberg : Oh.

Donald Trump : Vous avez réussi à le faire savoir. Ça a fait beaucoup de bruit.

Jeffrey Goldberg : Mais en avez-vous tiré des enseignements politiques et en avez-vous parlé [au ministre de la Défense] Pete Hegseth et [au conseiller à la sécurité nationale] Mike Waltz ?

Donald Trump : Je crois qu'on a compris que ce n'était peut-être pas une très bonne idée d'utiliser Signal. Si vous voulez tout savoir, je vais dire clairement à ces gens de ne pas se servir de Signal, même si beaucoup l'utilisent. Personnellement, quelle que soit cette application, quel que soit son propriétaire, je ne veux pas l'utiliser.

Ashley Parker : Vous n'utilisez donc pas Signal vous-même ?

Donald Trump : Je ne m'en sers pas, non.

Ashley Parker : Vous avez dit beaucoup de bien de Pete Hegseth, qui a limogé trois de ses principaux conseillers ces dernières semaines, qui a remercié son chef de cabinet, qui a fait installer un studio de maquillage au Pentagone, qui a dévoilé deux plans d'attaque dans deux conversations sur Signal, dont une avec sa femme et son avocat personnel. Vous êtes-vous entretenu avec lui pour rectifier certaines choses ?

Donald Trump : Oui, je l'ai fait. Pete a traversé des moments difficiles. Je pense qu'il va se reprendre. Je crois que c'est quelqu'un d'intelligent. De talentueux. Il a beaucoup d'énergie. Il a beaucoup souffert de toute cette affaire. Mais j'ai eu une discussion avec lui, constructive, il fallait qu'on ait cette discussion.

Ashley Parker : Comment explique-t-il ce qui s'est passé ?

Donald Trump : Écoutez, on a un ministre de la Défense [Lloyd Austin, en poste sous Joe Biden de 2021 à 2025] qui a été porté disparu pendant une semaine [pour raisons de santé], sans que personne ait la moindre idée de l'endroit où il se trouvait. Vous vous rendez compte ? Et puis, que ça nous plaise ou non, l'Afghanistan a peut-être été le chapitre le plus embarrassant de l'histoire de notre pays. Je pense que c'était une énorme erreur. Je voulais en sortir. Mais j'aurais quand même gardé la base aérienne de Bagram. J'aurais gardé Bagram parce que c'est juste à côté de l'endroit où la Chine fabrique ses armes nucléaires. Mais voilà, on a eu un ministre de la Défense qui a fait ça [ordonner l'évacuation de la base et sa cession à l'armée afghane en 2021], ça a tourné au fiasco [les talibans ont finalement repris la base] et, vous savez, je pense qu'il a fait encore bien pire que ça.

Ashley Parker : Mais, pour l'instant, vous pensez maintenir Hegseth à son poste ?

Donald Trump : Oui, c'est quelqu'un de fiable.

Ashley Parker : Va-t-il rester plus longtemps que Mike Waltz ?

Donald Trump : Waltz fait du bon boulot. Il est ici. Il vient de quitter ce bureau. Il se débrouille bien. Il est passé par des moments difficiles, lui aussi. [Il a finalement été limogé le 1^{er} mai.]

Michael Scherer : Voilà quelques semaines de ça, plusieurs membres du Conseil de sécurité nationale ont été démis de leurs fonctions. Des gens comme [la militante républicaine proche de Trump] Laura Loomer et d'autres vous ont fait part de leurs inquiétudes au sujet de certains membres du gouvernement. Les Américains doivent-ils s'attendre à d'autres changements dans la composition du gouvernement ?

Donald Trump : J'espère que non mais, vous savez, ça prend parfois un peu de temps d'apprendre à connaître les gens. On vous recommande des personnes. On va vous conseiller quelqu'un pour écrire [vos discours] et vous allez découvrir six mois plus tard qu'il a fait des choses qui ne vous vont pas, donc vous le laissez partir ou vous mettez les points sur les i. Et j'embauche, directement ou indirectement, 10000 personnes. C'est beaucoup.

Vous savez, c'est dans ce bureau que tout commence. C'est un endroit assez incroyable. C'est amusant, j'ai les gens les plus importants → 10



SOURCE

THE ATLANTIC

Washington, États-Unis
Mensuel, 500 000 ex.
theatlantic.com

L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création, en 1857. Cette vénérable publication, qui compte quelque 1,1 million d'abonnés au total, a su mieux que tout autre magazine américain prendre le tournant Internet, en faisant de son site un lieu de réflexion et de débat. Si la revue n'a que rarement soutenu un candidat à la présidence, elle a pris trois fois parti contre Donald Trump, dénonçant le danger qu'il représente. *The Atlantic* a même fini par devenir une sorte de bête noire du président.

Dans les coulisses de l'interview de "The Atlantic"

Après avoir refusé un entretien en bonne et due forme, Donald Trump a finalement rencontré les journalistes du magazine de gauche qui avait révélé le Signalgate. Résultat : une opération fructueuse pour *The Atlantic*, mais aussi un bon coup de communication pour Trump. Et, surtout, un document saisissant.

●●● Pour marquer les cent premiers jours de son second mandat, Donald Trump a accordé plusieurs interviews à des médias américains, comme *Time Magazine* ou la chaîne ABC News. Mais l'entretien accordé au magazine *The Atlantic* sort du lot. Ashley Parker et Michael Scherer, deux journalistes fraîchement embauchés par le magazine après avoir quitté *The Washington Post* (propriété du fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, qui s'est aligné sur les positions du locataire de la Maison-Blanche), s'étaient mis en quête d'interroger le président américain dans le cadre d'un long article d'analyse sur son come-back à la Maison-Blanche. Ils ont réussi, non sans mal, à joindre Trump par téléphone, qui a répondu à quelques-unes de leurs questions après avoir refusé un entretien en bonne et due forme. Coup de théâtre fin avril : Trump les invite finalement dans le Bureau ovale, à la Maison-Blanche, en compagnie du rédacteur en chef de leur magazine, Jeffrey Goldberg, qui n'est autre que le journaliste au cœur du scandale du Signalgate. La révélation de cette affaire a d'ailleurs ravivé l'animosité de longue date existante entre Trump et le magazine. Résultat : l'interview réalisée par *The Atlantic* sort du lot à plus d'un titre. Par sa liberté de ton, mais aussi par une forme de cordialité contre-intuitive et de candeur. Elle permet d'entrer dans la psyché du président américain. C'est aussi une opération fructueuse pour *The Atlantic*, qui publie dans son dernier numéro le long article d'analyse d'Ashley Parker et de Michael Scherer, et sur son site l'interview du président américain. Et c'est également une bonne opération de communication pour Trump, friand des coups d'éclat. Il s'est d'ailleurs targué sur son réseau Truth Social d'avoir accepté cette interview "par curiosité et comme un défi avec [lui]-même, juste pour voir s'il [était] possible pour *The Atlantic* d'être digne de foi". Quant à Jeffrey Goldberg, il a confié à l'agence **Associated Press**, à propos de Trump : "Il est intéressant de lui parler et de l'écouter. Notre travail consiste à tenter de le comprendre, si tant est qu'il soit intelligible. Plus j'ai de contacts avec lui, plus mon analyse sera fine."

“La première fois, je me battais pour ma survie et pour diriger ce pays. Cette fois, je me bats pour aider mon pays et aider le monde.”

9 ← du monde qui viennent me voir dans ce bureau. Ils ont eux-mêmes des bureaux magnifiques, ils ont beaucoup de pouvoir, de grandes entreprises ou de grands pays, et ils veulent tous voir à quoi ça ressemble, le Bureau ovale. C'est un lieu hors norme. Et j'embauche dans les 10000 personnes dans ce bureau. Directement ou indirectement, le secrétaire d'État et d'autres, des juges de la Cour suprême – trois –, jusqu'à des gens beaucoup plus bas dans la hiérarchie. Et, sur toutes ces embauches, vous allez vous rendre compte que vous avez commis une erreur.

À PROPOS DE SON RETOUR

Ashley Parker: Notre article revient sur un come-back impressionnant, mais il y a autre chose. On a l'impression que vous exercez le pouvoir différemment aujourd'hui. Mais ma question porte sur le mois de janvier 2021 : vous êtes en exil et vous luttez pour votre survie politique.

Donald Trump: Je ne vois pas les choses comme ça, mais je suppose que vous avez raison. Il pourrait y avoir du vrai là-dedans.

Ashley Parker: Quand est-ce que vous avez pris conscience que vous pouviez revenir, que vous pourriez redevenir président ?

Donald Trump: Je suis quelqu'un de très positif. Je me demandais si je voulais revenir ou non, mais je ne me suis jamais dit que je n'en étais pas capable.

On avait Ron DeSantis, qui était un candidat très prometteur. Les gens disaient : “Oh, il sera très bien.” Et, dans le camp démocrate, je suppose

que certains étaient très prometteurs aussi. Enfin, peut-être. Personnellement, ce n'est pas ce que je pensais. Biden, à mon avis, a été un mauvais président. Il a laissé entrer dans le pays des millions et des millions de gens qui n'avaient rien à faire là. C'est un problème colossal. Je me suis demandé si j'avais envie d'y aller, mais je savais que, si j'y allais, je gagnerais. Mais je n'ai jamais vu ça comme un retour. Beaucoup de gens parlent de retour. J'imagine que la plupart des gens y voient le plus grand come-back politique de l'histoire. Je pense d'ailleurs que c'est un honneur, mais, personnellement, je n'y vois pas un come-back. Je continue simplement à tracer mon sillon.

Michael Scherer: Quand j'ai été reçu dans le Bureau ovale [fin avril] avec le *press pool* [groupe restreint de journalistes qui couvrent l'actualité présidentielle], je vous ai posé une question sur l'intervention de l'IRS à Harvard [l'IRS, le fisc américain, prévoit d'annuler le statut d'exonération fiscale de cette université d'élite du Massachusetts] et vous avez parlé, avec une certaine fougue, des conservateurs qui étaient pris pour cible par l'IRS. Vous avez également pris un décret présidentiel à l'encontre [du patron de l'Agence de cybersécurité américaine] Chris Krebs, que vous accusez d'avoir enfreint le premier amendement, mais que vous punissez en fait pour sa position lors de l'élection de 2020 [Chris Krebs a refusé de reconnaître l'existence de fraudes massives en faveur de Joe Biden, une allégation de Donald Trump.]

Le scandale du Signalgate

●●● Dans un article publié le 24 mars, Jeffrey Goldberg, rédacteur en chef de **The Atlantic**, a révélé comment l'administration Trump lui avait accidentellement envoyé ses plans de guerre sur l'application de messagerie Signal. C'est le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, qui avait créé début mars ce groupe de discussion Signal incluant le vice-président, J. D. Vance, le ministre de la Défense, Pete Hegseth, et le secrétaire d'État, Marco Rubio, ainsi que d'autres hauts responsables, afin de discuter des frappes contre les militants houthistes au Yémen.

Jeffrey Goldberg a raconté avoir été invité par inadvertance par Mike Waltz dans ce groupe dans lequel ont été détaillées, le 15 mars, les frappes militaires imminentes contre les houthistes, deux heures avant l'explosion des premières bombes. C'est le ministre

de la Défense qui a “envoyé par message le plan de guerre à 11 h 44”, a précisé Jeffrey Goldberg. L'affaire a fait grand bruit à Washington et contribué à placer Pete Hegseth sur la sellette. Quelques jours plus tard, il a été révélé que, de son côté, le chef du Pentagone avait créé un autre groupe Signal dans lequel il avait partagé les plans d'attaque avec sa femme, son frère et son avocat. Malgré la tourmente, Trump a continué de soutenir bec et ongles son ministre de la Défense. En revanche, le 1^{er} mai, un mois et demi après l’affaire, Mike Waltz, le conseiller à la sécurité nationale, à l'origine du premier groupe Signal, a été limogé de son poste... pour être nommé ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, un poste qui était toujours à pourvoir. Le prélude, peut-être, à une vague de départs, suggère le quotidien américain **Politico**.

Donald Trump: Bien.

Michael Scherer: Dans le pays, beaucoup redoutent une dérive autoritaire en vous voyant utiliser votre pouvoir exécutif pour vous en prendre à des personnes avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord. Vous avez posté sur Truth Social, mais c'était peut-être une plaisanterie : “Celui qui sauve son pays n'enfreint aucune loi.” [Une citation de Napoléon Bonaparte.] Les Américains doivent-ils s'inquiéter d'un changement de nature de la présidence sous votre mandat ?

Donald Trump: Non. Écoutez, dans l'histoire, personne n'a été autant cloué au pilori que moi. Vous avez peut-être du mal à vous en rendre compte, parce que vous êtes dans le camp d'en face, mais personne n'a été plus pris pour cible que moi. J'ai mis du temps à en prendre conscience. On m'a dit, quand j'ai renvoyé [l'ancien directeur du FBI] James Comey, que c'était une énorme erreur de le limoger, que cette erreur reviendrait me hanter. Que le renvoyer, c'était comme jeter une pierre sur un nid de guêpes. [Trump reprochait à Comey sa gestion de l'enquête sur l'ingérence supposée de la Russie dans la présidentielle américaine de 2016.] Le FBI était dans tous ses états. Et c'est à ce moment-là qu'on a découvert le fameux message sur la “police d'assurance”. Vous vous en souvenez, de ce message ? “Ne vous en faites pas, il va se planter. Mais, si ce n'est pas le cas, on a une police d'assurance.” La police d'assurance, c'est ce qu'ils étaient en train de faire. [Selon des textes échangés par deux employés du FBI hostiles à Trump pendant la campagne présidentielle de 2016, l'enquête sur les liens supposés entre Trump et la Russie était considérée comme une “police d'assurance” en cas de victoire de Trump.] Personne n'a jamais été cloué au pilori autant que moi. On a fait beaucoup de choses pendant le premier mandat. Vous savez, on m'a donné de très bonnes notes, en tout cas au centre et à droite. À droite, c'est certain. Mais j'ai été très bien noté. Et, vous savez, si vous regardez l'économie, quand le Covid est arrivé et que la Bourse est repartie derrière, elle était plus haute qu'avant la pandémie, ce qui relève de l'exploit, franchement.

Mais, la vérité, c'est qu'on m'espionnait. On a espionné la première campagne. Et, aujourd'hui, c'est prouvé – vous savez, beaucoup de ces choses ont été prouvées, toute cette chasse aux sorcières [fomentée par le procureur Robert] Mueller. Et, la conclusion de tout ça, c'est que je n'avais aucun lien avec la Russie.

Juste pour terminer : c'est un mandat qui est d'une tout autre envergure que le premier, même si j'ai accompli énormément de choses pendant le premier. Mais, la première fois, je me battais pour ma survie et pour diriger ce pays. Cette fois, je me bats pour aider mon pays et aider le monde. Vous savez, c'est une présidence très différente.

À PROPOS DE LA VENGEANCE

Jeffrey Goldberg : Supposons, pour les besoins de cet échange, que vous ayez raison sur toutes ces choses qui vous seraient arrivées. Vous êtes de retour aux affaires. Ne vaudrait-il pas mieux consacrer votre temps à la Chine et à d'autres questions importantes plutôt qu'à des vendettas

personnelles contre des gens que vous accusez de vous avoir persécuté il y a quatre ou huit ans?

Donald Trump : Vous avez deux catégories de gens. Ceux qui disent : "Vous venez de remporter une des plus belles élections de l'histoire de notre pays. Faites du bon boulot, honorez votre mandat et rendez sa grandeur à l'Amérique." D'accord? Et puis vous avez ceux qui vont vous dire : "Allez-y. Faites du bon boulot. Mais, en revanche, vous ne pouvez pas laisser ces gens-là s'en tirer comme ça." Croyez-le ou non, mais je fais partie des premiers.

Jeffrey Goldberg : Je ne suis pas sûr de vous croire.

Donald Trump : Si, c'est vrai. Mais beaucoup de gens du gouvernement n'en font pas partie. Ils ont le sentiment que j'ai été vraiment très maltraité. Il ya des gens dans ce gouvernement qui aiment ou qui adorent Donald Trump et le programme Maga [Make America great again, "Rendre sa grandeur à l'Amérique"] et tout ce qui va avec. Je pense que le mouvement Maga est le mouvement politique le plus important de l'histoire de notre pays.

Jeffrey Goldberg : Plus important que la fondation du Parti républicain dans les années 1850?

Donald Trump : Non, non, non, mais c'est un mouvement important. Il n'y en a pas eu beaucoup, des comme ça. C'est un mouvement incroyable, et je pense qu'il y a beaucoup de gens qui me sont très fidèles. Il ya des gens qui n'aiment pas la façon dont j'ai été traité.

Jeffrey Goldberg : Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est que vous êtes un des personnages qui ont le mieux réussi dans l'histoire – vous avez gagné la présidence à deux reprises...

Donald Trump : Trois reprises.

Jeffrey Goldberg : C'est la question que je voulais vous poser ! À ce stade de votre carrière, ne pensez-vous pas que vous pourriez reconnaître que vous avez perdu? Personnellement, je ne pense pas que vous ayez gagné l'élection de 2020.

Donald Trump : Je ne vous le demande pas.

Jeffrey Goldberg : La plupart des gens ne pensent pas que vous ayez gagné l'élection de 2020. Ce qui nous ramène à la question : faut-il se venger ou aller de l'avant?

Donald Trump : Écoutez, il serait facile pour moi d'esquiver et je pourrais vous laisser passer à autre chose. Mais je suis quelqu'un de foncièrement honnête. Je sais que l'élection était truquée. Biden n'a pas obtenu 80 millions de voix. Et il n'a pas fait mieux que Barack Hussein Obama sur le vote noir dans les swing states [États clés] – rien que dans les swing states, c'est intéressant.

Et il y a plein d'autres choses encore. On a tellement d'informations, entre les 51 agents [des services de renseignement qui auraient dissimulé des preuves pour protéger Joe Biden] – c'était tellement malhonnête de leur part – et l'"ordinateur infernal" [l'ordinateur portable du fils de Joe Biden, Hunter, qui contiendrait des preuves des affaires louches de la famille Biden], des tas de choses différentes.

Donc, il serait plus facile de passer à un autre sujet. Mais je suis quelqu'un de foncièrement honnête, et je le crois du fond du cœur, en m'appuyant sur des faits – ce qui est plus important que mes convictions personnelles. Le pays sort de quatre années difficiles. Le pays a été très éprouvé. On a eu un président qui n'en avait clairement pas l'étoffe. Je viens de voir aujourd'hui quelques personnes très brillantes d'autres pays, j'en reçois régulièrement. Et je pense qu'une des choses dont je suis peut-être le plus fier, ce sont les relations internationales.

Jeffrey Goldberg : Je ne suis pas sûr que les Canadiens seraient d'accord.

Donald Trump : Parlons-en, des Canadiens. Voilà le problème que j'ai avec le Canada : on les subventionne à hauteur de 200 milliards de dollars [175 milliards d'euros] par an. Or on n'a pas besoin de leur essence; on n'a pas besoin de leur pétrole; on n'a pas besoin de leur bois. On n'a pas besoin de leur énergie, quelle qu'elle soit. En fait, on n'a besoin de rien de ce qu'ils ont. Ce que je dis, c'est qu'ils feraient un très bon 51^e État. Il y a d'autres pays que j'aime beaucoup. J'aime beaucoup le Canada. J'y ai de très bons amis.

Vous savez, 95 % de leurs échanges commerciaux se font avec nous. N'oubliez pas que, s'ils deviennent un État américain, ils n'auront plus de droits de douane. Ils auront moins de taxes. Ils seront protégés militairement.

Jeffrey Goldberg : Vous voulez sérieusement que le Canada devienne un État américain?

Donald Trump : Je pense que ce serait une très bonne chose.

Jeffrey Goldberg : Un gigantesque État... démocrate, donc.

Donald Trump : C'est ce que beaucoup de gens disent, mais, même si c'est le cas, ça me va.

Ashley Parker : La Trump Organization vend des casquettes "Trump 2028". Avez-vous sollicité des avis juridiques sur la possibilité de vous présenter une troisième fois?

Donald Trump : Non.

Ashley Parker : Je reviens à vous et à ce mandat.

Portrait



JEFFREY GOLDBERG

RÉDACTEUR EN CHEF DE *THE ATLANTIC* ET "ENNEMI" DE TRUMP

Âgé de 59 ans, Jeffrey Goldberg est né à Brooklyn et a étudié à l'université de Pennsylvanie avant d'interrompre ses études pour partir en Israël, où il fait son service militaire au cours de la première Intifada. Gardien dans une prison militaire israélienne, il se lie avec Rafiq Hijazi, emprisonné pour son rôle au sein du Fatah et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Une expérience dont il tirera un livre très remarqué outre-Atlantique : *Prisoners. A Muslim and a Jew Across the Middle East Divide* ("Prisonniers. Un musulman et un juif au-delà de la fracture du Moyen-Orient", non traduit en français).

En Israël, il commence sa carrière de journaliste au *Jerusalem Post*, indique

The New York Times.

De retour aux États-Unis, il travaille notamment pour *The Washington Post* et le *New York Times Magazine*. Puis, en 2007, il est recruté par *The Atlantic*, où il est nommé rédacteur en chef neuf ans plus tard. Il s'est souvent opposé à Trump, rappelle le *New York Times*. En 2025, il est celui par lequel le scandale du Signalgate a éclaté.

Vous avez fait voler en éclats tellement de règles, des règles de la démocratie...

Donald Trump : Ce serait une vraie transgression, pas vrai?

Jeffrey Goldberg : Ce serait la plus fracassante de toutes.

Donald Trump : Eh bien, peut-être que j'essaie simplement de secouer le cocotier...

Les gens n'arrêtent pas de me crier, où que j'aille, "2028!" Ils sont contents. Les gens sont ravis de cette présidence. J'ai eu de très bons sondages, à part ceux de Fox News. Fox ne me donne pas de bons sondages en général, mais là, même chez eux, j'ai de bons sondages. Fox est une honte à bien des égards à ce sujet. Mais, vous savez, j'ai écrit quelque chose aujourd'hui, j'ai dit : "Rupert Murdoch me dit depuis des années qu'il va se débarrasser de ses sondeurs", mais il ne l'a jamais fait – ils ne m'ont jamais traité décemment, les gens de Fox. Mais j'ai de très bons sondages, même chez eux.

Ashley Parker : "Trump 2028", ça ne fait pas partie des verrous que vous voulez faire sauter?

Donald Trump : Eh bien, je vous dirai simplement ceci. Je n'ai pas vraiment envie de parler de ça mais, non, ce n'est pas quelque chose que j'envisage. Et je pense que ce serait d'ailleurs très difficile. Mais c'est ce qu'on me supplie de faire : "Non, non, il faut vous présenter."

À PROPOS DU RESPECT DES PROCÉDURES LÉGALES

Michael Scherer : Vous avez évoqué la possibilité de transférer les criminels américains dans des prisons situées à l'étranger. Vous avez reproché aux tribunaux d'avoir exigé l'application des procédures légales concernant l'expulsion des immigrés sans papiers ici, aux États-Unis. Y a-t-il dans votre esprit des lignes rouges infranchissables?

Donald Trump : Oui.

Michael Scherer : Les citoyens américains ont-ils des raisons de craindre que votre gouvernement ne respecte pas leurs droits à une procédure régulière? Dans la Déclaration d'indépendance, on peut lire que nous ne voulons pas être soumis à une juridiction étrangère.

Donald Trump : Vous pouvez ouvrir ça? Ouvrez-moi ça [il demande à Karoline Leavitt, l'attachée de presse de la Maison-Blanche, de tirer les rideaux bleus qui masquent un exemplaire de la Déclaration d'indépendance, installé dans le bureau de fraîche date].

Donald Trump : Comment vous trouvez Karoline? Comment elle s'en sort? Bien? Elle fait du bon boulot?

Michael Scherer : Donc, ma question était : où sont les limites? Les citoyens américains ont-ils à craindre d'être envoyés dans des prisons étrangères?

Donald Trump : J'ai effectivement dit ça.

Michael Scherer : Oui, et le problème que les tribunaux ont pointé du doigt est que les personnes accusées d'être ici en situation irrégulière seront expulsées hors de toute procédure légale. Ce qui pose la question suivante : en l'absence de procédure régulière, même une personne arrêtée à tort risquerait de se faire expulser...

"Les gens n'arrêtent pas de me crier, où que j'aille, '2028!' Ils sont contents. Les gens sont ravis de cette présidence."

Donald Trump : Eh bien, ces gens sont en situation irrégulière, pour commencer...

Michael Scherer : Oui, mais s'il y a une erreur ? Il peut arriver qu'on arrête la mauvaise personne, non ?

Donald Trump : Laissez-moi vous dire ceci. Rien ne sera jamais parfait en ce bas monde. Mais, si vous regardez bien : Clinton, Bush et tous les présidents avant moi – aucun n'a jamais été montré du doigt quand ils avaient des clandestins dans le pays ; ils les ont expulsés sans aucun mal et très efficacement. Nous, on nous est tombé dessus au sujet de ce membre du gang MS-13 qui vient – d'où il vient, déjà ?

STEVEN CHEUNG, directeur de la communication de la Maison-Blanche : Du Salvador.

Donald Trump : Bien, il venait donc du Salvador au départ. Je sais qu'il n'était pas de ce pays, il venait de loin, et il apparaît qu'il avait un casier. On en a fait le plus chic type du monde, un merveilleux père de famille. Puis ils sont tombés sur [un tatouage] MS-13 sur ses articulations [de la main], et ils ont vu des tas d'autres choses encore.

Ashley Parker : Mais qu'en est-il des Américains qui ne sont pas en situation irrégulière et qui ont commis un crime ? Leurs droits à une procédure régulière seront-ils garantis ?

Donald Trump : Si une personne est en situation régulière dans le pays ? Il y a une grande différence entre être en situation régulière et irrégulière. Ces gens-là sont en situation irrégulière, tous autant qu'ils sont. Ce sont donc 250 000 personnes qu'on aimerait expulser. Ce sont des brutes, des sauvages. Beaucoup ont été arrêtés, certains pour avoir frappé par surprise des femmes à la tête avec des bâtons de baseball ; certains pour avoir entraîné une femme à moto et l'avoir envoyée contre un lampadaire, la laissant grièvement blessée. Si vous lisez les procès-verbaux, certains ont poussé des gens dans le métro juste avant que la rame n'arrive, ils se sont fait pousser devant la rame et ont été très gravement blessés ou sont morts, la plupart sont morts d'ailleurs.

Et je dis bien "si" sur la question des prisons étrangères. "Si c'est légal", je dis bien "si c'est légal". J'aimerais beaucoup que ça puisse se faire. Vous avez des gens qui sont condamnés 28 fois d'affilée, des gens qu'on remet en prison à chaque fois, qui en ressortent aussitôt et qui se remettent à frapper ou à blesser des gens, ou qui font quelque chose de très mal, et qui y retournent, et qui se retrouvent comme ça avec 28 condamnations différentes.

Si c'était légal... et personne ne m'a donné de réponse définitive à ce sujet, mais si ça l'était, ça ne me poserait aucun problème de les expulser dans une prison à l'étranger, ce qui nous coûterait d'ailleurs beaucoup moins cher.

Michael Scherer : En parlant de réponse définitive, diriez-vous que le pouvoir judiciaire est toujours sur un pied d'égalité avec le gouvernement, et vous conformerez-vous à la décision finale de la Cour suprême ?

Donald Trump : Oh, oui. C'est ce que j'ai toujours fait. Je m'y suis conformé. Je n'ai pas toujours été d'accord avec ses décisions, mais je m'y suis toujours conformé. C'est d'ailleurs ce qu'il faut faire. Cela étant dit, on a des juges qui sont très,

très coriaces. Je pense qu'on pourrait avoir un dossier en béton armé, autrement dit une affaire imperdable, et qu'on pourrait se faire laminer. Certains de ces juges sont très partiaux. Mais, Jeff, je dis bien "si c'est légal". Je dis toujours ça en préambule, parce que je pense que ça permet de bien cadrer les choses.

À PROPOS DE L'ÉCONOMIE

Michael Scherer : À Wall Street, on parle d'un "Trump put" ("garantie Trump"), c'est-à-dire un seuil plancher en dessous duquel vous empêcherez le marché de descendre. C'est-à-dire que, si le pays prend le chemin d'une récession, vous adapterez votre politique commerciale. Si on se dirige vers une dédollarisation et que les taux d'intérêt obligataires se mettent à grimper, vous ajusterez la politique commerciale pour compenser. Est-ce que je résume bien les choses si je dis que vous suivez l'évolution du marché et que vous allez tout faire pour protéger l'économie américaine ?

Donald Trump : Je ne pense pas que ça arrivera. Je ne vois pas comment je pourrais revenir dessus, parce que j'ai bien vu ce qui était en train de se passer. Ça fait trente-cinq ou quarante ans que je dis la même chose : j'ai vu ce pays se faire dépouiller par d'autres, et je dis bien "amis comme ennemis". Et, croyez-moi, nos amis sont dans bien des cas pires que nos ennemis. L'année dernière, on a perdu des milliards de dollars en échanges commerciaux à cause de ce type [Biden]. Et, chaque année, on perd des milliards. Des centaines de milliards, et, maintenant, ce sont même des milliers de milliards [de déficit commercial]. Et j'ai du mal à imaginer qu'un pays qui perd autant d'argent puisse rester viable longtemps.

Et je me suis dit qu'il fallait que quelqu'un y fasse quelque chose. Et, comme vous le savez, j'ai déjà mis en place des droits de douane sur les voitures, de 25 % ; sur l'acier, de 25 % ; sur l'aluminium, de 25 %. J'ai des droits de douane de base de 10 % pour tout le monde, pour chaque pays, et ça va changer. Et, pour que les choses soient bien claires : j'ai beaucoup de négociations sur le feu en ce moment, mais je n'y suis pas tenu. Je le fais parce que je veux voir leur réaction. Mais je suis comme quelqu'un qui a un magasin dont tout le monde veut acheter les produits. Ce magasin, il faut que je le protège. Et c'est moi qui fixe les prix. Et on va devenir très riches. On va faire beaucoup d'argent. Donc, non, je ne pense pas que ça va m'affecter. Ça vous affecte toujours un petit peu, mais non, je ne crois pas – et on ne se dit

certainement pas que ça tombera en dessous d'un certain seuil –, d'ailleurs, je ne sais pas où on en est aujourd'hui. Qu'est-ce que ça dit, la Bourse ?

Jeffrey Goldberg : Je n'ai pas le nez dessus en permanence.

Donald Trump : Quelqu'un sait ? Voyons voir. Donnez-moi juste les bonnes nouvelles – si elles sont bonnes.

KAROLINE LEAVITT : Ça grimpe. Tous les voyants sont au vert.

Donald Trump : Ça monte de combien ?

Karoline Leavitt : Le Dow Jones a pris 419 points. Le Nasdaq monte...

Donald Trump : C'est une période de transition. Et pas une petite. Je remets les pendules à l'heure. Je remets les compteurs à zéro. Enfin, pas à zéro. C'est entre 1850 ou plutôt 1870 et 1913 que notre pays a connu son apogée. Et tout ça grâce aux droits de douane. Et puis, un jour, un petit génie a dit : "On va taxer les gens plutôt que de taxer les pays étrangers."

À PROPOS DE LA RÉALITÉ

Ashley Parker : Un autre axe de notre article : vous confiez être un adepte de la pensée positive. Si l'on met de côté l'élection de 2020, qu'avez-vous appris concernant votre capacité à faire advenir la réalité ou à façonner le monde qui vous entoure ? Pouvez-vous nous expliquer comment ça marche ?

Donald Trump : Eh bien, je pense que la plupart des républicains pensent que j'ai gagné en 2020. Je ne crois pas que ce soit vraiment ce que j'ai dit. Je pense qu'ils ont des yeux et un cerveau. Ce sont des gens très intelligents, en fait.

Ashley Parker : Sans parler de l'élection, comment parvenez-vous à faire ça ? On a parfois l'impression que vous êtes capable de façonner la réalité, de faire advenir les choses rien qu'en les disant.

Donald Trump : Eh bien, j'aimerais vous dire que c'est la réalité. Vous savez, je ne la façonne pas. Mais peut-être que vous pourriez aborder un autre sujet, parce que je façonne sans doute certaines choses, mais ça, je ne l'ai pas imaginé ; je pense que c'est la réalité. J'ai tout un tas de gens formidables qui adorent ce que je dis.

On veut en finir avec la criminalité. On ne veut pas que les gens se fassent agresser, tuer, gifler, passer à tabac. On ne veut pas être des pigeons sur le plan commercial, ni sur les autres d'ailleurs. On veut garder une fiscalité contenue. On veut pouvoir avoir une belle vie. Et on n'avait pas une belle vie ces quatre dernières années. Les gens étaient vraiment, vraiment malheureux. Ça s'est vu à l'élection. C'est difficile de remporter

"J'ai vu ce pays se faire dépouiller par d'autres. Et, croyez-moi, nos amis sont dans bien des cas pires que nos ennemis."

les sept *swing states*. Et je les ai gagnés haut la main. Tous les sept. Je pense simplement que je dis ce que je pense.

À PROPOS DES DÉMOCRATES

Donald Trump: Je dis aussi des choses qui relèvent du bon sens, mais ce n'est pas parce qu'elles relèvent du bon sens que je les dis. Je les dis parce que j'y crois. Il s'avère simplement que c'est du bon sens. Quand j'entends... J'ai vu ce matin un membre du Congrès, je ne sais même pas qui c'est, faire des pieds et des mains pour que les hommes [transgenres] aient le droit de jouer dans les équipes féminines. Alors que je crois que c'est 95 % [des gens qui sont contre] – vous savez, on dit que c'est du 80-20; moi, je crois plutôt que c'est 95 %. Mais je ne me bats pas tellement contre ça. Je n'en parle même plus, maintenant. Je garde ce genre de sujet pour une élection, parce que je n'ai pas envie d'essayer de les en dissuader. Quand je vois cette membre du Congrès, [Jasmine] Crockett [démocrate du Texas élue à la Chambre des représentants depuis 2023], tellement pitoyable, et qu'ils disent qu'elle est le visage du parti, je me dis que, s'ils n'ont que ça à proposer, ils n'ont aucune chance. Je pense que les démocrates ont perdu confiance, littéralement. Je n'ai pas l'impression qu'ils savent ce qu'ils font. Je crois qu'ils n'ont pas de chef. Vous savez, si vous me posez la question aujourd'hui – et j'en connais un rayon sur le Parti démocrate, on est d'accord? –, eh bien, je suis incapable de vous dire qui est leur chef. Je ne vois personne se profiler à l'horizon. D'après vous, ce serait qui?

Ashley Parker: Oui, qui?

Donald Trump: Moi, je ne vois personne à l'horizon. Maintenant, il y a peut-être quelqu'un...

Michael Scherer: Quand on s'est parlé la première fois, au téléphone, vous nous avez dit que vous preniez beaucoup de plaisir [à présider le pays]. C'était il y a un mois et demi. Entre-temps, est-ce qu'il y a des choses qui se sont révélées plus difficiles que prévu?

Donald Trump: C'est beaucoup moins dur que la dernière fois. Si vous regardez l'investiture, vous n'avez revu personne parmi les gens que j'avais la première fois – et vous ne les reverrez pas à la troisième.

Michael Scherer: Vous appellent-ils pour se plaindre de leur portefeuille, de leur patrimoine, de la Bourse qui baisse?

Donald Trump: Non, personne. Personne n'a appelé. La plupart des gens me disent que je fais ce qu'il faut. Ils font ce qu'il faut. Ça ne pouvait pas durer, ce qui était en train de se passer dans ce pays. On laissait les autres nous tondre la laine sur le dos.

Je pense que je rends un grand service à ce pays. Ce serait plus facile pour moi de me tourner les pouces. Je pourrais avoir une présidence en pente douce. Je ne toucherais à rien, je ne m'occuperais pas des droits de douane. Je ne trouve pas ça dur. Je ne trouve pas ça dur à vendre [les droits de douane]. Tout ce qu'on a à dire, c'est : "On a perdu des milliers de milliards de dollars sur le commerce l'année dernière." Pendant que d'autres pays ont engrangé des milliards. Vous savez,

"Je pense que je rends un grand service à ce pays. Ce serait plus facile pour moi de me tourner les pouces."

les Chinois ont fait 1 500 milliards de dollars [1 300 milliards d'euros] grâce au commerce. Ils ont mis sur pied la plus grande armée que vous ayez jamais vue avec cet argent. Et, cet argent, c'est notre argent.

À PROPOS DE POUTINE ET DE ZELENSKY

Jeffrey Goldberg: Pour revenir à la Russie, vous venez d'écrire aujourd'hui sur Truth Social : "Vladimir, ARRÈTE!"

Donald Trump: Oui, c'est vrai.

Jeffrey Goldberg: Il ne me fait pas l'effet de quelqu'un qui va dire : "Ah, d'accord, Trump me dit d'arrêter, donc je vais arrêter."

Donald Trump: Vous pourriez avoir des surprises.

Jeffrey Goldberg: Si c'est le cas, je reviendrai vous dire : "Vous aviez raison, j'avais tort." Mais je ne pense pas me tromper. Ce n'est pas le genre de personne qui va renoncer à son ambition de s'emparer de toute l'Ukraine. Ma question, c'est : si son armée progresse, s'il remporte d'autres succès militaires...

Donald Trump: Ce qui est possible.

Jeffrey Goldberg: ... en bombardant des immeubles...

Donald Trump: Bien sûr.

Jeffrey Goldberg: Y a-t-il un cas de figure dans lequel vous interviewriez, non pas en envoyant des hommes mais en livrant plus d'armes, en apportant un soutien total à l'Ukraine, pour l'aider à conserver son intégrité territoriale?

Donald Trump: Il existe beaucoup de types d'armes. Ce ne sont pas forcément des vraies armes avec des munitions. Ça peut être des sanctions. Ça peut être l'arme bancaire, par exemple. Ça peut être beaucoup d'armes différentes.

Jeffrey Goldberg: Que pourrait faire Poutine qui vous amènerait à dire "Vous savez quoi? Je suis du côté de Zelensky, maintenant"?

Donald Trump: Pas nécessairement du côté de Zelensky, mais du côté de l'Ukraine, oui. J'ai eu du mal avec Zelensky. Vous vous souvenez, quand il était assis très exactement dans ce fauteuil, et qu'il n'arrivait pas à comprendre...

Jeffrey Goldberg: Ça fait partie des scènes les plus étranges que j'aie vues dans le Bureau ovale.

Donald Trump: Tout ce qu'il avait à faire, c'était de se taire, vous savez? Il a exposé son point de vue. Mais au lieu de dire "D'accord" quand j'ai dit qu'on allait essayer de résoudre le problème, qu'on allait essayer d'aider [l'Ukraine], il a réagi

en disant : "Non, non, on a aussi besoin de sécurité." J'ai répondu : "de sécurité?"

Jeffrey Goldberg: N'est-il pas censé plaider la cause de son pays?

Donald Trump: Oui, bien sûr, mais mettons d'abord un terme à cette guerre. Ce que j'ai dit, c'est : "Je ne sais même pas si on va pouvoir y mettre fin." Vous savez, il a parlé de sécurité après. Après. Et puis il a dit quelque chose du genre qu'ils se battaient seuls, qu'ils n'avaient reçu aucune aide. J'ai répondu : "On vous a quand même donné 350 milliards de dollars [310 milliards d'euros], beaucoup plus que l'Europe d'ailleurs", ce qui est une autre chose qui me dérange. Nous verrons bien ce qui se passe dans la séquence suivante. Là, on joue nos dernières cartes. Et, encore une fois, c'est la guerre de Biden. Je ne veux pas qu'on me la mette sur le dos. C'est une guerre horrible. Qui n'aurait jamais dû avoir lieu. [Avec moi,] elle n'aurait jamais eu lieu, aussi sûr que vous êtes assis dans ce fauteuil.

Jeffrey Goldberg: Cette scène avec le président Zelensky ici même, pensez-vous qu'elle ait pu faire peur à Taïwan, à la Corée du Sud ou au Japon?

Donald Trump: Non. Non.

Jeffrey Goldberg: Ils ne se demandent pas : "C'est comme ça qu'il traite ses alliés?"

Donald Trump: Écoutez. On a été traités très durement par les autres. On est allés en Corée du Sud et on s'est occupés d'eux à cause de la guerre. On s'est occupés d'eux, et d'ailleurs on n'a jamais arrêté. Vous savez, on a 42 000 hommes en Corée du Sud. Ça nous coûte une fortune. J'avais obtenu qu'ils paient 3 milliards de dollars [2,6 milliards d'euros], et Biden est revenu là-dessus. Je ne sais pas pourquoi. Ils sont devenus très riches. Ils ont pris le transport maritime, ils ont pris nos voitures. Vous savez, ils nous ont pris beaucoup de business, beaucoup de technologie.

Il ne faut pas s'apitoyer sur ces pays. Ces pays ont fait beaucoup d'argent sur notre dos, beaucoup. Moi, je veux protéger ce pays. Je veux m'assurer que ce soit encore un grand pays dans cent ans. C'est une époque cruciale que l'on vit. On vit aujourd'hui une époque très importante, Jeffrey. C'est une des époques les plus importantes de l'histoire de notre pays que l'on vit, là, en ce moment.

—Jeffrey Goldberg,
publié le 28 avril

d'un continent à l'autre. amériques



États-Unis. Elon Musk, de père en pire

Le milliardaire de la tech, qui professe une forme d'eugénisme, est le père d'au moins quatorze enfants conçus avec de nombreuses partenaires. Des "incubatrices" avec lesquelles il passe des contrats juridiquement contraignants, dans une conception aussi mercantile que désincarnée de la paternité.

—The Atlantic, extraits
(Washington)

La paternité occupe une place importante au sein du mouvement Maga [pour "Make America great again", "Rendre sa grandeur à l'Amérique"]. Un jour qu'il chauffait la foule lors d'un meeting de campagne de Donald Trump l'année dernière, [l'ex-animateur de Fox News] Tucker Carlson a présenté le président comme un père sévère furieux du déclin du pays : "Quand Papa rentre à la maison, vous savez ce qu'il dit ? Tu as été une vilaine fille, tu as été une vilaine petite fille et tu vas avoir une bonne fessée."

Dans le même ordre d'idée, l'une des lignes de produits dérivés à l'effigie de Donald Trump les plus populaires affiche le slogan "Daddy's home" ["Papa est à la maison"]. Les partisans de Trump l'imaginent volontiers dans une version conservatrice de la paternité, à base de domination et de châtiments.

Or le Parti républicain dispose désormais d'une version très différente de la paternité en la personne d'Elon Musk. Selon un article récent du *Wall Street Journal*, Elon Musk passe son temps à scruter l'horizon pour trouver de nouvelles mères pour ses enfants. Tous les moyens sont bons pour séduire les incubatrices potentielles : interactions sur X, messages privés, énormes sommes d'argent. Les femmes doivent signer un contrat juridiquement contraignant assorti d'une clause de confidentialité.

Liens financiers. Conséquence, le nombre des enfants d'Elon Musk est inconnu, mais il se situe probablement bien au-dessus des quatorze bambins que l'on connaît déjà. Et leur géniteur ne semble pas avoir l'intention d'arrêter de semer ses graines. Cependant, ce qui est peut-être plus intéressant que les contrats passés entre Elon Musk et son harem de mères, c'est l'absence de liens familiaux traditionnels

Afrique	17
Europe	18
Asie	22
France	24
Moyen-Orient ...	26

entre les parties. Elon Musk ne reconnaît manifestement que peu d'obligations et de responsabilités entre les membres de la famille, s'il en reconnaît tout court, et encore moins d'obligations de soin et d'amour. Les relations familiales se réduisent pour lui à des arrangements financiers, et la famille n'a certainement plus l'importance qu'elle revêt dans la conception conservatrice traditionnelle.

Après tout, il y a une différence entre être nataliste et être favorable à la famille. On connaît l'intérêt que porte Elon Musk au redressement du taux de natalité : il est en effet convaincu qu'un effondrement catastrophique de la population mondiale est imminent, et il estime que les personnes intelligentes devraient se reproduire davantage.

Ce penchant pour l'eugénisme fait d'Elon Musk le membre le plus éminent de l'aile techno-libertarienne

↓ Dessin de Langer paru dans Mongolia, Barcelone.

du mouvement nataliste, qui a pour objectif d'engendrer des rejetons génétiquement supérieurs et diverge de la conception nataliste traditionaliste, avec laquelle elle coexiste.

Le clivage est bien réel : technologie contre tradition, avenir contre passé, reproduction contre famille. Bien que les traditionalistes soient largement issus de la base chrétienne conservatrice qui animait jadis le Parti républicain, les techies comme Musk



NOTRE SÉLECTION

disposent de davantage de ressources et de pouvoir aujourd'hui pour propager leur idéologie.

Cependant, même les partisans les plus acharnés de la philosophie reproductrice de Musk ne pourront reproduire l'ampleur de son empire dynastique. Elon Musk est particulièrement en mesure de financer ces arrangements familiaux qui réduisent, de fait, les relations familiales à de vulgaires liens financiers.

L'influenceuse conservatrice Ashley St. Clair, sa dernière compagne en date, a raconté à la journaliste du *Wall Street Journal* Dana Mattioli qu'il lui avait proposé un forfait de 15 millions de dollars, plus 100 000 dollars par mois de pension, si elle acceptait de signer un contrat l'obligeant à garder le secret sur leur arrangement. D'après les personnes au fait des habitudes de Musk, c'est une pratique établie chez le milliardaire : si la femme engage un avocat ou rend leur accord public, il la menace financièrement.

Quand Ashley St. Clair et lui se sont retrouvés devant le tribunal pour un test de paternité

concernant leur enfant, il est revenu sur sa proposition de versement de 15 millions de dollars et a baissé sa pension à 40 000 dollars par mois. « La réduction du montant des versements intervient en période de désaccords concernant le test de paternité et la consigne de silence », note Dror Bikel, l'un des avocats d'Ashley St. Clair dans l'article du *Wall Street Journal*. La seule conclusion à tirer, c'est que [Musk] utilise son argent comme une arme. »

Elon Musk estime que les personnes intelligentes devraient se reproduire plus.

L'argent semble, en effet, être le seul moyen par lequel Musk arrive à convaincre des personnes avec qui il n'a en réalité aucune intimité et dont les préférences et les préoccupations ne l'intéressent pas vraiment. Pour lui, la paternité s'arrête à la conception, quelques paiements mis à part.

Il n'existe apparemment aucune obligation ni responsabilité mutuelle entre Elon Musk et ses enfants, ni entre lui et les mères de ses enfants. Un assistant d'Elon Musk a déclaré à Ashley St. Clair que Shivon Zilis [cadre dirigeante de la start-up d'Elon Musk Neuralink et qui a eu quatre enfants avec lui] « oscillait entre satisfaction et insatisfaction » et que la chanteuse Grimes, une autre mère d'enfants de Musk, ne trouverait « jamais le bonheur ». — Elizabeth Bruenig, publié le 18 avril

publiques et aux événements protocolaires. Mais il a refusé que son nom apparaisse sur le certificat de naissance du fils d'Ashley St. Clair et n'a plus aucun contact avec sa fille transgenre, Vivian [dont la mère est Justine Wilson].

Alors que les générations précédentes de conservateurs considéraient la famille comme « un refuge dans un monde sans cœur », les relations d'Elon Musk avec ses enfants et leurs mères semblent se caractériser par une forme de concurrence aux accents capitalistes. Tout son « monde est conçu comme une sorte de méritocratie », a expliqué l'assistant de Musk à Ashley St. Clair : c'est un monde où les « personnes qui font du bon travail » sont récompensées.

Elon Musk est suffisamment riche pour poursuivre son projet nataliste indéfiniment, et le monde est rempli de femmes en âge d'enfanter qui ne cracheraient pas sur 15 millions de dollars. Il est donc possible que ses descendants héritent un jour du monde entier. Mais avant cela, il est possible qu'Elon Musk hérite du Parti républicain, qu'il a acheté et payé, et redéfinisse la conception même de la famille. Le bon vieux temps est révolu et remplacé par quelque chose de pire.

— Elizabeth Bruenig, publié le 18 avril



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com

Ces « hipsters de l'eugénisme » qui veulent changer l'avenir de l'humanité

Simone et Malcolm Collins sont persuadés de la supériorité de leurs gènes. Ils veulent avoir un maximum d'enfants pour peser sur l'évolution humaine. Leurs idées aux relents dystopiques sont en vogue dans les milieux américains de la tech, racontait le site new-yorkais **Business Insider** en 2023.

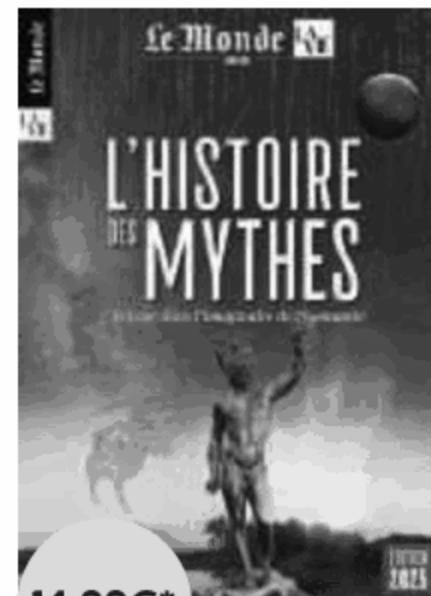
De même, Elon Musk s'intéresse plus activement à certains de ses enfants qu'à d'autres : par exemple il emmène régulièrement X Æ A-XII, le fils qu'il a eu avec Grimes, à ses apparitions

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles.
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.
Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/104-hors-sries>



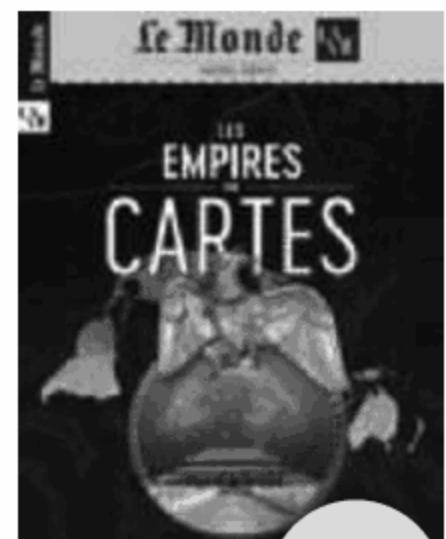
14,90€*

L'Histoire des mythes

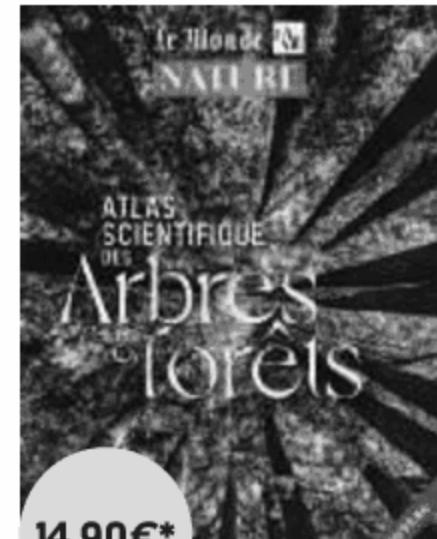
Depuis la nuit des temps, l'homme invente des histoires pour expliquer l'origine de l'univers et le sens de sa vie sur terre. Cette nouvelle édition entièrement revue, actualisée, conte les rêves, les peurs et les espoirs de l'humanité.

Les Empires en cartes

De l'époque mésopotamienne à aujourd'hui, ce hors-série déroule en cartes le film des empires et des impérialismes, pour mieux comprendre le monde actuel et inventer notre futur.



14,90€*



14,90€*

L'Eau et les océans en cartes par Atlas scientifique des arbres et Forêts

Et si une connaissance plus pointue des arbres et de l'écosystème des forêts permettait de mieux en prendre soin ? Tel est l'objectif de cet atlas, riche en cartes, infographies et photos.

HONDURAS

La pêche miraculeuse à la méduse est finie

Un temps perçue comme une manne économique pour le pays, la pêche à la méduse s'est révélée très hasardeuse et source de précarité économique.

—The Guardian (Londres)

En 2014, un groupe d'investisseurs chinois découvre la Mosquitia, région sauvage du [nord]-est du Honduras. Émerveillés par la profusion de méduses, ils s'empressent de faire construire une usine de transformation pour exporter la précieuse denrée vers la Chine, où elle est particulièrement appréciée des fins gourmets.

Alléchés par ces investissements, de nombreux habitants se lancent alors dans la pêche à la méduse, qui devient bientôt une source de revenus importante et dynamise l'économie de cette région où les emplois sont rares. Grâce aux méduses, les salaires augmentent et les communautés locales gagnent en résilience, malgré les inquiétudes pour les écosystèmes marins – la surpêche risquant d'entraîner une perturbation de la chaîne alimentaire.

La plupart des pêcheurs locaux se reconvertisSENT dans cette activité, perçue comme moins risquée que la pêche au homard et ses accidents de décompression, dont beaucoup ressortent paralysés et infirmes. “Quand l'usine a ouvert ses portes, nous étions pleins d'espoir. Ce devait être un projet d'intérêt local”, se souvient José Luis Centeno, président du conseil territorial de Rayaka, à la Mosquitia.

Mais [plus de] dix ans plus tard, ces espoirs ont volé en éclats. La période faste qui avait incité les Chinois à investir a vite cédeé la place à plusieurs années de faible rendement. Seules deux saisons, 2016 et 2021, ont été fructueuses. “À l'ouverture, en 2014, l'usine faisait vivre quelque 300 personnes, et le marché était florissant. Aujourd'hui, elle est à l'arrêt près de neuf mois par an, déplore Terencio Escobar, 55 ans, l'un des chefs de file de la communauté.

Si les méduses sont exposées à de fortes précipitations, par exemple, elles virent au rose, commencent à pourrir, et deviennent improches à la consommation.”

Cette sensibilité de la méduse aux variations météorologiques restreint la saison de pêche aux périodes très ensoleillées, soit environ trois mois par an. Et les phénomènes climatiques extrêmes viennent régulièrement interrompre ou écourter encore un peu plus cette fenêtre. Car en période de précipitations intenses, les méduses sont inexploitables, même si les pêcheurs en capturent en quantité suffisante.

Aléas climatiques.

En 2024, par exemple, la côte nord du Honduras a essuyé des pluies torrentielles lors du passage de la tempête tropicale Sara. La Mosquitia a subi de nombreux dégâts qui ont mis le commerce de la méduse à l'arrêt pour deux mois. Et les premières victimes de ces aléas climatiques sont les pêcheurs, qui sont rémunérés au volume, selon le nombre de seaux livrés à l'usine.

Le prix du seau est généralement fixé de manière arbitraire, et “tous les 100 seaux, [la direction de l'usine] déduit 5 % du prix, pour faire bonne mesure”, confie un pêcheur sous le couvert de l'anonymat. Chaque seau, contenant environ 19 kilos de méduses, rapporte entre 14 et 22 lempiras [de 50 à 80 centimes d'euro], en fonction de la demande ou du bon vouloir de la direction.

Lorsque les conditions sont optimales, les pêcheurs peuvent capturer de quoi remplir une centaine de seaux par jour, soit l'équivalent de 200 lempiras

[un peu moins de 80 euros]. Mais les mauvais jours, ils ne rentrent parfois qu'avec une vingtaine de seaux, voire totalement bredouilles.

Ce système de rémunération au rendement est très précaire, dénonce un représentant du secteur. La plupart des pêcheurs doivent en effet louer un bateau et un moteur, embaucher des bras supplémentaires et payer l'essence, particulièrement onéreuse dans la région. Une journée en mer peut coûter jusqu'à 900 lempiras [environ 32 euros], dont 400 à 500 [de 14 à 18 euros] rien que pour la location du bateau. Quand le prix de rachat est bas, les pêcheurs doivent remplir au moins 65 seaux par jour pour rentrer dans leurs frais.

Les montants versés aux producteurs honduriens tranchent avec les tarifs pratiqués à l'international dans ce secteur florissant. Dans les pays où elle est considérée comme un mets raffiné, la méduse salée se vend



environ 35 livres [42 euros] le kilo au détail. Or, d'après plusieurs sources locales, le coût de production des méduses de la Mosquitia n'excède pas 5 livres [un peu moins de 6 euros] le kilo.

Vagues géantes. Depuis 2014, la chute des revenus et la hausse du chômage provoquées par le décrochage de la production de méduses rendent la vie de plus en plus difficile pour les communautés autochtones, dont la plupart sont issues du peuple miskito. Il faut dire que l'État est peu présent dans la région, et n'apporte guère de soutien aux habitants.

Isolées, les communautés locales sont désarmées face aux narcotrafiquants, qui profitent du labyrinthe de rivières et des portions de jungle impénétrables pour dissimuler leurs activités. La violence, les enlèvements et les disparitions font partie du quotidien, et les peuples autochtones se retrouvent régulièrement pris entre deux feux lors des opérations de répression du gouvernement.

Les riverains ne participent pas au trafic de drogue, assure José Luis Centeno, mais les forces de l'ordre accusent nombre d'entre eux de tremper dans ce commerce clandestin et d'en profiter, à défaut d'autres perspectives professionnelles.

Outre la violence, les habitants doivent également composer avec le coût de la vie. Cette région est l'une des plus chères du Honduras, car elle est tributaire des produits importés par petites quantités, qui peuvent mettre plusieurs jours à atteindre la Mosquitia. Même les denrées essentielles sont souvent inabordables pour les pêcheurs et leurs familles.

“En mer, on se fait régulièrement surpris par la météo dans l'après-midi, avec de la pluie ou des vagues géantes, explique un pêcheur qui souhaite rester anonyme. Dans ce cas-là, il n'y a plus qu'à rentrer, avec cinq seaux à peine et une dette colossale à rembourser. Tout le monde a déjà connu ça ici.”

Sile secteur emploie majoritairement des hommes, les femmes qui travaillent dans l'usine à séparer la “tête” du reste de la méduse subissent elles aussi ces incertitudes. Elles touchent à peine 5 lempiras [moins de 20 centimes d'euros] par seau, soit moins de la moitié du salaire minimal au Honduras. “Parfois, nous [sommes] désœuvrées, nous attendons que les pêcheurs rentrent avec leurs méduses, mais ils reviennent bredouilles. Ces jours-là, nous ne sommes pas payées du tout”, confie Sintia Monico Lopez, l'une des ouvrières.

José Luis Centeno déplore la perte de ce marché qui semblait si prometteur pour la Mosquitia. “On nous a laissés tomber, regrette-t-il. Les gens d'ici subissent les aléas du secteur sans même pouvoir profiter de ses bénéfices.”

—Fritz Pinnow,
publié le 7 mars



➤ Dessin de Belle Mellor paru dans The Economist, Londres.



SOURCE

THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 105 000 ex.
theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. De centre gauche, proeuropéen, The Guardian est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes.



RDC. Le corps des femmes, éternel champ de bataille

Alors que le conflit fait de nouveau rage depuis plus de trois mois dans l'est de la République démocratique du Congo, les cas de viols semblent se multiplier, comme le constate ce reportage à Goma.

—The Christian Science Monitor (Boston)

Quand une femme qui a été violée vient voir Jeanne Nacatche Banyere, celle-ci ne commence pas par lui demander ce qu'il s'est passé, mais par la prendre dans ses bras. Si la femme veut s'asseoir, elle s'assied avec elle. Si la femme veut s'allonger, elle s'allonge aussi. "Je m'adapte à elle, explique-t-elle. J'essuie ses larmes. Je lui montre amour et affection. Elle a l'impression d'être brisée, de ne plus compter, alors il faut que je l'aide à retrouver sa valeur."

Schéma familier. Mme Banyere – "Maman Jeanne" – dirige un refuge pour femmes. Il y a plus de trente ans qu'elle fait ce travail, guerre après guerre, dans l'est de la République démocratique du Congo, où elle est née. Elle a vu le même schéma se répéter encore et toujours. Des combats éclatent et le corps des femmes devient un champ de bataille.

Quand le M23, une armée rebelle soutenue par le Rwanda, s'est emparé de Goma en janvier, le cycle familial a repris. Dans les premières semaines de l'occupation, une cinquantaine de femmes désespérées se sont présentées à la porte de Mme Banyere. Cependant, elle n'a pas pu faire grand-chose de plus que les serrer dans ses bras et noter leur nom : jadis largement financé par des organisations non gouvernementales internationales, son refuge n'a plus d'argent.

Cette triste situation reflète bien la dure réalité. Le monde condamne parfois le recours au viol comme arme de guerre. Des célébrités occidentales – comme Angelina Jolie, Emma Watson et Ben Affleck – ont fait campagne contre le phénomène et les États-Unis ont dépensé des millions pour éduquer les populations sur les violences sexuelles et apporter une aide psychologique aux survivantes. Mme Banyere a été sélectionnée deux fois pour le prix Nobel de la paix, qui a été remporté en 2018 par le Dr Denis Mukwege, un autre militant contre le viol [et contre les mutilations génitales] au Congo. Cependant, alors que le besoin demeure, l'intérêt s'est tari, le monde a tourné son attention ailleurs et les militants locaux doivent se débrouiller tout seuls.

À l'arrivée du M23 à Goma fin janvier, une femme de 19 ans – que nous appellerons Chantal – dormait sous une tente avec sa mère, son père et ses frères dans

"Nous avons vu en plusieurs lieux les combattants entrer dans les villages et violer les femmes."

Clémentine de Montjoye,
CHERCHEUSE À HUMAN
RIGHTS WATCH

le jardin d'un parent. La famille s'était enfuie de chez elle des mois auparavant pour échapper au M23, mais elle s'est fait rattraper par la guerre. La nuit du 23 janvier, "on ne pouvait pas



dormir à cause des coups de feu", raconte Chantal. Les membres de la famille se blottissaient les uns contre les autres, trop terrorisés pour se lever.

Sept hommes lourdement armés sont arrivés. Ils ne se sont pas identifiés, mais ils parlaient kinyarwanda, la langue nationale du Rwanda ; Chantal pense donc qu'ils étaient du M23. Deux d'entre eux ont traîné son père et ses frères à l'extérieur et les ont sauvagement passés à tabac. Trois autres se sont éloignés avec sa mère. Deux autres ont violé Chantal sur le sol froid devant la tente. Elle entendait sa mère hurler plus loin et savait qu'il était en train de lui arriver la même chose. Les soldats sont partis avec son père et ses frères. Chantal et sa mère ne les ont pas revus depuis. "On ne sait pas s'ils sont morts ou vivants", confie-t-elle.

Nous n'avons pas pu vérifier son histoire, mais notre journaliste s'est entretenu avec trois autres jeunes filles et femmes âgées de 14 à 22 ans, qui déclarent avoir été violées entre le 27 janvier et le 2 février. Deux d'entre elles ont une histoire pratiquement identique à celle de Chantal.

Leur récit correspond également à ce que les organisations de défense des droits humains ont observé. "Depuis la résurgence du M23 à la fin de 2021, nous avons vu en plusieurs lieux les combattants entrer dans les villages et violer les femmes, seuls ou à plusieurs", déclare Clémentine de

Montjoye, chercheuse à Human Rights Watch. *Depuis l'année dernière, on entend de plus en plus parler de recrutement forcé de jeunes hommes, et parfois d'enfants aussi.* Selon les Nations unies, 900 personnes environ ont été tuées lors de la dernière offensive et au moins 572 femmes ont été violées.

La mère de Chantal a refusé de parler de l'agression pendant les jours qui ont suivi, mais elle a pressé sa fille de trouver une aide psychologique. Chantal s'est donc rendue sans elle au complexe où travaille Mme Banyere. "J'ai eu droit à un gros câlin, raconte-t-elle. J'ai eu l'impression d'être à la maison, de faire partie de la famille." Mais après, Mme Banyere l'a renvoyée à sa tente. "Elles viennent en masse, mais quand elles arrivent, je leur dis que je n'ai pas de moyens", reconnaît Maman Jeanne.

Maintenant, Chantal chante pour oublier. Elle aime particulièrement les chants qui parlent de salut, mais après notre conversation, elle a chanté doucement une mélodie sur ce monde impitoyable d'une voix de soprano haute et claire. Les violences sexuelles faisaient jadis les gros titres quand on évoquait le Congo, à tel point qu'elles étaient devenues synonymes du conflit qui se déroule dans le pays. Journalistes

← Dessin de Boligan
paru dans El Universal,
Mexico.

et militants proclamaient régulièrement que l'est du Congo était la "capitale mondiale du viol". Maintenant, Chantal se sent oubliée. "Les gens parlent [de viol], mais on ne les entend pas", déplore-t-elle.

Besoin d'aide. Les femmes continuent à venir voir Mme Banyere. En mars, alors que Goma était sous le contrôle du M23, elles ont été une centaine à solliciter une aide qu'elle ne peut plus leur apporter. L'orphelinat qu'elle gère est confronté aux mêmes problèmes. Il accueille 285 enfants dont les parents sont morts à la guerre, et se retrouve également à court d'argent. Une douzaine de personnes y travaillent bénévolement.

Mme Banyere dépasse des enfants qui jouent dans des flaques d'eau et désigne l'endroit où elle aimera construire un autre refuge pour les femmes, et un terrain vague où elle espère que les victimes de viol pourront un jour apprendre la broderie. Dans son imagination, les bâtiments jaillissent au milieu des pierres et des fleurs sauvages. Elle est heureuse que les femmes viennent ici et y trouvent la force de recommencer leur vie. Elle souhaiterait qu'elles n'aient pas à venir, mais elle sait que le viol continuera probablement à être une arme de guerre au Congo.

Une victime de viol qui est venue la voir pendant l'offensive du M23 se rappelle comment Mme Banyere l'a réconfortée. "Tu n'es pas la première ni la seule à vivre ça, lui a dit Maman Jeanne. Mais il faut que tu comprennes que c'est la vie et que la vie continue toujours."

—Sophie Neiman
(de Goma), publié le 23 avril



REPORTAGE

SOURCE

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Boston, États-Unis

Hebdomadaire

csmonitor.com

Cet élégant journal a été lancé en 1908 à Boston par Mary Baker Eddy, fondatrice de l'Église First Church of Christ, Scientist, qui finance la publication. Il ne se veut pas pour autant un titre religieux, mais revendique des valeurs humanistes.





← Dessin de Stefan Dimitrov
paru dans la Süddeutsche Zeitung, Munich.



—Süddeutsche Zeitung, extraits
(Munich)

Ils se retrouvent quand vient le soir. Quand ils ont à nouveau du temps pour leur rendez-vous. Ils montent les marches du grand escalier de cet immeuble, jusqu'en haut, jusque sous le toit. Jusqu'à ce qu'on se dise, là, il n'y a plus rien, que des tuiles, que les combles – c'est là que se trouve leur salle, comme si c'était une cachette. Comme si c'étaient eux qui croyaient aux complots.

Deux heures et demie, c'est la durée pendant laquelle ils se réunissent toutes les deux semaines. Deux heures et demie pendant lesquelles tout peut arriver. Il est possible que quelqu'un dise : «Bon, en fait, j'ai rien à dire» et se contente d'écouter. Il est possible que quelqu'un commence et ne s'arrête plus. Qu'il raconte ce qu'il s'est encore passé, avec Poutine, avec Trump. Possible aussi que quelqu'un pleure et que personne ne dise plus rien.

Sur la table, des gâteaux secs et des tasses pour le thé. «Servez-vous, je vous en prie», dit la femme aux bracelets. Sa voix a quelque chose de chaud, de concerné. Elle est assise tout au fond à la table, avec vue sur l'horloge. On a deux heures et demie,

Allemagne. Un groupe de parole pour proches de complotistes

À la faveur du Covid-19, un certain nombre d'Allemands ont basculé dans le complotisme. Cinq ans plus tard, à Munich, des proches se retrouvent régulièrement pour panser leurs plaies.

qui veut commencer ? Il y a trois ans, elle a pris le téléphone et composé le numéro du centre d'entraide de Munich. «Est-ce qu'il existe un groupe pour les proches de complotistes ?» – Désolée, a répondu une dame, il n'y en a pas. Personne ne veut faire ça. Et pourtant il y a beaucoup de gens qui appellent.»

Il y a trois ans, la femme aux bracelets ne savait plus ce qu'elle devait faire avec son mari. Il était comme possédé. Il écoutait Ken Jebsen, cet animateur radio cinglé, Sucharit Bhakdi et Bodo Schiffmann, les icônes du mouvement «Querdenken» [composé d'antivax et de conspirationnistes].

Pendant la pandémie, ils balançaient à grand bruit leurs théories folles sur le peuple, l'obsession du masque, l'obligation vaccinale, et son mari a été touché en plein cœur. C'est un type sensible, un sceptique discret. Il posait des questions, de plus en plus de questions. Comment peut-il y avoir des coronavirus alors qu'on n'en a aucun cliché microscopique ? Et pourquoi les gens se laissent-ils fourrer des cotons-tiges dans le nez, c'est comme ça qu'on les vaccine en secret, non ?

Honte commune. S'il te plaît, dis à tes collègues au boulot de mettre un masque, lui disait-elle, et il ne le faisait pas. S'il te plaît, regarde les chiffres, les salles de soins intensifs sont pleines. Il répondait : «C'est très exagéré tout ça.» Peu après, il a fait ses bagages et il est parti. Et quand elle a appelé le centre d'entraide, le lendemain, pour s'entendre dire : désolée, personne ne veut faire un groupe pour les proches de complotistes, la femme aux bracelets a répondu : «Si. Moi.» Ça fait trois ans. Et ils se réunissent toujours ici.

En janvier, le président de la République [allemande], Frank-Walter Steinmeier, a déclaré qu'il fallait tirer des leçons de la pandémie, qu'il fallait comprendre pourquoi tant de gens avaient perdu confiance en l'État. Pourquoi ils lui ont tourné le dos. Comme s'ils avaient quitté la maison de la démocratie avec leur barda et une pancarte de protestation. Direction le pays où les faits n'existent pas.

Beaucoup se sont réfugiés sur Internet, le Disneyland des mensonges. Certains ne sont jamais revenus, sont restés là-bas alors que la pandémie était finie depuis longtemps. Ce qu'il reste, c'est le groupe. Et comme les participants se disent des choses qu'ils ne racontent à personne, il n'est pas question que leur nom apparaisse dans le journal. Et aussi à cause de la honte. Surtout la honte.

Des présentations sans nom, donc. Il y a par exemple la retraitée. La plus âgée, mais aussi la petite dernière : elle ne vient que depuis deux ans. Elle est venue parce que sa thérapeute lui a dit : «Essayez donc le groupe.» À l'époque elle ne parlait pratiquement plus avec son compagnon, elle l'avait perdu à cause de vidéos YouTube.

Le chef de projet est à sa place habituelle, près de la porte. Un homme pensif, qui choisit soigneusement ses mots, comme si une phrase pouvait tout brouiller. «Comment dire», déclare-t-il. Il ne comprend lui-même pas très bien comment un virus a pu contribuer à détruire son mariage.

Le prof est venu après lui. Barbe grise, un langage coloré. «J'étais horrifié qu'une personne au moins normalement intelligente répande des propos pareils.» La personne normalement intelligente, c'est son mari. Les propos, c'est : se faire tester, c'est se faire mettre une puce dans le cerveau.

Et puis il y a la fille qui parle de sa mère, qui a bombardé tout le monde de vidéos pendant la pandémie et a placé famille et amis devant un choix : soit tu es avec moi, soit tu es contre. Qui insultait ses enfants : "Mouton, suiveur!"

Cinq personnes autour d'une table, tel est le groupe ce jour-là. Et pendant qu'on parle de moins en moins du Covid dehors, le groupe se retrouve dans sa salle sous les toits, cinq ans après le premier confinement, pour travailler sur ce que le monde oublie peu à peu. Il n'y a pas toujours de thème, de programme fixe. On arrive, on parle et le temps file. [Avant, le groupe parlait surtout de la pandémie], maintenant presque plus, il y a suffisamment de nouvelles crises dans le monde : les États-Unis, la guerre, Poutine.

La femme aux bracelets raconte avoir lu l'article de Musk dans *Die Welt* dans lequel il loue le [parti d'extrême droite] AfD et, soudain, tout est revenu. Comment elle a toujours essayé de convaincre son mari avec des faits. "Et voilà cet article innommable de Musk. Ce : j'affirme un mensonge, je le balance en public, je me fiche qu'il ne tienne pas face à une vérification des faits. Ça m'a rappelé le comportement de mon mari."

Chacun raconte son histoire à tour de rôle, descend à la cave du souvenir. Covid, années de plomb. Même si cela a commencé avant la pandémie, disent-ils dans le groupe. Pour la femme aux bracelets, tout est parti de Ken Jebsen, en 2014. Jebsen parlait de presse mensongère, le mari de la femme aux bracelets s'est mis soudain à employer cette expression. Elle avait trouvé ça bizarre, mais pas menaçant.

Le chef de projet confie s'être parfois posé des questions sur sa femme. Sur ses opinions, sur son penchant pour l'ésotérisme. "Mais c'était à un niveau où je me disais que ce n'est qu'une espèce de hobby."

Pour la fille, avant le Covid, sa mère parlait déjà fort et s'excitait beaucoup, mais jamais sur la politique.

Le prof raconte que son mari a fait une fois une formation qui comprenait des déclarations antivaccinales. "Ça aurait pu me mettre un peu la puce à l'oreille."

Son compagnon n'a jamais été ésotérique, confie la retraitée. Tout au plus accro à YouTube. Il regardait des trucs anodins et quand il tombait sur une vidéo délirante, une qui soutient que la Terre est plate, par exemple, il se moquait.

Tous se rappellent très bien le moment où les choses sont vraiment parties en vrille. Le prof : "C'est quand je me suis fait vacciner et qu'il m'a accusé de le contaminer parce que je rejétais [selon lui] des protéines Spike." Le chef de projet : "C'est quand j'ai appris qu'elle allait à la manif [lors de laquelle des protestataires ont tenté de prendre d'assaut le Parlement, le 29 août 2020], à Berlin.

"Il faut de l'endurance. Je pense parler pour le groupe si je dis qu'on a tous une sacrée persévérance."

LE PROFESSEUR,
À PROPOS DE SON MARI

Je lui ai dit, tu ne peux quand même pas aller manifester avec ces extrémistes de droite, c'est pas possible." La fille : "C'est quand ma mère s'est filmée en train de crier sur notre père et a envoyé ça au groupe WhatsApp de la famille." La femme aux bracelets : "C'est quand il a dit que les services de soins intensifs n'étaient pas du tout pleins alors qu'il y avait un pic du nombre de décès, en novembre 2021." "Je n'en peux plus, lui a-t-elle dit. – Je n'en peux plus non plus", a répondu son mari. Et il est parti.

Dans le groupe, on ne juge pas, on ne creuse pas, on reste sobre. Le groupe est un lieu de confiance où on n'est pas obligé de s'expliquer. Les histoires ne sont pas terminées, il manque la deuxième partie. On redescend donc dans la cave du souvenir, dans le passé récent : février 2022. Le groupe venait de se former, les restrictions venaient d'être assouplies, il y avait comme de l'espoir dans le pays.

"Et puis Poutine est arrivé avec l'invasion de l'Ukraine", raconte le chef de projet. Il voulait aller à une manif contre l'agression russe et sa femme lui a demandé : "Mais pourquoi tu y vas?" Il veut dire deux choses à ce propos, dit-il en regardant des notes : primo, ça le tue qu'il y ait tant de

gens qui ne supportent pas l'incertitude et suivent n'importe quel type qui avance une solution simple, immédiate et sans douleur. Deuzio, il y a une différence entre théories du com-

plot et divergences d'opinions. On peut dire que l'Otan a commis des erreurs [en Ukraine] – c'est une opinion. Mais on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu de massacre à Boutcha – c'est un fait. Sa femme et lui se sont séparés à l'été 2022.

Certains membres du groupe ont survécu en tant que couple, malgré tout. Le prof se penche vers l'avant, sa tasse entre les mains. Son mari et lui se sont mariés en 2019. Il a découvert dès le premier jour de leur vie commune que son compagnon était complotiste. Quand ils regardaient les informations le soir, il se levait et partait : "Œuvre du diable, on ne devrait pas regarder ça, l'État n'est pas légitime."

Pendant la pandémie, ils se disputaient beaucoup. À un moment, le prof s'est mis à chercher un appartement en pensant à une séparation. Mais avec la fin de la pandémie, il a retrouvé son mari, l'homme qu'il avait épousé parce qu'il était paisible, pondéré. Avec la fin des restrictions, l'ambiance s'est détendue à la maison, les propos sont devenus

plus mesurés. Ils ont suivi une thérapie de couple, ce qui a aidé aussi. Tout cela est trompeur, bien sûr. "Notre relation ne supporterait certainement pas une deuxième pandémie."

Par la fenêtre, on voit désormais le ciel du soir au-dessus des toits. Deux heures et demie toutes les deux semaines, c'est ce qu'ils ont décidé. Deux heures et demie, et si c'est parfois trois, peu importe. Alors encore un tour de table avec la dernière gorgée de thé. La retraitée tambourine sur son verre du bout des doigts. Maintenant qu'elle y pense, ce qui a tout changé avec son compagnon, ce n'est pas qu'il ne porte pas de masque. Ce qui l'a vraiment choquée, c'est la manifestation devant le Reichstag. "Le fait que cette histoire de Covid soit tellement importante qu'il en vienne à manifester avec des groupes d'extrême droite."

Empathie et endurance. Quant à la femme aux bracelets, si la pandémie lui a appris quelque chose, c'est qu'elle aussi s'était radicalisée. Une fois, elle a posé un article sur la bêtise devant son mari en disant : "Tiens, regarde, c'est ce que tu es : bête." Ils se sont expliqués en décembre 2021. Elle lui a dit qu'elle était

désolée de ne pas avoir pris ses angoisses au sérieux, qu'elle n'avait jamais ressentie ce que c'était d'être exclu. Et là, son mari s'est ouvert, il lui a confié qu'il s'était complètement trompé pour Schiffmann et Bhakdi. Plus tard, il a aussi pris ses distances avec Ken Jebsen. Depuis, ils vivent à nouveau ensemble.

Ce qui aide, c'est de voir dans l'autre ce qu'on ne veut pas perdre. Ce qui n'aide pas, c'est de taire les choses. Et à part ça? La retraitée : "Il faut avoir de l'empathie pour l'autre." La fille : "Être conscient de ses sentiments, de ses besoins et de ses valeurs, et poser des limites dès le début." Le chef de projet : "Il ne faut pas penser qu'on va pouvoir convaincre son compagnon avec des faits." Le prof : "Et il faut de l'endurance. Je pense parler pour le groupe si je dis qu'on a tous une sacrée persévérance."

Il se fait tard, les deux heures et demie sont passées depuis longtemps. Il y a encore beaucoup à dire, mais pas aujourd'hui. Chacun range sa tasse, remet sa chaise en place. Puis ils redescendent l'escalier, se saluent en levant la main. Bon, eh bien, à dans deux semaines.

—Elisa Schwarz,
publié le 23 mars



REPORTAGE



SUÈDE

Vive la grasse matinée!

Un collège suédois a décidé de décaler le début des cours pour permettre aux élèves de dormir une heure de plus. L'expérience se révèle positive.



ANNA GOODSON ILLUSTRATION AGENCY

—Dagens Nyheter
(Stockholm)

Il est 8 h 30 et le collège Kronängsskolan de Vaxholm [au nord-est de Stockholm] est encore désert. Il faudra encore attendre une demi-heure avant que les 470 collégiens n'alignent leurs chaussures en rang d'oignons dans le hall d'entrée de l'établissement. Depuis l'automne dernier, les élèves prennent le collier à 9 h 15 au lieu de 8 h 15 et, selon la directrice, Asa Häger, les effets sont globalement positifs.

“L'ambiance est plus agréable et plus détendue le matin à l'école. On attaque la journée avec des élèves et des professeurs plus frais et dispos”, observe-t-elle. “On voit que tout le monde est plus frais et mieux luné”, sourit Viktor Svensson, en classe de troisième.

Il y a trois ans, l'école avait déjà décidé d'ouvrir ses grilles plus tard un jour par semaine, les responsables de l'établissement

ayant pris connaissance d'une étude rappelant l'importance du sommeil pour les élèves du secondaire, c'est-à-dire à l'âge de la puberté.

Quand ils dorment plus longtemps, les élèves ont plus d'énergie, ce qui se ressent généralement sur leurs résultats comme sur leur santé. Depuis l'automne dernier, c'est donc tous les jours de la semaine qu'ils font la grasse matinée. “On constate une foule d'effets positifs liés au fait de commencer plus tard. En particulier chez nos élèves les plus fragiles qui ont du mal à aller en cours, ceux qui ont des soucis ou qui sont souvent absents, se félicite Asa Häger. Comme ils sont moins sollicités le matin, ils ont moins de stress et certains montrent plus d'assiduité.”

Les adolescents ont des phases de sommeil décalées à la puberté.

“Après six mois d'expérience, il semblerait que les élèves vont au lit à peu près à la même heure mais dorment plus le matin, ce qui est positif”, renchérit le directeur adjoint, Fredric Edin. Les collégiens interrogés dans les couloirs de l'établissement sont pour la plupart favorables à cette nouvelle mesure qui leur permet de rester au lit plus longtemps.

“C'est clair que tout le monde est plus frais et dispo. Quand j'en discute avec les copains, je remarque que tout le monde trouve ça bien. Les élèves sont plus réceptifs en cours et je trouve qu'ils sont mieux à la récréation”, commente Viktor Svensson.

L'adolescent se réjouit surtout de ne plus avoir à se soucier de respecter une heure couperet le soir. “C'est beaucoup moins de stress. On n'est plus obligé d'aller se coucher à 22 heures pour avoir son quota de sommeil. On peut se détendre et s'endormir à son rythme”, poursuit le collégien.

Rythme biologique. Nelia Sjömark, en classe de quatrième, constate pour sa part des retombées positives sur ses notes par rapport à l'année dernière. “J'ai amélioré mes résultats en un semestre. Avant, j'étais souvent fatiguée le soir, mais maintenant j'ai le temps de travailler le matin, ce qui m'a permis d'améliorer mon bulletin”, relate l'adolescente.

Lea Lindström, en classe de cinquième, utilise cette “heure de rab” le matin pour prendre son temps. “Je ne me lève pas beaucoup plus tard, en vrai. Mais j'aime bien prendre mon temps le matin. Avant, j'avalais une tartine en vitesse et j'allais prendre le bus à pied. Maintenant, je peux prendre un vrai petit déj et me caler devant la télé avec un sandwich à l'avocat et des œufs brouillés”, explique la collégienne.

Le fait de décaler le début des cours suppose évidemment que les élèves quittent l'établissement une heure plus tard, et terminent donc au plus tôt à 16 heures au lieu de 15 heures, ce qui peut interférer avec les séances d'entraînement qui commencent en début d'après-midi. Certains clubs de foot ont donc adapté les horaires des entraînements au nouvel emploi du temps des élèves, ce qui n'empêche que les après-midi sont plus chargés pour certains.

“Je m'entraîne surtout le week-end, donc ça ne me pose pas de problème. Je peux travailler le soir et ça me va bien. Mais je sais qu'il y a beaucoup d'élèves qui ont du mal. Si ça ne tenait qu'à moi, on commencerait plus tard trois jours par semaine et plus tôt deux jours”, précise Lea Lindström.

“Les élèves ressentent moins de stress et certains montrent plus d'assiduité.”

Asa Häger,
DIRECTRICE DU COLLÈGE

L'établissement a également mis en place une heure d'étude supplémentaire le matin, deux fois par semaine, entre 8 heures et 9 heures, pendant laquelle les élèves peuvent solliciter l'aide des professeurs. Le personnel se réunit dorénavant trois fois par semaine, le matin, avant l'arrivée des élèves.

“Les réunions sont plus productives que ce n'était le cas jusque-là, quand elles avaient lieu l'après-midi, et ça me fait une matinée plus calme. Je suis là avant 8 heures tous les matins, comme ça j'ai le temps de me préparer. Quand les élèves arrivent, tout est prêt, et c'est mieux, je pense. Le personnel a le temps d'accueillir les élèves à leur arrivée quand on récupère les téléphones, et ça nous permet de les voir tous”, se félicite Fredrik Fjellström, un des enseignants.

Chercheuse spécialiste du sommeil à l'École de la santé et du bien-être de Jönköping [dans le sud de la Suède], Malin Jakobsson assure le suivi de l'expérience dans le cadre d'une étude. Les effets en sont évalués au travers de questionnaires remis aux élèves à intervalles réguliers et d'entretiens avec les collégiens, le personnel et les tuteurs pour mesurer leur ressenti.

“Avant la mise en place, les élèves ont été interrogés sur leurs attentes et leurs appréhensions. Ils pensaient que la journée se passerait mieux. Ils disaient que les deux premiers cours étaient difficiles parce qu'ils avaient dû se lever très tôt et qu'ils n'apprenaient pas grand-chose à cette heure-là. Les élèves étaient favorables à l'idée de décaler le début des cours d'une heure, mais craignaient d'avoir moins de temps à consacrer à leurs activités extrascolaires et à leurs

entraînements. Ce sera très intéressant de voir ce qui va en ressortir”, observe Malin Jakobsson. De manière générale, les adolescents ont des phases de sommeil décalées à la puberté. Ils sont moins fatigués le soir et ont à l'inverse besoin de dormir un peu plus le matin. L'objectif du report de l'heure de début des cours est de prendre en compte leur rythme biologique.

“Il y a des études internationales qui ont montré que, quand le début des cours est décalé de 60 minutes, ça se traduit par 20 à 45 minutes de sommeil en plus”, complète Malin Jakobsson. Or la science nous apprend que les adolescents ont besoin de 8 à 10 heures de sommeil par nuit.

“Faute de quoi on constate des troubles de l'apprentissage, mais aussi de la mémoire et de la concentration. On note également des cas d'anxiété et de dépression, un taux d'absentéisme plus élevé et des résultats scolaires en berne. À terme, un manque de sommeil peut même entraîner un risque accru d'obésité, de diabète de type 2 et de maladies cardiovasculaires”, argumente Malin Jakobsson. Les chercheurs espèrent pouvoir présenter les résultats de l'étude en question à l'automne. L'établissement évaluera les bénéfices de la mesure à la fin du semestre, mais il est d'ores et déjà probable qu'elle sera pérennisée. “On va déterminer si on l'étend à tous les jours de la semaine ou si on reste à quatre, conclut Åsa Häger. Certains élèves voudraient terminer plus tôt le vendredi. On va en discuter avec tout le monde avant d'arrêter notre décision.”

—Jessica Ritzén,
publié le 31 mars



SOURCE

DAGENS NYHETER

Stockholm, Suède

Quotidien

dn.se

Fondé en 1864, c'est le grand quotidien libéral du matin. Sa page 6 est célèbre pour les grands débats d'actualité. “Les Nouvelles du jour” appartient au groupe Bonnier, le plus grand éditeur et propriétaire de journaux en Suède. Le titre est passé en format tabloïd en 2004.

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



14,55 € / mois
au lieu de 25,58 € sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



175 € pour 1 AN
(soit 52 n° + 6 hors-séries)
au lieu de 306,40 €.

Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

43%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série
qui décrypte une grande thématique.
Une collection à conserver !

L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

+ EN CADEAU

LE TOTE BAG COURRIER INTERNATIONAL

Ce grand sac en coton personnalisé aux couleurs du magazine vous accompagnera partout.

- Certifié Oekotex
- Biodégradable et recyclable
- Dimension : 58L X 38H cms



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto4>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR.



RCO25BA04

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE : E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international. J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

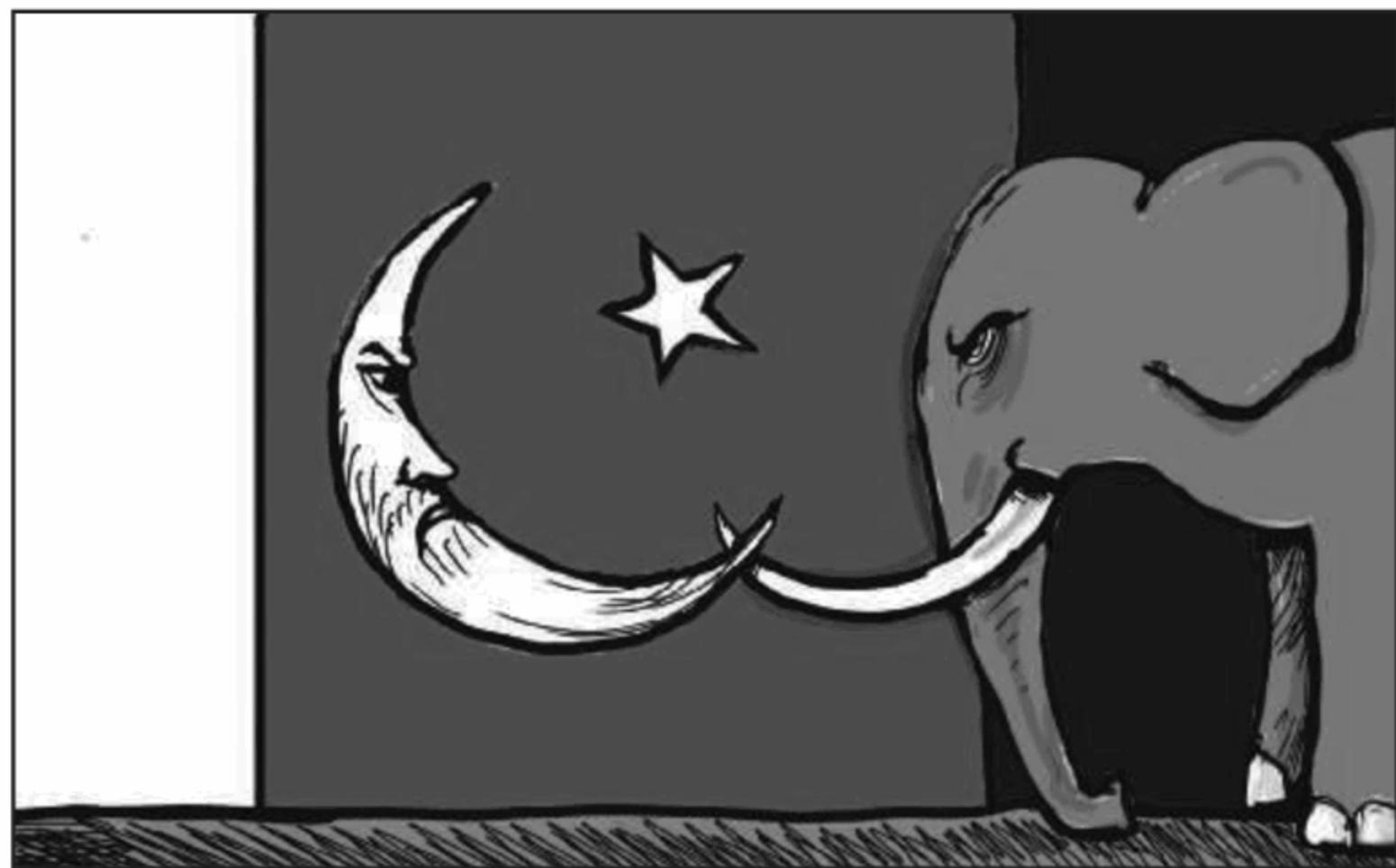
* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



asie

Inde. Vers une attaque du Pakistan?

Malgré le manque de preuves d'une implication directe d'Islamabad, New Delhi tente de convaincre ses partenaires de la nécessité d'une réponse brutale après l'attaque terroriste du 22 avril au Cachemire.



—The New York Times,
extraits (New York)

Depuis l'attaque terroriste du 22 avril dans le Cachemire qui a coûté la vie à 26 touristes, New Delhi semble rassembler des éléments à charge pour justifier une attaque contre le Pakistan, son ennemi juré. S'il n'a pas cité nommément le pays voisin, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a promis, de violentes représailles et la destruction des bastions terroristes lors d'un discours [prononcé le 24 avril].

Signe de l'extrême volatilité de la situation, plusieurs échanges de coups de feu entre soldats ont été signalés [fin avril] de part et d'autre de la frontière, selon des représentants du gouvernement indien.

Au Cachemire, l'armée indienne a lancé une vaste opération de répression, avec plusieurs centaines d'arrestations, et poursuit sa chasse à l'homme pour retrouver les tireurs. New Delhi a également menacé de couper

l'approvisionnement en eau du Pakistan [en suspendant le traité sur le partage du fleuve Indus], dont le réseau d'irrigation est fortement tributaire des rivières en amont [contrôlées par l'Inde], et ordonné aux touristes et à plusieurs diplomates pakistanais de quitter immédiatement le pays.

Islamabad, de son côté, a décidé de suspendre ses accords bilatéraux avec l'Inde, notamment celui sur la "ligne de contrôle", qui marque la frontière entre les deux pays dans les régions contestées, où un cessez-le-feu était en vigueur depuis plusieurs années.

Vaines médiations. Pendant ce temps-là, dans le reste de l'Inde, l'islamophobie gagne du terrain. Les étudiants d'origine cachemire, notamment, sont victimes d'un harcèlement croissant, et beaucoup se sentent contraints de rentrer dans leur région natale.

New Delhi n'a toujours pas officiellement identifié le groupe terroriste à l'origine de

l'attaque et n'a visiblement guère de preuves à disposition pour étayer ses accusations envers le Pakistan, qui dément toute implication dans l'attentat.

Lors de leurs entrevues avec les diplomates étrangers, les représentants du ministère des Affaires étrangères indien ont rappelé les manœuvres passées d'Islamabad pour soutenir les groupes terroristes, racontent plusieurs témoins. Ils ont expliqué que l'enquête se poursuivait, et ont fait allusion à certains éléments – notamment des données de reconnaissance faciale – permettant de relier les auteurs de l'attentat au Pakistan.

L'absence de preuves concrètes présentées par New Delhi laisse entrevoir deux possibilités, à en croire analystes et diplomates : soit l'Inde a besoin d'un peu plus de temps pour rassembler des informations sur les assaillants avant d'attaquer le Pakistan, soit elle ne ressent pas le besoin de se justifier, en cette période de chaos international.

Si un conflit militaire venait à éclater entre les deux voisins, dotés chacun de l'arme nucléaire, la situation pourrait dégénérer rapidement et prendre des proportions difficiles à contenir. Mais l'Inde reste relativement indifférente aux appels à la retenue et aux pressions internationales. Depuis quelques années, à la faveur de sa montée en puissance diplomatique et économique, elle est plus prompte aux démonstrations de force.

Les gouvernements iranien et saoudien ont échangé avec les deux parties, le ministre des Affaires étrangères iranien a officiellement proposé de jouer les médiateurs, et les Nations unies et l'Union européenne appellent à la retenue et au dialogue. Mais les grandes puissances internationales, dont les États-Unis, sont accaparées par d'autres crises, et les spécialistes redoutent que l'Inde n'interprète les messages de soutien adressés par de nombreux pays dans sa recherche de la vérité comme un feu vert à toutes les mesures qu'elle pourrait prendre.

Plusieurs représentants de la Maison-Blanche ont exprimé leur soutien énergique au combat de New Delhi contre le terrorisme, et Donald Trump lui-même a rappelé son amitié pour les deux pays, ennemis de longue date. Mais il est difficile de prédire la réaction de Washington. Trois mois après son investiture, Donald Trump n'a toujours pas nommé d'ambassadeur en Inde – preuve s'il en est de l'importance qu'il accorde à l'Asie du Sud.

Du reste, même si les États-Unis ou d'autres puissances tentaient de s'immiscer dans le conflit, leur influence serait probablement limitée. Car l'Inde et le Pakistan

✓ Dessin de Hassan Bleibel, Liban.

se sont déjà affrontés à plusieurs reprises pour l'administration du Cachemire, région partagée [en 1947, au moment de l'indépendance] et dont chacun des deux pays revendique l'intégralité, New Delhi considérant cette question comme un enjeu d'ordre purement bilatéral.

La réaction de la Maison-Blanche est pour l'instant similaire à celle du premier gouvernement Trump lors de l'escalade brutale des tensions au Cachemire, en 2019, analyse Daniel Markey, de l'École des hautes études internationales de l'université Johns-Hopkins [à Baltimore, dans le Maryland].

En 2019, c'était un attentat [à la voiture piégée] ayant fait une quarantaine de morts parmi les forces de l'ordre qui avait mis le feu aux poudres. Le lien de l'assaillant (membre de l'organisation terroriste Jaish-e-Mohammed) avec [le Pakistan] était alors plus évident.

Zones d'ombre. À l'époque, la Maison-Blanche avait exprimé son soutien à l'Inde, et n'avait accentué la pression diplomatique et les appels à l'apaisement qu'après les frappes indiennes [contre un camp d'entraînement du groupe djihadiste] au Pakistan.

Aujourd'hui, comme pour compenser le sentiment d'une riposte avortée en 2019, New Delhi semble bien décidé à une action "spectaculaire", souligne Daniel Markey. Et Islamabad a promis de s'aligner sur toute attaque éventuelle, voire de surenchérir. "Cette politique d'un prêté pour un rendu pourrait dégénérer rapidement, d'autant que les deux pays exagèrent leurs capacités à gérer l'escalade", poursuit-il.

Contrairement à celui de 2019, l'attentat du 22 avril est entouré de nombreuses zones d'ombre, tant sur l'identité des assaillants que sur leur nombre exact. Selon plusieurs médias indiens, un groupe rebelle relativement méconnu, le Front de résistance, qui aurait, selon des sources du renseignement indien, des liens avec le Lashkar-e-Toiba (une organisation terroriste située au Pakistan), aurait revendiqué l'attaque sur les réseaux sociaux [ce groupe affirme depuis que cette revendication résulte d'un piratage]. Ce manque de clarté explique peut-être en partie pourquoi l'Inde invoque avant tout le soutien passé du Pakistan aux groupes terroristes du Cachemire pour justifier ses représailles militaires.



Territoires occupés par :
 ■ l'Inde ■ le Pakistan ■ la Chine
 Ligne de cessez-le-feu de 1949 entre l'Inde et le Pakistan

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR INDIEN

Contexte

●●● L'attente semble interminable. New Delhi a promis des représailles, et Islamabad a prévenu qu'il répliquerait. Depuis l'attentat perpétré au Cachemire indien le 22 avril, qui a causé la mort de 26 civils, les tensions sont à leur comble entre les deux puissances nucléaires. L'Inde pointe du doigt la responsabilité du Pakistan, qui nie. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a donné à l'armée une liberté opérationnelle totale, indique **The Indian Express**, avec pour objectif de "porter un coup fatal au terrorisme". Islamabad avait affirmé dès le 30 avril s'attendre à une incursion indienne imminente, selon **Dawn**, quotidien pakistanaise. Il n'en a rien été, mais le ministre de la Défense indien a répété le 4 mai qu'après cet attentat il était de sa responsabilité de donner une "réponse appropriée" à ceux qui osent attaquer l'Inde, selon **The Hindu**. Le Pakistan a effectué le 3 mai un essai de lancement de missiles sol-sol, et des tirs ont lieu tous les jours entre les deux armées le long de la ligne de contrôle qui divise le Cachemire.

Mais vu le rythme de l'escalade, cette méthode en a fait sourciller plus d'un, New Delhi n'ayant pas encore présenté d'éléments de preuve. Au point qu'un diplomate s'interroge en privé : qui est prêt à déclarer la guerre à un voisin doté de l'arme nucléaire sur la seule base de manœuvres passées ?

D'après Shiv Shankar Menon, ancien conseiller pour la sécurité nationale de l'Inde, Modi n'a cependant guère d'autre choix que l'intervention militaire, sachant que le pays avait riposté par les armes lors des précédents attentats au Cachemire. Le gouvernement est soumis à une forte pression face à cette lourde faille de sécurité dans une région conflictuelle dont il avait entrepris de remodeler l'image en développant le tourisme. Mais il y a peu de risque que la situation échappe à tout contrôle, veut croire Shiv Shankar Menon, qui conclut : "L'un comme l'autre sont satisfaits de cette situation d'hostilité maîtrisée."

— **Mujib Mashal**, publié le 27 avril

BIRMANIE

On attend toujours l'aide de la junte

Près de 200 000 personnes ont été déplacées par le tremblement de terre du 28 mars. Les survivants déplorent le manque de soutien de la junte militaire.



— **Nikkei Asia** (Tokyo)

Si Min Lwin Oo est encore en vie, c'est parce qu'il était absent le 28 mars dernier à la prière du vendredi célébrée à la mosquée de son village. Ce jour-là, un séisme de magnitude 7,7 frappa la Birmanie.

"Je travaillais sur le marché de Sagaing", précise l'homme de 41 ans, habitant de Bone Oh, à une quinzaine de kilomètres de Mandalay, la grande agglomération proche de l'épicentre de la catastrophe qui a fait plus de 3650 morts et quelque 4500 blessés. "J'ai pu m'enfuir rapidement, et c'est à cela que je dois ma survie."

Son petit frère Win Lwin, deux de ses oncles et un cousin ont eu moins de chance. Ils font partie des 138 habitants de Bone Oh qui ont perdu la vie, pour la plupart dans l'effondrement des mosquées où ils étaient venus prier. "J'ai perdu beaucoup de connaissances, des membres de ma famille aussi. C'est une tragédie", confie Min Lwin Oo.

Un mois a passé depuis le séisme, le plus puissant dans la région depuis des décennies. Pour les survivants, la situation s'est à peine améliorée. L'aide internationale est arrivée, mais les

efforts d'assistance entrepris par la junte restent limités dans de nombreuses zones touchées.

Les axes pour rejoindre Mandalay, ville de plus de 1 million d'habitants, sont encore praticables (et sont d'ailleurs très fréquentés par les convois d'aide), mais les dégâts y sont considérables.

Tout comme à Sagaing, située à environ 25 kilomètres de Mandalay. Des dommages importants sont également constatés à Naypyidaw, la capitale, à 270 kilomètres au sud de Mandalay.

Risque d'épidémies. À Mandalay et alentour, de nombreux habitants dorment dehors, sous une tente ou une simple moustiquaire, soit parce qu'ils n'ont plus de logement, soit de peur que celui-ci ne s'effondre. Des répliques se font encore sentir presque toutes les nuits, aggravant les craintes de la population.

Selon un rapport du centre d'aide humanitaire de l'Asean rendu public le 22 avril, le séisme a fait plus de 198 000 déplacés. "Tout était très branlant, nous ne voulions pas rester de peur que le bâtiment ne s'écroule", raconte un habitant de Mandalay, qui dit sentir des répliques tous les soirs.

Min Lwin Oo et ses proches campent aujourd'hui sur un terrain de foot. La météo accentue les dangers. Plusieurs immeubles endommagés se sont effondrés à la suite de pluies de mousson importantes, et la température grimpe désormais à 40 °C. "Ce cocktail météorologique augmente sensiblement le risque d'épidémies parmi les victimes du tremblement de terre. Le manque d'infrastructures affecte les conditions de vie, complexifiant les garanties d'hygiène ainsi que l'accès à une eau de qualité", relève le rapport de l'Asean.

Selon les témoins, le régime birman ne participe quasiment pas aux efforts d'assistance.

Des accusations que rejette la junte. "Dans les zones où des routes, des ponts et des constructions ont été endommagés par le séisme de Mandalay, des opérations de secours sont menées dans les meilleurs délais grâce à la collaboration de personnels militaires, de la police nationale birmane, des brigades de sapeurs-pompiers, d'équipes d'aide envoyées par des pays étrangers, des équipes des départements, des organisations d'aide sociale et de la population", rapportaient les médias d'État [mi-avril].

À Mandalay, commerces et services essentiels restent opérationnels. Les prix de nombreux produits de base ont d'abord flambé, avant de revenir à la normale – mais certains matériaux de construction restent plus de deux fois plus chers qu'auparavant.

Dans la bourgade d'Amarapura, les dégâts sont plus importants encore qu'à Mandalay, à 12 kilomètres au nord. Plus de la moitié des bâtiments sont touchés. De nombreux sites historiques, des temples bouddhistes et d'autres lieux de culte sont en ruine, ou très endommagés.

Les opérations de déblaiement avancent lentement, et la population locale s'active pour assurer un accès à une eau propre à la consommation et lutter contre la propagation de maladies.

Thit Thit Htay, 60 ans, tient un atelier de tissage apprécié des touristes. Sa famille et elle s'en sont tirées de justesse. Le bâtiment de deux étages qui leur sert à la fois d'atelier et d'habitation s'est enfoncé dans le sol, engloutissant tout le rez-de-chaussée.

"Il faudra des mois pour relancer cette affaire créée par mon père", déplore-t-elle. La guerre civile en

✓ Dans les mains du militaire : Au secours ! Dessin de Heng, Singapour.

cours dans le pays mettait déjà sérieusement en péril son activité, entraînant la baisse du tourisme, ajoute la sexagénaire.

Un médecin qui s'est porté volontaire pour aider les sinistrés dans la zone du séisme constate leur état de stress et d'angoisse, qui s'ajoute à leurs blessures physiques. "Les gens en parlent, et cela se voit, dit-il. Les jeunes aussi sont touchés. Et à plus long terme, je crains de voir s'installer des troubles mentaux."

Min Lwin Oo se demande aussi comment la communauté musulmane pourra remettre en état les plus de 130 mosquées endommagées. Les inquiétudes demeurent sur la reconstruction, étant donné l'encadrement strict pratiqué par les autorités sur l'entretien et la rénovation

Des répliques se font encore sentir presque toutes les nuits.

des mosquées. [Les musulmans sont une minorité dans un pays majoritairement bouddhiste. Leur situation s'est considérablement dégradée ces dernières années avec le déploiement d'un discours ultranationaliste bouddhiste, et les autorités ont multiplié les entraves administratives pour les établissements religieux non bouddhistes.]

"Les demandes de permis de démolition et de construction ont été déposées, rapporte un représentant musulman. Les autorités ont déjà donné leur accord de principe, mais il est encore trop tôt pour dire ce qu'il se passera quand les choses commenceront concrètement." —

Publié le 17 avril



SOURCE

NIKKEI ASIA

Tokyo, Japon

Hebdomadaire

asia.nikkei.com

Connu sous le nom de Nikkei Asian Review jusqu'en septembre 2020, le magazine Nikkei Asia conserve la même ligne éditoriale. Il fait partie du groupe Nikkei, qui possède aussi le *Financial Times* et le *Nikkei 225*, principal indice de la Bourse de Tokyo.



Société. Les histoires d'espions, une passion française

Documentaires, fictions, livres d'analyse ou de souvenirs... L'engouement pour les services secrets est manifeste. Et nourri par les agences elles-mêmes.



IKON IMAGES

— **El Confidencial** (Madrid)

Entrez au hasard dans une librairie, pas trop petite, d'une grande ville française, et il y a de fortes chances que vous y trouviez tout un rayon consacré au renseignement. Il y aura des ouvrages sur la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient, sur l'ex-KGB et sur la CIA, comme ailleurs dans le monde, mais aussi, et c'est moins commun, sur les services secrets français eux-mêmes : la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI, chargée de la sécurité sur le territoire et du contre-espionnage), la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les unités spéciales de l'armée et de la police, Interpol, et j'en passe. Voilà plusieurs années

que la France vit une vraie fièvre éditoriale en la matière.

Cela s'explique en grande partie par ce que l'on appelle la "culture du renseignement", à savoir une volonté, de la part des autorités, de diffuser dans la société une connaissance des services secrets, de leurs activités et de leur importance. Les pays anglo-saxons, avec leur puissant secteur audiovisuel, notamment leur cinéma, excellent dans cet art, et ils ont une longueur d'avance sur le reste du monde.

Mais la France a fait dernièrement des progrès considérables. La DGSE a été bien inspirée en acceptant de conseiller les équipes de la série *Le Bureau des légendes*, considérée comme l'une des meilleures transcriptions

fictionnelles de la réalité du travail d'un service de renseignements. "Même le buste qu'on voit sur un bureau est inspiré d'un vrai, dans les locaux de la DGSE", relève une personne bien placée pour connaître l'intérieur de la "Boîte".

Journalistes spécialisés. Les services extérieurs ont aussi pris la décision, inattendue, d'autoriser plusieurs de leurs membres à répondre à des entretiens approfondis, pour un livre et un documentaire tous deux intitulés *DGSE. La fabrique des agents secrets*. Derrière ces deux œuvres, le journaliste et historien Jean-Christophe Notin, homme très bien introduit dans les forces armées françaises, et déjà auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur

✓ Dessin de Harry Haysom,
Royaume-Uni.

l'espionnage et les armées, en particulier sur le rôle des troupes et des services français dans les conflits en Afghanistan, au Mali, en Libye et en Côte d'Ivoire.

En mai 2024, la diffusion de son documentaire sur France 2 avait fait grand bruit et suscité des articles jusque dans la presse étrangère. On y voit des agents français appartenant à divers services de la DGSE (anti-terrorisme, contre-prolifération, ou encore service Action, son unité militaire) expliquer leur travail, et dans certains cas raconter en détail de vieilles opérations réussies. Par exemple, la collecte d'échantillons de terre pour prouver l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, ou la traque au Sahel de terroristes djihadistes responsables de l'assassinat de plusieurs touristes français en Mauritanie, en 2007.

Et ce documentaire est loin d'être un cas isolé dans la production récente de la télévision française. France Télévisions a ainsi diffusé ces dernières années *France, nid d'espions*, *Chine : opérations secrètes* ou encore *Paris, secrets d'espions*, qui reviennent en détail sur les opérations menées par des services étrangers sur le territoire français et les activités du contre-espionnage français. Dans le dernier, Paris apparaît comme l'un des hauts lieux du renseignement dans le monde.

Ainsi, c'est de la capitale française que les services israéliens du Mossad ont coordonné et dirigé l'assassinat à Dubaï, en 2010, de Mahmoud Al-Mabhouh, cadre du Hamas chargé de l'approvisionnement en armes. Ville refuge pour quantité d'exilés et d'opposants politiques, Paris a elle-même été le théâtre de nombreuses éliminations réalisées par des agents israéliens, palestiniens, algériens, russes, turcs, marocains ou encore originaires de la dictature que fut la Corée du Sud.

Fait étonnant, dans ces documentaires apparaissent bien souvent d'anciens responsables du renseignement, qui n'ont visiblement aucune réticence à s'exprimer face caméra ou à parler à la

Certains anciens responsables du renseignement s'expriment sans réticence face caméra.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

La Russie engage des agents secrets "jetables" pour déstabiliser l'Europe

Les services russes font appel à des espions amateurs, qu'ils envoient sur le Vieux Continent pour des opérations de déstabilisation.

À la fin de l'année 2024, l'hebdomadaire allemand **Die Zeit** a enquêté sur ce phénomène qui déroute les renseignements occidentaux.

presse. Des figures comme l'ancien agent de la DGSE Olivier Mas, ou Michel Guérin, qui a occupé divers postes à responsabilités au sein de la communauté française du renseignement (dont le dernier comme inspecteur général à la DGSI), sont souvent invités sur les chaînes de télévision françaises pour commenter les affaires de sécurité, de terrorisme et de contre-espionnage. Dans le dernier, Paris apparaît comme l'un des hauts lieux du renseignement dans le monde.

Ainsi, c'est de la capitale française que les services israéliens du Mossad ont coordonné et dirigé l'assassinat à Dubaï, en 2010, de Mahmoud Al-Mabhouh, cadre du Hamas chargé de l'approvisionnement en armes. Ville refuge pour quantité d'exilés et d'opposants politiques, Paris a elle-même été le théâtre de nombreuses éliminations réalisées par des agents israéliens, palestiniens, algériens, russes, turcs, marocains ou encore originaires de la dictature que fut la Corée du Sud.

Fait étonnant, dans ces documentaires apparaissent bien souvent d'anciens responsables du renseignement, qui n'ont visiblement aucune réticence à s'exprimer face caméra ou à parler à la

Des mois durant, les autorités ont discuté de la pertinence d'entamer contre ces anciens espions des poursuites en justice, craignant d'attirer encore

→ Dessin de Kazanevsky,
Ukraine.

plus l'attention sur leurs publications. "Mon métier était passionnant. Je trouvais intéressant de le faire partager. J'avais aussi envie de raconter ma vie, une partie de ma vie professionnelle, à mes petits-enfants", se défendait alors Jean-François Lhuillier, interrogé par *Le Figaro*. Finalement, les deux anciens de la "Boîte" sont bien poursuivis, pour "compromission

La série d'attentats d'il y a dix ans avait poussé les Français à s'interroger sur leurs services de sécurité.

du secret de la défense nationale et *"révélation d'informations confidentielles"*. Alors que les affaires suivent leur cours en justice, les deux ouvrages se sont vendus comme des petits pains.

Traumatismes. Il faut dire que des maisons d'édition, telles que Tallandier, Points, Actes Sud ou Mareuil, ont trouvé un juteux filon dans ce type de témoignages. Il y a celui du journaliste Romain Mielcarek, qui raconte dans *Les Moujiks* sa tentative de recrutement par le GRU, le service de renseignement militaire russe, ce qui lui vaut d'être devenu une petite célébrité en la matière et un spécialiste de l'espionnage russe.

— Daniel Iriarte,
publié le 8 septembre 2024

SOURCE



EL CONFIDENCIAL

Madrid, Espagne
elconfidencial.com

Fondé en 2001 dans un garage de la banlieue de Madrid, ce site se définit comme "le journal [numérique] qui s'adresse à ceux qui ont de l'influence". Si le monde de l'économie et de la finance reste sa référence, il est devenu un média plus généraliste qui se situe au centre droit de l'échiquier médiatique. Il a des rédactions décentralisées, notamment en Catalogne et au Pays basque.

L'opération séduction menée par les agences françaises du renseignement est venue, en partie, tenter de répondre aux

SOURCE

SOCIÉTÉ

La conversation est un art

Contrairement au Danemark, la France est le lieu de riches discussions. La preuve aussi d'un certain hédonisme, s'émerveille cette correspondante danoise.



— Politiken (Copenhague)

Tard un samedi soir dans un bar parisien, un homme et moi avons commencé à parler de... la mort. Cela ne lui faisait pas peur (facile à dire quand on n'a pas 30 ans). Le sujet peut sembler morbide et inadapté à la situation. Une heure plus tard le jeune homme m'a affirmé qu'il était prêt à mourir. Non pas car il en avait envie, mais car il avait décidé qu'il avait vécu tout ce qu'il devait vivre. Quel que soit le moment où la mort interviendrait. Il s'agissait plus d'une posture que d'une expérience vécue. Un peu comme Épicure déclarait : "Quand nous sommes là, la mort n'est pas là. Quand la mort est là, c'est nous qui ne sommes pas là." Ceci est peut-être l'émanation d'une conscience de vivre sans crainte.

Dans la cave enfumée, mon amie et moi avons parlé d'art peu de temps auparavant et fumé de nombreuses cigarettes avec un musicien français. À côté, quelqu'un jouait au piano. Cela peut sembler arrogant, mais cette soirée n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. J'en ai souvent passé où j'ai eu, avec des inconnus, des discussions politiques animées sur le vote croissant pour le Rassemblement national. Ou alors nous avons échangé des propos comme : l'art doit-il refléter la

réalité ou créer sa propre réalité? J'habite Paris depuis deux ans. Après l'euphorie, voici les nouvelles découvertes, souvent plus visibles quand on retourne dans son pays d'origine.

Parler d'idées. Après analyse, j'en ai conclu que les Danois parlent plus de travail, du quotidien, d'aspects pratiques, et surtout de relations. Avec son petit ami, ses amis, ses parents, la famille, ses collègues. En France, on parle d'idées. Avec une amie française, j'avais abordé les différences entre Édouard Louis et Annie Ernaux. Nous avions aussi essayé

d'imaginer une vie nocturne où régnerait la sécurité sans que cela nécessite un service de protection citoyen, et discuté de la diversité du cinéma français.

Avant qu'elle me raconte un jour, en passant, qu'elle avait perdu son père dans son enfance. On se connaît depuis deux ans! Cette amitié peut sans doute paraître superficielle, mais on n'éprouve pas forcément le besoin de partager ce qui est très personnel. Et bien sûr, c'est terriblement énervant quand les Français – surtout les hommes – se mettent à faire des cours d'histoire en disant "N'oubliez pas : les idées sur les droits humains sont nées en France" ou "Charles de Gaulle souhaitait que la France continue d'être une grande puissance indépendante".

Il faut alors leur rappeler qu'ils ne sont pas les seuls à connaître l'histoire mondiale.

Cette confrontation d'idées est stimulante. Peu importe le Français qu'on rencontre, il est prêt à prendre position sur presque n'importe quel sujet. Les Français s'investissent dans la conversation – et c'est un cliché de dire que la manière française de converser est un art en soi. Si l'on commence à parler des banalités du quotidien, le regard éveillé de l'interlocuteur français s'éteint brusquement. Car les Français ont appris dès l'école l'importance de la rhétorique, de développer des idées et de les défendre, de préférence en se servant de leur corps et avec un éclat charmeur dans les yeux.

L'art de converser est un prolongement de cet hédonisme propre aux Français. Et je commence même à avoir de légers heurts avec mes amis danois quand chacun de nous essaie d'orienter la conversation dans sa direction. C'est avec une certaine autodérision que je profère des phrases comme "La liberté n'est pas une liberté quand tout est sans limites" alors qu'un ami a juste besoin de se sentir compris après un gros conflit avec sa petite amie. Même si l'on souhaite introduire de l'abstrait dans ses conversations, on pourrait commencer par demander : "Qu'est-ce qui te préoccupe en ce moment?"

— Tine Kirkensgaard Hansen,
publié le 12 mars



CHRONIQUE

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





—The New York Times,
extraits (New York)

Israël. Trois jeunes ultraorthodoxes face au service militaire

Depuis l'été dernier, 10 000 haredim ont été appelés sous les drapeaux. C'est la première fois dans l'histoire de l'État hébreu que cette catégorie de la population, jusqu'alors exemptée du service militaire, doit rejoindre l'armée. Les réactions contrastées de Yechiel, de Chaim et d'Itamar.

Cet arrangement a tenu pendant les soixante-quinze premières années d'Israël, jusqu'aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023. La guerre qui s'est ensuivie à Gaza a jeté des centaines de milliers d'Israéliens dans la bataille, mais pratiquement aucun ultraorthodoxe. Cela a exacerbé des tensions qui couvaient depuis des années.

Les haredim, qui ont en moyenne six enfants par famille, représentent actuellement 14 % de la population du pays, contre 5 % en 1948. À ce rythme-là, la moitié des enfants israéliens seront haredim dans quarante ans. Dans le même temps, certains Israéliens sont de plus en plus frustrés que

leurs fils et filles soient envoyés au combat alors que les haredim reçoivent des aides du gouvernement pour étudier la Torah.

Les tensions ont éclaté au grand jour l'été dernier. Sous la pression, la Cour suprême a déclaré que les hommes ultraorthodoxes n'étaient plus exemptés du service militaire. L'armée a depuis envoyé un ordre d'incorporation à



TÉMOIGNAGES

10 000 hommes haredim ; 338 seulement ont répondu à l'appel [selon le chiffre donné par l'armée israélienne en janvier dernier, mais deux mois plus tard, un responsable de Tsahal a avancé celui de 177].

Après la décision de la Cour suprême, *The New York Times* a suivi trois jeunes adultes qui représentent les diverses voies qui s'offrent aux haredim et à Israël.

Yechiel Wais, 19 ans, a grandi vêtu d'une chemise blanche et d'un costume noir. C'était pratiquement sa seule tenue, comme pour la plupart des ultraorthodoxes de sexe masculin. Cependant, un jour, à l'occasion de Pourim, une fête lors de laquelle beaucoup d'enfants se déguisent, il s'est habillé en soldat israélien. Il habitait près d'une base de l'armée de l'air et adorait regarder les F-16 de derrière la clôture. Il était impensable qu'un garçon haredi

↓ Chaim Krausz (deuxième à gauche), lors d'un mariage ultraorthodoxe à Beit Shemesh, le 11 septembre 2024.
Photos Sergey Ponomarev/The New York Times

comme lui devienne soldat. "Je n'y pensais même pas", confie-t-il.

Les hommes ultraorthodoxes sont censés se consacrer à l'étude et à la prière. Pour beaucoup d'entre eux, cela implique de s'isoler du monde extérieur : pas d'Internet, pas de télévision, pas de radio.

Engagement patriotique. Chez Yechiel Wais, même le lecteur de CD était casher : l'antenne radio en avait été retirée. Un jour, il était en train d'écouter de la musique quand il a entendu une voix derrière un grésillement. Son casque avait involontairement capté un signal radio. À partir de ce moment, il a passé des heures à écouter la radio en cachette et a découvert un monde très différent. C'était le début de sa sortie d'une stricte vie ultraorthodoxe.

Quand il a eu 17 ans, en 2022, il a dit à ses parents qu'il voulait quitter sa yeshiva [école rabbinique] pour travailler. Ils ont été abasourdis mais ont accepté. Ils l'ont emmené dans un centre commercial pour lui acheter des vêtements pour sa nouvelle vie. Il a trouvé du travail à côté de Tel-Aviv et, quand il a appris la décision de la Cour suprême, il a trouvé une nouvelle voie : se battre pour son pays.

Chaim Krausz, 19 ans, ne s'intéresse pas à la société laïque israélienne. Il passe la plus grande partie de son temps sous la tutelle de rabbins qui le mettent en garde contre une longue liste de péchés, notamment le contact avant le mariage avec des femmes n'appartenant pas à sa famille. Il ne quitte pratiquement jamais son quartier, une zone densément peuplée où des panneaux demandent aux passants de se vêtir décemment pour ne pas offenser les habitants. C'est ainsi qu'il veut vivre.

Des milliers d'hommes haredim reçoivent de l'État des aides pour étudier la Torah, mais leur femme travaille souvent : 53 % des hommes ont un emploi contre 80 % des femmes chez les haredim vivant en Israël. Le taux d'emploi dépasse les 80 % chez les Israéliens non ultraorthodoxes. La population haredi est en forte hausse : elle est passée de 40 000 personnes en 1948 à 1,3 million aujourd'hui.

Chaim Krausz a 17 frères et sœurs. Il veut une grande famille comme celle-ci. "Plus il y en a,

Le couac du gouvernement Nétanyahou

●●● La Cour suprême israélienne a mis fin, le 25 juin 2024, à l'exemption militaire des ultraorthodoxes après avoir pris acte du fait que la loi temporaire l'encadrant avait expiré le 31 mars et que le gouvernement de Benyamin Nétanyahou avait échoué à faire voter au Parlement un texte renouvelant cette mesure d'exception. Ce profond changement d'attitude à l'égard de la communauté des ultraorthodoxes s'explique par les divergences entre

une partie des alliés ultraorthodoxes du Premier ministre israélien, favorables à l'exemption, et les autres composantes de la coalition, qui insistent sur la nécessité de la participation de tous les Israéliens à l'effort de guerre. Un projet de loi traitant de cette question a été rédigé et doit être examiné par la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset. Mais le processus est à l'arrêt, les partis ultraorthodoxes continuant de réclamer cette exemption.

mieux c'est. Ses parents sont en train de lui chercher une épouse.

Pendant longtemps, un cinquième au moins du budget des yeshivas était financé par l'Etat, le reste par des dons. Cependant, en début d'année, un tribunal a mis un terme au financement public des yeshivas qui enseignent à des hommes en âge d'aller à l'armée.

Chaim Krausz s'en moque. L'une des raisons pour lesquelles il refuse de faire son service militaire, c'est qu'il est contre le concept même de l'Etat d'Israël. Pour la Yahadout Haharedi, le courant dont il fait partie, il ne pourra y avoir un Etat juif que quand le messie sera arrivé.

Quelques semaines avant de commencer sa nouvelle vie dans l'armée, Yechiel Wais, quant à lui, sort avec des amis, [dont] Itamar Greenberg, 18 ans, très à gauche idéologiquement. Ils ont fait connaissance sur les réseaux sociaux quelques mois auparavant et se sont liés d'amitié, ces deux jeunes hommes haredim essayant de s'intégrer dans la société.

Itamar Greenberg a commencé à s'interroger sur sa religion et à rêver d'une vie en dehors de la

→ Intervention de la police montée lors d'une manifestation de haredim contre le projet de loi prévoyant de mettre fin à leur exemption de service militaire, le 5 août 2024.

communauté à l'âge de 12 ans. *“Le seul moyen de faire partie de la société israélienne, c'est de faire son service”*, se disait-il.

Lorsqu'il a atteint l'âge de 16 ans, ses opinions avaient encore évolué, et vers la gauche. Il est devenu végan, a arrêté de croire en Dieu et s'est mis à s'opposer farouchement à l'occupation israélienne. Il est également opposé à l'incorporation des ultraorthodoxes, mais pour des raisons différentes de celles de la plupart des gens.

“Il est important d'intégrer les ultraorthodoxes dans la société israélienne et de travailler à l'égalité. Mais

je ne veux pas d'une égalité dans le meurtre et l'oppression.”

Tous deux ont été appelés sous les drapeaux. Mais, si Yechiel Wais se prépare à faire ses classes, Itamar Greenberg s'apprête à se présenter à une prison militaire en tant qu'objecteur de conscience. Sa famille a accepté ses opinions, bien qu'à contrecœur, y compris son père, un des rares haredim à être réserviste.

Itamar Greenberg est sorti de prison le mois dernier après cent quatre-vingt-dix-sept jours d'incarcération répartis sur sept passages en prison différents. *“L'armée a décidé de me libérer, explique-t-il. Mais mon objectif, c'est de construire un avenir meilleur, pour tout le monde, de la Jordanie à la mer, ajoute-t-il. Je n'en ai pas encore fini avec ça.”*

Au cours des décennies précédentes, des centaines d'hommes haredim se sont portés volontaires pour faire leur service militaire malgré les principes de leur communauté, mais ils ont pour la plupart été tenus éloignés des combats. Yechiel Wais veut faire autrement, il veut se battre. *“Je n'aime pas la guerre, déclare-t-il, mais j'aime l'action dans la rue, les soldats et les roquettes.”*

Kippas et papillotes. La visite médicale révèle cependant qu'il a besoin d'être opéré de l'oreille. L'armée lui explique qu'il est inapte au combat et sera affecté à la maintenance des avions. En août, il arrive dans une base

aérienne du nord d'Israël et rejoint une unité comprenant une vingtaine d'autres soldats haredim. Ils ont troqué leur tenue noir et blanc pour la salopette du mécanicien, mais ont gardé leur kippa. Certains ont toujours leurs papillotes. Yechiel Wais s'est rasé les siennes il y a des années.

Ils logent dans des baraquements distincts et prennent leurs repas à des tables séparées pour ne

“Nous sommes les nouveaux pionniers. Nous marchons en tête d'un mouvement.”

Yechiel Wais, TECHNICIEN AÉRONAUTIQUE AU SEIN D'UNE UNITÉ D'ULTRAORTHODOXES

pas se mêler aux femmes. Leurs plats sont préparés selon des critères casher encore plus stricts que ceux des autres. Ils prient et étudient les textes religieux deux à trois heures par jour. *“Il n'y a pas un soldat ici qui pourrait se plaindre de la façon dont on est traités en ce qui concerne la religion”*, déclare-t-il.

Yechiel Wais et deux camarades haredim finissent par suivre leur dernier jour de formation à l'entretien des F-16. Une fois les cours terminés, ils se réunissent pour écouter le sermon d'un rabbin haredi. *“Nous sommes au milieu de la plus grande guerre de toutes. Vous devez préparer votre âme à vous accrocher à la bonté de ce monde. À éradiquer le mal.”*

Ils seront officiellement mécaniciens aéronautiques le lendemain.

Yechiel Wais travaille maintenant comme technicien aéronautique au sein d'une unité d'ultraorthodoxes du 105^e escadron (Scorpion) de l'armée de l'air. *“Nous sommes les nouveaux pionniers, confie-t-il. Nous marchons en tête d'un mouvement.”*

Pour Chaim Krausz, le mal, ce sont les haredim qui sont dans l'armée. *“Je les considère comme je considère tous les juifs qui violent le shabbat [le jour de repos juif]. Il est interdit de les aimer.”* Il est plus tolérant à l'égard des soldats laïques. *“Bien sûr, ils ne savent pas.”* Sa plus grande crainte, c'est que le courant ultraorthodoxe ne survive pas si les hommes haredim sont obligés de se battre. Après la décision de la Cour suprême, Krausz s'est joint à des milliers d'autres haredim qui se sont regroupés autour d'un bureau de recrutement et ont harcelé les appelés haredim qui y entraient.

L'armée israélienne a déclaré que les haredim qui ignoreraient les ordres d'incorporation s'exposeraient à des *“sanctions pénales”*. Cependant, contrairement à Itamar Greenberg, qui s'est rendu aux autorités, Krausz et ses pairs échappent pour le moment à ces conséquences. Toute tentative de les forcer à servir ne sera pas prise à la légère, prévient Chaim Krausz. *“Nous sommes prêts à mourir pour ne pas aller à l'armée.”*

—Jack Nicas et Adam Sella,
publié le 16 mars



SOURCE

THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis

Quotidien

nytimes.com

Avec 1700 journalistes, une trentaine de bureaux à l'étranger, plus de 130 prix Pulitzer et plus de 11 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est le quotidien de référence aux États-Unis, dans lequel on peut lire *“all the news that's fit to print”* (“toute l'information digne d'être publiée”). Dans son édition dominicale, on trouve *The New York Times Book Review*, un supplément livres qui fait autorité, et l'inégalé *New York Times Magazine*.



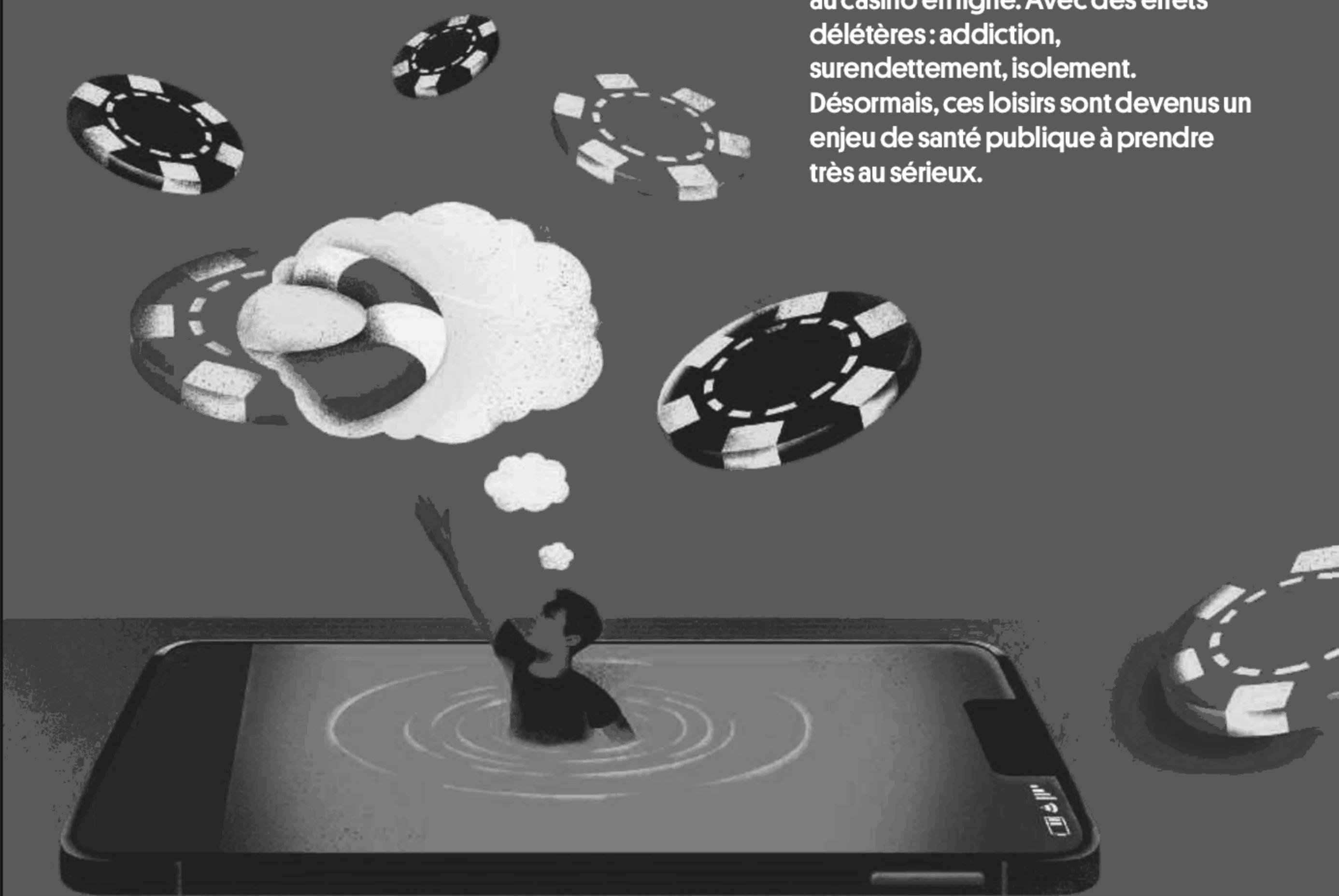
dossier

Jeux en ligne UNE FOLIE MONDIALE

En Europe, aux États-Unis et partout dans le monde, il est de plus en plus facile de parier ou de jouer de l'argent en ligne. Les sites se multiplient, s'affichent sur les maillots de joueurs de foot, aidés par des États qui légalisent ce juteux secteur...

Résultat, la pratique ne cesse de croître : à Sheffield, en Angleterre, près de 60 % de la population parie sur des matchs de foot ou joue au casino en ligne. Avec des effets délétères : addiction, surendettement, isolement.

Désormais, ces loisirs sont devenus un enjeu de santé publique à prendre très au sérieux.



À SHEFFIELD, UNE CLINIQUE POUR SOIGNER LES ADDICTIONS

Dans cette ville du nord de l'Angleterre, près de 60 % de la population parie sur des matchs de foot ou joue au casino en ligne. Des loisirs devenus un enjeu de santé publique outre-Manche, où la régulation du secteur, très puissant, se révèle pour le moins légère.

—The Tribune (Sheffield)

Les jeux d'argent avaient envahi la vie quotidienne de Shaun*. Deux fois par semaine, par exemple, après avoir joué au football avec des amis, il sortait au pub avec eux et se précipitait sur les applications de jeux de son téléphone portable – il pouvait miser jusqu'à 200 livres sterling [240 euros] par pari. "Jamais je ne serais allé voir un bookmaker pour lui donner 200 livres, se souvient-il, mais en ligne, cela avait quelque chose d'irréel."

En début d'année [2024], les choses ont dérapé. Shaun a commencé à jouer tout son salaire. Il dissimulait son addiction, ce qui empoisonnait ses relations. Il inventait mille et une excuses pour s'isoler, pouvoir dégainer son téléphone, regarder une course hippique et parier. Le soir, il couchait ses deux enfants tout en regardant d'un œil une autre course. Pas facile de cacher tout cela éternellement.

Plus jeune, Shaun adorait le sport. Ces derniers temps, il allait regarder un gamin de sa famille jouer dans l'équipe de football locale. Quand des parents lui ont proposé d'endosser le rôle d'éducateur, il l'a accepté, en plus de son travail. Six mois plus tard, les parents lui ont remis de l'argent pour payer le transport et l'hébergement des jeunes joueurs qui faisaient une excursion d'un week-end. Shaun a tout joué. Il a tout perdu.

Quand les responsables du club ont découvert que le transport et l'hébergement n'avaient pas été réglés, ils ont appelé Shaun, lequel a tout avoué. L'ex-entraîneur se souvient avoir bredouillé quelque chose comme : "Voilà ce que j'ai fait. Je n'en suis pas fier, c'est une addiction." Il a dû quitter le club et rembourser les parents. "J'étais accro depuis un bout de temps, et je le savais, reconnaît-il aujourd'hui, mais c'était difficile à admettre."

Puissant lobby. Avec le recul, Shaun se dit que s'il a joué cet argent, c'était pour appeler à l'aide. "Je savais que j'allais me faire prendre, mais je ne pouvais plus m'arrêter. Je pensais que ça m'obligerait à me faire aider."

Cette aide est parfois ardue à trouver, mais Shaun a eu de la chance : Sheffield était sur le point d'ouvrir sa première clinique de soin des addictions aux jeux d'argent.



REPORTAGE

Avant la pandémie, il n'y a qu'à Londres que le service de santé public britannique (NHS) proposait un suivi auprès de spécialistes de l'addiction au jeu. Mais en 2019, le NHS a créé le North West Gambling Service ("Service des jeux de hasard du Nord-Ouest", NWGS) pour couvrir cette partie du pays. Une première clinique a ouvert ses portes à Leeds, puis d'autres ont suivi dans tout le nord du pays et, en mars 2024, à Sheffield. "C'est étonnant que le NHS s'intéresse aux jeux d'argent, mais c'est pour une bonne raison!" lance le psychologue Matt Gaskell, directeur du NWGS.

Au Royaume-Uni, les jeux d'argent constituaient une facette relativement cachée de la société jusqu'en 2005, date à laquelle ils ont été libéralisés par le Gambling Act, la loi sur les jeux d'argent. Peu après, les smartphones ont déferlé sur nos vies. Résultat, actuellement, le secteur

des jeux en ligne pèse 15 milliards de livres [environ 18 milliards d'euros] et on peut jouer partout. Matt Gaskell a rencontré des gens qui parlaient sous la douche, en voiture en allant travailler, au boulot, etc.

Le modèle en place actuellement est dit de "corégulation et d'autorégulation" : les autorités publiques considèrent le secteur du jeu comme un acteur de bonne foi, et même prêt à participer à la prévention des risques. Pour Matt Gaskell, c'est comme demander au renard de protéger le poulailler. Il m'explique que le secteur des jeux d'argent constitue en effet un puissant lobby qui arrose les députés britanniques de sommes record et de cadeaux à gogo.

Au Royaume-Uni, les lois et les réglementations sont massivement favorables aux opérateurs, poursuit le psychologue, qui dénonce par ailleurs le choix du gouvernement de rattacher ce secteur économique au ministère de la Culture, des Médias et des Sports, plutôt qu'à celui de la Santé. "Cette décision invite les gens à considérer les jeux d'argent comme un loisir." Et de soupirer : "Nous pouvons bien repêcher quelques personnes, mais quand le secteur en fait sombrer des milliers, nous avons l'impression de faire face à un tsunami."

Selon des calculs réalisés en 2023, les dommages causés par les jeux d'argent coûtent quelque 413 millions de livres par an [495 millions d'euros] et la dépendance aux jeux fait partie des facteurs en cause dans 5 à 10 % des suicides en Angleterre.

← Dessin de Sébastien Thibault paru dans Broadview, Toronto

À Sheffield, la population joue. Et pas qu'un peu. Selon une récente enquête, entre octobre 2020 et septembre 2021, près de 60 % des habitants avaient joué (ce chiffre grimpe même à 73 % dans la ville voisine de Rotherham), contre 45 % à Manchester, par exemple.

"Le plus souvent, ce sont des personnes qui n'en ont pas les moyens", souffle Greg Fell, responsable de la santé publique au conseil municipal de Sheffield. Et comme la ville possède deux universités et une des premières populations étudiantes du pays, le secteur vise évidemment les étudiants, poursuit-il. "Ils sont loin de chez eux et ils n'ont pas forcément un réseau social pour les soutenir. Cette importante population étudiante représente un grand marché cible."

Programme de soins. Greg Fell a beaucoup réfléchi à la manière dont le gouvernement pourrait réglementer les jeux et réduire leurs effets : en bref, avec une politique similaire à celle de la lutte contre le tabagisme.

En 2022, un groupe d'étudiants en médecine de l'université de Sheffield a parcouru à pied les 3,2 kilomètres qui séparent la résidence universitaire d'Endcliffe de la gare de Sheffield. Ils ont alors dénombré pas moins de 40 publicités pour des jeux. Soit une par minute. Certaines de ces annonces, indique Greg Fell, sont affichées sur des panneaux municipaux. Aussi le conseil municipal prévoit-il de ne pas renouveler les contrats avec des entreprises de jeux.

De l'extérieur, l'établissement, situé en centre-ville, a davantage l'air d'un immeuble de bureaux que d'un centre médical. À l'intérieur, on ne se croirait pas non plus dans une clinique.

Les patients, eux, viennent de toute la région et de tous les horizons. Il y a beaucoup de supporters de foot, fait observer Matt Gaskell, le football étant devenu un "panneau d'affichage national" pour les jeux d'argent et de hasard.

Les joueurs viennent d'eux-mêmes ou sont adressés par leur généraliste. Beaucoup ont déjà essayé d'arrêter, en vain, et souvent, tous les domaines de leur vie sont en train de s'effondrer : travail, études, relations, santé mentale, finances. Ils sont dans la majorité en situation de crise, confirme Josh Marvin, un psychologue qui → 30

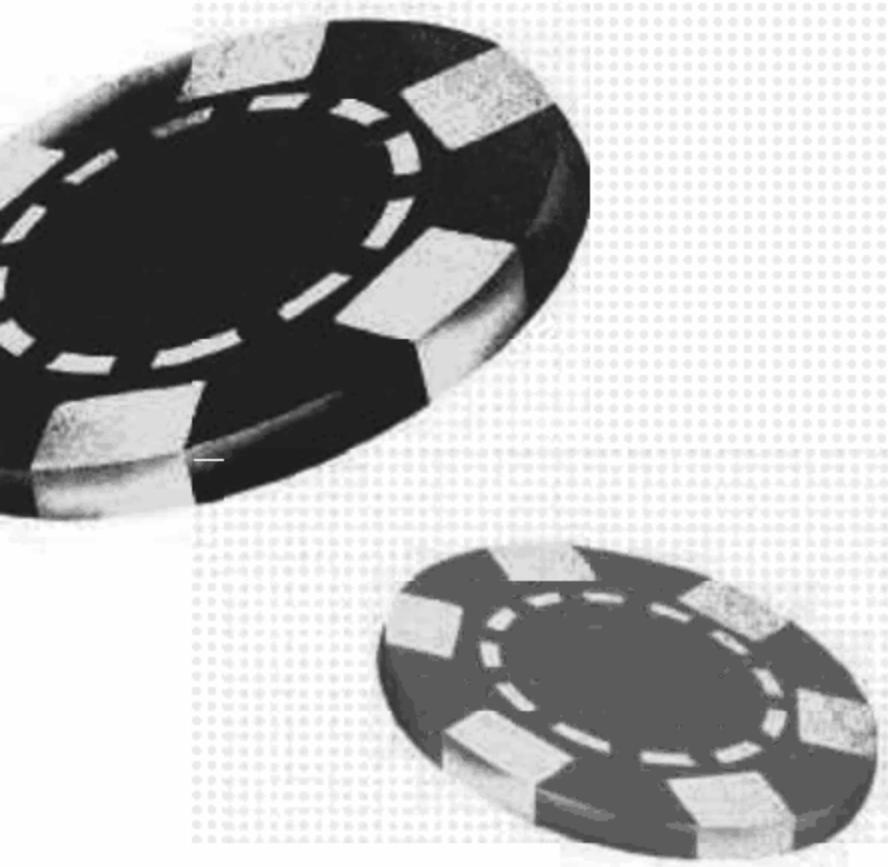
150 000 €

C'EST LA SOMME MISÉE MENSUELLEMENT, de façon régulière, entre 2021 et 2023 par Sandro Tonali, footballeur vedette de Newcastle United, en Premier League anglaise. Suspendu dix mois, entre octobre 2023 et août 2024, pour des infractions liées à des paris sportifs illicites, le milieu de terrain italien évoque aujourd'hui un "mode de vie négatif" désormais derrière lui. "C'était devenu une habitude à 17-18 ans, a-t-il confié au quotidien romain **La Repubblica**. Le fait que ce soit en ligne m'a rendu aveugle à tout, je me suis enfermé dans ma coquille. Pendant les mois loin des terrains, j'ai passé beaucoup de temps avec le psychologue. Son travail était de me faire comprendre comment j'étais tombé là-dedans."

Décryptage

Dans l'industrie, "des gens bouche bée devant 'Candy Crush'"

●●● La révolution numérique a tout changé. "Même le lobbyiste le plus optimiste n'aurait pu imaginer la puissance du smartphone, qui a permis à partir de 2007 de placer un casino dans chaque poche", soulignait **The Telegraph**, à la fin d'octobre, dans un long article consacré à l'"épidémie des jeux d'argent". Les données collectées auprès des utilisateurs de ces appareils "ont aussi permis d'affiner les produits proposés afin d'extraire un maximum de profits". Fini, les locaux gris et austères des bookmakers, place au *flashy*. Avec pour inspiration certains jeux pour mobiles ultrapopulaires. "Je me rappelle de conférences où des gens du milieu étaient bouche bée face au succès de 'Candy Crush', assure auprès du quotidien londonien Rebecca Cassidy, ancienne employée de l'industrie devenue universitaire. Ils ne comprenaient pas pourquoi les gens voudraient jouer à ces jeux sans récompense pécuniaire. Puis ils ont compris qu'il n'y avait pas besoin de tout monétiser, mais seulement de créer des conditions et des réflexes favorables à la monétisation." D'où, traduit le *Telegraph*, "les graphismes clinquants, les effets sonores satisfaisants, les quasi-réussites si alléchantes, les pertes déguisées en gains, les heures passées sans rien gagner et qui nourrissent en vous la certitude que si vous continuez, la machine finira bien par payer".

**À la une**

ADDICTIONS : QUE SE PASSE-T-IL DANS LE CERVEAU ?

L'hebdomadaire espagnol **El País Semanal** s'est mué en revue scientifique dans un numéro intitulé "Accros à tout". Il y explique que "les addictions perturbent le circuit de récompense du cerveau", qui "a pour mission de gratifier (par du plaisir) des comportements bénéfiques – manger, se reposer, avoir des relations sexuelles... – afin qu'ils nous donnent envie de les répéter". "Comme s'il s'agissait d'un thermostat, poursuit le journal, le cerveau mesure le niveau de plaisir qu'il veut récompenser dans chaque cas et le régule en sécrétant [de la] dopamine." Mais quand il en sécrète trop, "le cerveau ne sait pas répondre normalement". Il en faut alors toujours plus pour être sevré, ce qui finit par "affecter d'autres zones du cerveau qui contrôlent les impulsions, la prise de décision, la régulation de ses propres actions et les émotions".

29 ↪ a rejoint la clinique en juin [2024], après avoir étudié son programme de soins dans le cadre de son doctorat.

Quant à ceux qui ont réussi à arrêter avant d'arriver à la clinique, beaucoup redoutent de replonger, assure Rebecca Dalby, également psychologue clinicienne au centre de santé de Sheffield. "Ils veulent vraiment changer, mais ils se sentent pris au piège, témoigne-t-elle. Par sa nature, l'addiction aux jeux d'argent peut amener les gens à croire que la seule issue est de continuer à jouer."

Après un premier échange téléphonique, la clinique propose aux patients un rendez-vous d'évaluation avec un psychologue sous quelques semaines. Le psychologue les interroge alors sur leur addiction et ses répercussions sur leur vie, mais aussi sur leurs motivations pour s'en sortir, ce qui aide à déterminer le meilleur traitement. En règle générale, les ludopathes sont suivis dans ce lieu pendant environ six mois.

À son premier rendez-vous, en avril 2024, Shaun était déterminé à se sevrer, malgré quelques appréhensions. Après l'incident survenu au club de foot, la police lui avait ordonné de se faire aider auprès du NHS pour son addiction, mais il s'était déjà tourné de lui-même vers la clinique. Il a été reçu par Rebecca Dalby. Au début, il a eu du mal à parler de ses problèmes. Mais il a senti qu'ici il n'était pas jugé. Le fait que Rebecca Dalby soit une femme de la région, et à peu près de son âge qui plus est, a contribué à le rasséréner.

Sortir de la honte. La clinique oriente la plupart de ses patients vers une thérapie cognitive comportementale (TCC) – la méthode qui priviliege la santé publique dans les cas de troubles mentaux légers à modérés. Cette thérapie consiste généralement en neuf semaines de séances de groupe en ligne, avec des activités à réaliser entre les séances, et des rendez-vous face à face au besoin. Les TCC aident les malades à reconnaître leurs pensées et leurs comportements néfastes, et à prendre leurs distances vis-à-vis d'eux. "Certains n'ont jamais parlé de leur addiction à personne, alors ces séances avec un groupe qui vit la même chose qu'eux peuvent être très puissantes", indique Rebecca Dalby, en précisant que la démarche est souvent plus difficile pour les femmes.

"Elles peuvent avoir l'impression qu'on ne parle

pas de ça entre femmes, que ce n'est pas un problème courant dans leur cercle d'amies, ce qui les stigmatise encore plus." La clinique, dont la patientèle se compose à un tiers de femmes, les cible spécifiquement dans sa communication.

Lorsqu'ils arrivent à la clinique, beaucoup de joueurs pathologiques sont rongés par la honte, raconte Matt Gaskell. "Ils s'en veulent, alors qu'en réalité, leur problème est une conséquence prévisible de la publicité de masse et des pratiques commerciales."

Shaun a demandé à bénéficier de séances personnalisées : il pense que c'est la seule manière pour lui de se sentir suffisamment à l'aise pour s'ouvrir. Dix séances plus tard, il en vient à

"Par sa nature, l'addiction aux jeux d'argent peut amener les gens à croire que la seule issue est de continuer à jouer."

Rebecca Dalby,
PSYCHOLOGUE CLINICIENNE

considérer Rebecca Dalby comme une amie ou presque : "C'est drôle, j'ai l'impression de la connaître depuis des années."

Après ces neuf semaines de thérapie comportementale, la clinique ne propose pas de suivi standardisé. Josh Marvin et Rebecca Dalby encouragent leurs patients à les recontacter s'ils en ressentent le besoin. Ils leur disent aussi que le jeu restera peut-être toute leur vie un problème sur lequel ils devront travailler.

"L'addiction au jeu est véritablement traumatisante, il faut beaucoup de temps pour s'en remettre et tourner la page, insiste Matt Gaskell. Les anciens malades du jeu peuvent mettre des années à rembourser leurs dettes et leurs relations sociales sont souvent tellement en miettes qu'il est difficile de recoller les morceaux."

Heureusement, nous dit Matt Gaskell, les patients connaissent généralement un entourage familial qui les soutient et le pronostic de guérison est très bon, puisque 77 % des personnes qui ont suivi le traitement complet à la clinique sont toujours abstinences douze mois plus tard. Malgré tout, rien n'est gagné d'avance.

Shaun a justement la chance d'avoir un entourage qui le soutient et l'aide à éviter une rechute, même si, après l'incident du club de foot, il a dû convaincre sa compagne – et cela a pris quelque temps – que l'avenir serait différent.

Si les psychologues n'ont aucun contrôle sur le secteur du jeu, ils peuvent en revanche armer leurs patients pour mieux y résister. Rebecca Dalby a par exemple invité Shaun à lister sur son téléphone ses bonnes raisons de ne pas jouer – "passer plus de temps avec les enfants" en fait partie. Il n'a pas encore eu à la regarder – il n'a pas joué depuis –, mais savoir que cette liste est là, à portée de clic, le rassure.

Malgré tout le chemin parcouru, Shaun éprouve encore de la honte, et il n'a pas parlé de ce qui s'était passé à la plupart de ses amis. Reste que la honte a aussi ses bons côtés. Il a



bloqué les paiements pour des jeux d'argent auprès de sa banque, et le seul moyen de les débloquer serait de l'appeler : "Mais je ne vais quand même pas appeler ma banque pour lui expliquer pourquoi je veux débloquer mon téléphone!"

Cependant, l'avenir de ces cliniques publiques est incertain. Elles sont sous pression, car le nombre de patients devait doubler cette année [en 2024] par rapport aux prévisions, du fait qu'elles sont de plus en plus connues de la population locale. Une lueur d'espérance pointe cependant à l'horizon : à l'avenir, ces cliniques pourraient bénéficier des gains juteux du secteur du jeu. Dans un livre blanc publié en 2024, les autorités projettent en effet d'augmenter les sommes prélevées aux opérateurs pour financer la prévention et le traitement de l'addiction au jeu.

Shaun est en colère contre ces entreprises qui s'en mettent plein les poches avec les jeux, mais il assume aussi sa responsabilité dans sa débâcle personnelle. Aujourd'hui, il se sent libéré d'un poids. "L'an dernier, quand nous sommes partis en vacances, je ne savais vraiment pas comment les payer. Maintenant, ça va beaucoup mieux. Nous sommes partis en vacances il n'y a pas longtemps, et c'est sympa de ne plus avoir la boule au ventre au moment de sortir le porte-monnaie."

—**Jessica Bradley**,
publié le 10 octobre 2024

* Le prénom a été modifié.

Réaction

Le Brésil tente de "réparer les dégâts"

●●● Face à l'explosion des jeux d'argent en ligne au Brésil et aux alertes sur l'endettement croissant de leurs adeptes, le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva a décidé d'accélérer la régulation du secteur. Il a ainsi avancé l'entrée en vigueur d'une loi sur la taxation des opérateurs à octobre 2024 (initialement prévue pour janvier 2025). Le ministre des Finances, Fernando Haddad, a annoncé la fermeture de près de 600 plateformes non accréditées. Alors que les casinos sont interdits dans le pays, les paris sportifs et les jeux de hasard numériques ont été légalisés en 2018 sous la présidence du conservateur Michel Temer et ce "sans réglementation adéquate", observe le quotidien **O Estado de São Paulo**. Désormais, "le gouvernement tente de réparer les dégâts après avoir fermé les yeux sur les jeux en ligne dans l'espoir d'augmenter les recettes fiscales", estime le quotidien **Correio Braziliense**.

SOURCE

THE TRIBUNE

Sheffield, Royaume-Uni
sheffieldtribune.co.uk

"The Tribune ne court pas après les clics et ne noie pas l'actu dans la pub." Dans un contexte de baisse inexorable de la diffusion et des revenus publicitaires de la presse régionale, ce site d'information détonne et cherche à "revitaliser" l'information locale. L'équipe de quatre journalistes publie des enquêtes et des reportages au compte-gouttes : priorité à la qualité plutôt qu'à la quantité. Le modèle repose sur l'envoi de lettres d'information gratuites et sur la contribution de ses abonnés payants. Le site appartient au groupe indépendant Mill Media, fondé par un jeune journaliste trentenaire, Joshi Herrmann, à Manchester en 2020.

Les jeux de hasard explosent la mise

★ Le marché mondial

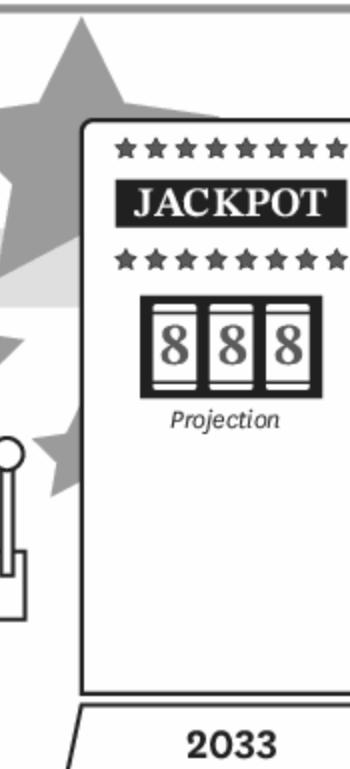
Le marché des jeux d'argent et de hasard* a progressé de 2 % par an depuis 2018 grâce, notamment, aux offres électroniques.

Chiffre d'affaires ► (en milliards de dollars)

* Loterie, casinos, paris sportifs, en ligne et hors ligne.

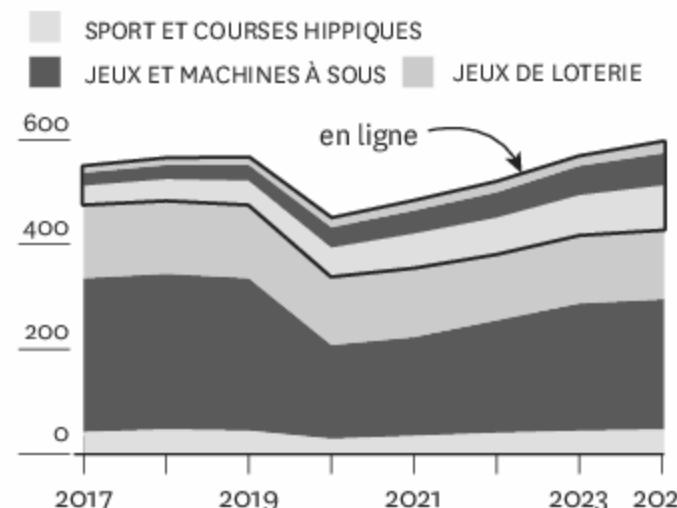


Projection



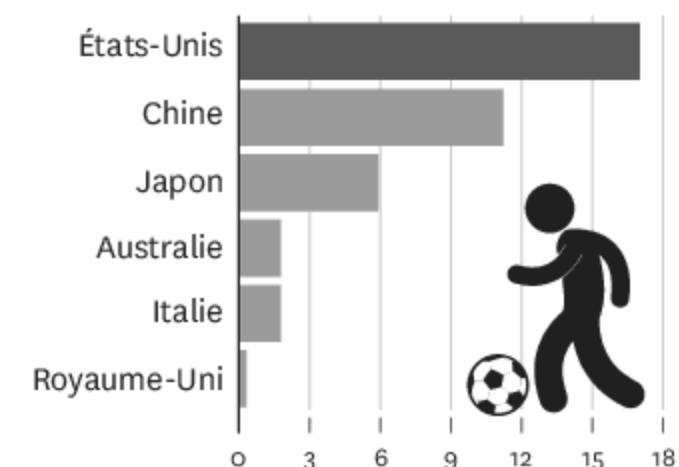
Mises dans les jeux de hasard

(en milliards de dollars de 2024)



Augmentation des mises sur les paris sportifs entre 2017 et 2024

(en milliards de dollars)



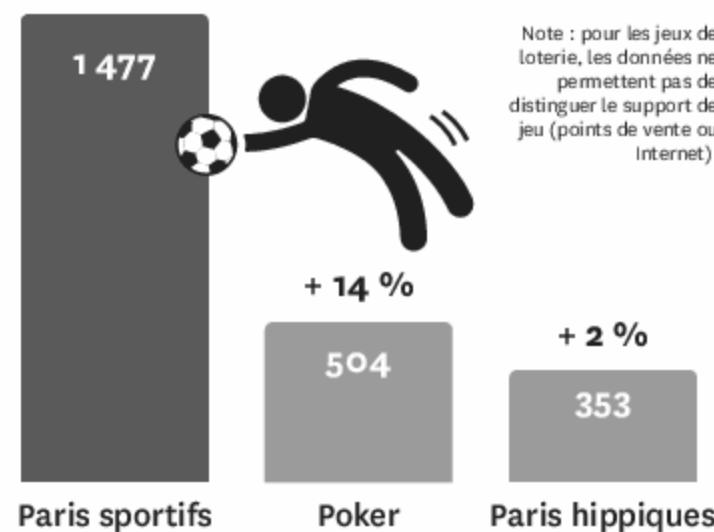
★ Le marché français



Les jeux d'argent et de hasard en ligne, par activité, en 2023

(produit brut des jeux en millions d'euros)

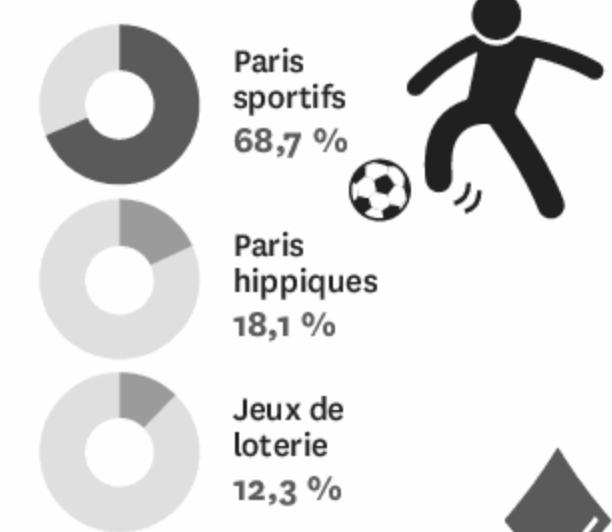
+ 6,3 % ▶ Évolution 2022-2023



Note : pour les jeux de loterie, les données ne permettent pas de distinguer le support de jeu (points de vente ou Internet).

Part des mises engagées sur Internet, par activité, en 2023

Depuis 2017, les paris sportifs sont majoritairement pris en ligne.





LALÉCALISATION DES PARIS SPORTIFS AUX ÉTATS-UNIS, UNE CATASTROPHE

Légalisés au niveau fédéral en 2018, les paris sportifs rapportent des milliards de dollars aux opérateurs privés mais ont des conséquences très néfastes pour les parieurs, notamment l'addiction et le surendettement. Pour ce chercheur, contributeur régulier de *The Atlantic*, une seule solution : les proscrire à nouveau.

← Dessin de
Pete Ryan paru
dans *The Economist*,
Londres.

Débat

MISER SUR LES ÉLECTIONS, C'EST DÉSORMAIS POSSIBLE

En plus des résultats sportifs, les Américains pourront désormais parier sur les résultats des élections. *“Un juge fédéral vient d'ouvrir la voie aux paris électoraux aux États-Unis, du jamais-vu dans l'histoire moderne du pays, en annulant l'interdiction prononcée par la Commodity Futures Trading Commission [CFTC]”*, rapporte le site **Wired**. Une société new-yorkaise du nom de Kalshi avait déposé une réclamation devant un juge, estimant que l'interdiction de parier pouvait nuire aux entreprises qui voudraient se prémunir contre des décisions politiques leur étant potentiellement défavorables. Un magistrat a finalement donné raison à l'entreprise le 6 septembre, mettant fin à un débat de plusieurs décennies. Au grand dam des partisans d'un maintien de cette interdiction.

—The Atlantic (Washington)

Des millions d'Américains ont passé le week-end [des 21 et 22 septembre derniers] à regarder le football [américain]. Comme toujours, ils ont trinqué, ils ont mangé et, cette fois-ci plus que jamais, ils ont parié. L'Association américaine des jeux estime qu'en 2024 près de 35 milliards de dollars [32 milliards d'euros] ont été pariés sur les matchs de la National Football League (NFL). Soit environ un tiers de plus qu'en 2023.

Dès que l'on s'intéresse au sport, les paris sont omniprésents. Les retransmissions de matchs sont inondées de publicités, au point que les Américains sont désormais plus d'un sur trois à miser sur les compétitions sportives, selon un sondage réalisé par l'université Seton Hall. Avant 2018, les paris sportifs étaient proscrits presque partout dans le pays. Aujourd'hui, ils sont légaux dans 38 États ainsi qu'à Washington, et génèrent 10 milliards de dollars [9 milliards d'euros] par an.

Précarité exacerbée. On pourrait considérer un peu hâtivement que la situation est sans danger. De nombreux supporteurs aiment parier sur les matchs, et alors ? Est-ce bien différent de parier avec une entreprise plutôt qu'avec ses amis ?

Un corpus croissant d'études en sciences sociales suggère que oui, c'est très différent. La multiplication des paris sportifs a provoqué une vague de misère financière et familiale, de celles qui s'abattent de manière disproportionnée sur les foyers les plus précaires. Six ans après le début de l'expérience, la situation ne laisse pas de doute : la légalisation était une erreur monumentale.

Lancés en 1992, les paris sportifs ont été proscrits presque partout aux États-Unis par le biais du Professional and Amateur Sports Protection Act (Paspa). Cette loi condamnait l'organisation de “systèmes” de paris liés à des compétitions sportives. Les Américains pouvaient continuer à parier entre eux sur les résultats du Super Bowl, mais ni le gouvernement ni les entreprises n'étaient autorisés à s'octroyer une part du butin.

Cette approche a prévalu jusqu'en 2012, lorsque le New Jersey, qui craignait qu'Atlantic City [ville de cet État de la côte Est connue pour ses casinos] ne perde son attractivité, a légalisé les paris sportifs. La National Collegiate Athletics Association, une organisation sportive américaine, l'a alors poursuivi en justice, plaidant une violation du Paspa. L'État a répliqué que le Paspa lui-même constituait un obstacle à sa souveraineté. Le cas a été porté devant la Cour suprême qui a établi, en 2018, que le Paspa violait le dixième amendement. Celui-ci interdit au gouvernement fédéral d'exercer des prérogatives dévolues aux États fédérés.

Avec l'abrogation du Paspa, les États se sont réjouis de voir les paris se développer. En l'espace d'un an et demi, la banque américaine Goldman Sachs a calculé que les Américains

mettaient en jeu près de 50 millions de dollars [45 millions d'euros] chaque mois. Fin 2023, ce chiffre dépassait le milliard. Autrement dit, il a été multiplié par vingt.

Les États ont autorisé les paris à différentes périodes, si bien que les sociologues peuvent comparer les indicateurs de niveau de vie dans les États où cette pratique est licite et ceux où elle ne l'est pas, avant et après légalisation.

Ils ont fait apparaître des tendances inquiétantes. Deux récents articles se sont penchés sur les répercussions économiques de cette légalisation. L'un d'eux, rédigé par Scott Baker et ses collègues de la Northwestern University, conclut que les paris sportifs légaux amènent l'épargne des foyers. Concrètement, pour chaque dollar mis en jeu, ce sont deux dollars de moins investis dans des économies. Les États ont aussi constaté une forte augmentation des risques de découvert bancaire et de dépassement de plafonds de cartes de crédit. Et c'est au sein des ménages déjà précaires que ces effets sont les plus prononcés.

Le second article, publié par l'économiste Brett Hollenbeck de l'UCLA et les chercheurs Poet Larsen et Davide Proserpio de l'université de Caroline du Sud, abonde dans le même sens. Les auteurs se sont intéressés aux paris en ligne et ont calculé que la légalisation avait entraîné une hausse de 25 à 30 % du risque de faillite d'un foyer et qu'elle favorisait aussi les cessations de paiement de dettes. Des difficultés qui semblent être plus prégnantes parmi les jeunes hommes issus de régions défavorisées.

Une troisième étude récente, menée par les économistes de l'université d'Oregon Kyutaro Matsuzawa et Emily Arnesen, révèle une facette encore plus surprenante – et certainement encore plus dévastatrice – des effets néfastes de

Dans les États où les paris sportifs étaient autorisés, les violences au sein du couple étaient accrues de 9 %.

la légalisation des paris : les violences domestiques. Des publications antérieures avaient déjà montré que la défaite d'une équipe locale de la NFL provoquait une flambée de 10 % des signalements de violences conjugales. À partir de ces données, Matsuzawa et Arnesen ont découvert que, dans les États où les paris sportifs étaient autorisés, les violences au sein du couple étaient accrues de 9 %.

Miser sur le sport est une pratique addictive. Bien sûr, certains sont capables de s'y adonner à petites doses, mais d'autres jouent compulsivement jusqu'à franchir un point de non-retour. Il en résulte des situations d'endettement et de faillite, mais aussi de l'instabilité émotionnelle et de la violence. Et les dégâts ne s'arrêtent pas là : il a été démontré que l'addiction aux paris pouvait provoquer des angoisses, des dépressions, et même mener au suicide.

Le secteur des paris affirme haut et fort qu'il souhaite lutter contre ces conséquences,

mais une part substantielle de ses profits provient pourtant des personnes souffrant d'addiction. La majorité des paris sont en effet effectués par un petit nombre de personnes : par exemple, entre fin 2020 et début 2021 au New Jersey, 70 % des sommes pariées provenaient de 5 % des joueurs seulement.

Les coûts des paris se répercutent donc sur les personnes qui ont le moins de revenus et pénalisent ceux qui ont le plus besoin d'aide. Les sommes qui auraient pu être investies dans l'achat d'une maison, dans l'obtention d'un diplôme ou dans le remboursement d'une dette s'envolent dans un autre pari. On peut considérer de tels comportements comme irresponsables, mais il est difficile d'en imputer toute la faute aux joueurs, alors que les entreprises font leurs profits en les incitant à jouer davantage.

Prohiber pour enrayer. Toutefois, la légalisation n'est que peu rentable. L'une des principales raisons invoquées pour justifier cette autorisation était pourtant l'augmentation des recettes fiscales. Elles se révèlent finalement très maigres, puisque les 38 États regroupés n'ont engrangé que 500 millions de dollars [450 millions d'euros] par trimestre, soit un quart de moins que ce que rapportent l'alcool, le tabac ou la marijuana.

Dans ce contexte, la période de prohibition paraît bénigne. Les Américains pouvaient parier entre eux sans qu'une entreprise en tire profit. Les arrestations pour jeux d'argent étaient pratiquement inexistantes, ce qui prouve que la prohibition permettait de limiter les répercussions sociales.

[En légalisant], la plupart des États ont donc permis à des entreprises de tirer des milliards de dollars de profit des Américains les plus précaires, et ce pour des bénéfices peu manifestes. Certains observateurs et politiciens ont reconnu (à demi-mot) l'ampleur de ces répercussions et ont suggéré des régulations à la marge pour y remédier.

Mais la solution la plus honorable serait aussi la plus directe : l'interdiction. La réglementation est complexe, difficile à mettre en œuvre et serait fragilisée par une mainmise presque certaine des entreprises sur les organismes de régulation. La prohibition, elle, s'attaque à la racine du problème. Interdire les paris légaux mettrait fin à cette industrie prédatrice.

Dans la dizaine d'États comme le Texas ou la Californie, où les paris sportifs sont toujours illégaux, la solution est simple : le statu quo. En ce qui concerne les autres États, réparer les dégâts s'annonce compliqué.

Mais il est indispensable de s'y atteler. Si l'on considère les États comme des "ateliers de la démocratie", alors les résultats de leur expérimentation sur les paris sportifs sont là, et ils n'ont rien de positif. Mieux vaut stopper l'expérience dès maintenant, au risque de prolonger les souffrances.

—Charles Fain Lehman,
publié le 23 septembre 2024

Décryptage

Pour l'Indonésie, un nouvel opium à combattre

●●● Deux suicides et un meurtre. Ces trois drames survenus au printemps 2024, sur fond d'addiction aux jeux d'argent en ligne, ont poussé les autorités indonésiennes à déclarer la guerre à ce "nouvel opium des masses", se félicite **The Jakarta Post**. Tout jeu d'argent est interdit en Indonésie et possible de prison. Pourtant, en 2023, le chiffre d'affaires de cette industrie est estimé à 327 000 milliards de roupies (près de 20 milliards d'euros), trois fois plus qu'en 2022. En réaction à cet essor fulgurant, le gouvernement a annoncé avoir bloqué "près de 3 millions de contenus sur Internet faisant la promotion des paris en ligne". Quelque 6 000 comptes bancaires et portefeuilles numériques ont en outre été fermés, et les sanctions durcies en cas de promotion de ces activités. En dépit de toutes ces actions, le *Jakarta Post* juge "ces efforts encore trop fragmentaires". Le journal pointe du doigt le fait que des policiers et militaires eux-mêmes s'adonnent au jeu, et, surtout, que certains protègent ces activités clandestines.

24%

DES ADOLESCENTS DE BUENOS AIRES

ont déjà parié en ligne, s'inquiète le quotidien **Perfil**. "Et le phénomène n'est pas seulement répandu, il est aussi intense, puisque 8,8 % d'entre eux ont reconnu 'parier fréquemment'", ajoute le journal de la capitale argentine. Professeurs, psychologues et membres des équipes pédagogiques des lycées alertent depuis des mois au sujet de l'augmentation du nombre de mineurs accros aux paris en ligne, désireux de devenir riches en quelques clics. Le phénomène a débuté durant la pandémie de Covid-19, avant d'être amplifié par la crise économique que traverse actuellement l'Argentine. "Grâce à ces chiffres concrets, nous allons pouvoir commencer à faire de meilleures campagnes de prévention pour résoudre cette problématique complexe et vertigineuse", a déclaré auprès de *Perfil* l'organisme de défense des consommateurs de Buenos Aires.



DENISE COATES, REINE ABSOLUE DES JEUX D'ARGENT EN LIGNE

À 57 ans, la patronne de Bet365 cultive un certain goût du paradoxe qui fascine la presse britannique. Milliardaire, elle est aussi une contribuable modèle ; et si elle a bâti sa fortune sur la dépendance au jeu, elle alimente largement les œuvres de charité.

On dirait un entrepôt de supermarché", ironise un voisin auprès du journal **The Guardian**. Cinq ans après les premiers coups de pelleteuse, l'imposante nouvelle demeure de Denise Coates vient tout juste de sortir de terre. Le luxueux domaine, posé en rase campagne anglaise, comprend un étang, un terrain de tennis, des étables et une tyrolienne. Vingt et un hectares au total, coiffés de caméras de surveillance. La milliardaire de 57 ans "a même dépensé plus de [10 millions d'euros] pour racheter aux agriculteurs les terres alentour, histoire d'éviter les vis-à-vis", glisse le quotidien de gauche. Celle qui n'a plus donné d'interview depuis 2012 chérit la discréetion. Le nom de son

entreprise, mastodonte des paris sportifs et des jeux d'argent en ligne, est en revanche connu aux quatre coins du monde : Bet365, dont le siège social se trouve à Stoke-on-Trent, ancienne capitale mondiale de la poterie, à quelques kilomètres de son domicile (voir carte p.30).

L'essor de cette société, créée en 2000 par Denise Coates "dans un préfabriqué", constitue "l'un des rares succès locaux récents". Quelque 12 000 emplois locaux dépendraient aujourd'hui de Bet365.

"La croissance a été rapide, retrace le **Financial Times**, car contrairement à ses concurrents, Bet365 a identifié tôt le potentiel d'Internet, en s'appuyant sur un marketing agressif auprès des parieurs et en inventant de nouvelles manières



PORTRAIT

Contexte

D'ENCOMBRANTS SPONSORS

Doucement, mais sûrement, les sociétés de paris ont envahi le paysage footballistique européen. Le constat, documenté par les journalistes de l'organisation Investigate Europe et relayé par le quotidien britannique **The Guardian** en mars, donne le tournis. Au sein des 31 championnats d'élite du ballon rond européen, deux tiers des équipes bénéficient du soutien financier d'une entreprise du secteur. Transformées en hommes-sandwichs au profit de l'industrie, "les idoles du sport peuvent-elles, sans le vouloir, normaliser le jeu et pousser davantage de jeunes à s'y adonner?" s'inquiète le site **Inside Story**, en Grèce, où le marché se révèle particulièrement lucratif. Certaines instances semblent le penser : en Angleterre, la Premier League a décidé d'interdire la présence du nom d'entreprises de paris sur l'avant des maillots

à partir de la saison 2026-2027. Une mesure comparable est entrée en vigueur au mois de janvier dans le championnat belge.

► Dessin de Joe Cummings paru dans le **Financial Times**, Londres.

de miser sur les rencontres sportives en temps réel." Poser un billet sur le vainqueur du prochain point au tennis, par exemple, une sorte de micropari devenu omniprésent ces dernières années.

"Le rachat en 2006 du club de foot local, aujourd'hui en deuxième division anglaise, a fini d'insérer la famille Coates dans le tissu local", complète **The Sunday Times**.

Vous avez dit conflit d'intérêts ? Denise Coates "est pétrie de contradictions", résume **The Guardian**. Femme la plus riche du Royaume-Uni, elle est aussi une contribuable modèle, qui met un point d'honneur à payer ses impôts au Trésor de Sa Majesté. "En 2020-2021, le demi-milliard prélevé permettait de payer le salaire de 14 400 infirmières", calculait le *Sunday Times* en 2022. "Elle a bâti sa fortune sur un secteur qui profite de la dépendance des gens et détruit des familles, reprend le *Guardian*. Et dans le même temps, elle redirige une part énorme des profits de son entreprise vers des œuvres de charité."

Loin du préfabriqué des débuts, Bet365 continue de s'étendre, captant une part croissante de ses revenus outre-Atlantique, et même jusqu'en Chine, où les jeux d'argent sont pourtant officiellement interdits. À Stoke, capitale de cet empire, "les centres d'appels s'étoffent de plus en plus d'opérateurs sinophones". Certains seraient même logés sur place, aux frais de l'entreprise. "Un maigre prix à payer en échange de l'accès à un marché de 1 milliard de joueurs potentiels", relève **The Guardian**.

— **Courrier international**

Repères

En Europe, la cote folle des paris sportifs

●●● "Un peu partout sur la planète, les paris en ligne, en majorité sportifs, sont en train de remplacer les formes traditionnelles de jeux d'argent", soulignait **The Economist** en décembre 2024, estimations du cabinet H2 Gambling Capital à l'appui. Entre 2017 et 2024, le secteur des jeux d'argent a connu une croissance assez modeste, de 545 milliards à 593 milliards de dollars, "mais la totalité des gains nets vient des paris sportifs", en bonne partie dématérialisés. À elle seule, l'Europe représente un tiers de la hausse mondiale, indique l'hebdomadaire britannique. D'où l'explosion rapide de ce secteur, désormais jugulée par un durcissement de la régulation dans certains pays. "L'Espagne a ainsi interdit certaines formes de publicité pour les jeux d'argent" tandis que l'Italie a décidé en début d'année 2025 d'instaurer un droit d'entrée de 7 millions d'euros pour les opérateurs de paris en ligne.



Réveil Courrier

Chaque matin à 6 heures, 7 jours sur 7
le meilleur de la presse étrangère

reveil.courrierinternational.com



trans- versales. environnement



Comment faire de son jardin un refuge pour la vie sauvage

Biodiversité. Au Japon, nombreux d'amateurs se plaisent à créer une mare, petit biotope qui accueille des espèces fragiles. Le quotidien *Nihon Keizai Shimbun* est allé à leur rencontre.



—Nihon Keizai Shimbun
(Tokyo)

Dans la banlieue tokyoïte subsistent des grenouilles et des lézards en voie de disparition. Non pas enfermés dans un vivarium, mais en liberté dans le jardin d'un particulier, qui a créé un biotope favorable en creusant un étang et en cultivant des plantes.

Son propriétaire, Ienobu Otabe, 61 ans, aime les créatures aquatiques depuis son enfance passée non loin d'un étang plein de grenouilles. Il y a quarante ans, son jeune frère et lui en ont créé un dans leur jardin, dans l'espérance que les batraciens y éliraient domicile. Pari gagné.

Le bassin de leur enfance, situé à une quinzaine de kilomètres à vol d'oiseau à l'ouest de la gare de

Économie 38
Signaux 39

beau qu'agréable pour ses résidents, aménageant de petits abris où ils peuvent se cacher et dormir, comme des tuyaux en terre cuite et des petits tas de copeaux de bois.

En octobre 2023, le ministère de l'Environnement a certifié le jardin "Site de symbiose avec la nature", le reconnaissant comme lieu de préservation de la biodiversité. Actuellement, 328 sites bénéficient de cette certification à travers le pays, la plupart appartenant à des entreprises.

"Je le fais simplement parce que ça me fait plaisir", commente Ienobu Otabe, qui prévoit d'organiser une exposition de photos de son jardin dans le voisinage en vue de partager sa passion.

Le mot "biotope" désigne le milieu naturel dans lequel vivent les espèces indigènes d'une région donnée. Le terme, apparu en Allemagne, pays avancé sur les questions environnementales, a été introduit au Japon par des chercheurs et des organisations écologiques privées à la fin des années 1980.

Le concept est souvent associé aux zones humides, bien qu'il recouvre des milieux très variés, par exemple les prairies et les bois. Mais nombreux d'amateurs sont tentés par la création d'un espace aquatique, qui permet de réunir facilement un grand nombre d'espèces animales.

Libellules. En quête d'un environnement plus favorable à la création, Yasuko Aiko, 36 ans, designer et artiste teinturière qui dirige avec son mari l'entreprise Aiko Arts and Crafts, a quitté Tokyo pour Nakano, dans le nord de la préfecture de Nagano [centre du Japon]. Se rappelant sa passion d'enfance pour les animaux, elle a créé avec son compagnon une mare d'environ 2 m² dans leur jardin, en mai 2023. Une façon aussi de profiter pleinement de sa nouvelle vie à la campagne.

Elle y a placé des plantes aquatiques provenant d'un cours d'eau voisin et lâché des médakas [*Oryzias latipes*, poisson des rizières]. Dès le lendemain du remplissage de la mare, des *Gerris* [punaises d'eau] sont apparus à la surface. On peut ici observer tout le cycle de reproduction des libellules : les œufs pondus sur l'eau donnent naissance aux larves

✓ Dessin de Berk Olgun,
Turquie.

qui finissent par se métamorphoser. La beauté des libellules tout juste écloses a profondément marqué Yasuko Aiko. Si elle remarque des insectes qu'elle n'avait jamais vus, elle les prend en photo et se renseigne sur leur nom. "Je ne m'en lasse pas, dit-elle, chaque jour apporte de nouvelles découvertes."

Il n'est pas nécessaire de posséder un grand jardin pour créer un biotope. Aimi Okuyama vit dans un quartier résidentiel de la préfecture de Chiba [à l'est de Tokyo]. Au début de l'été 2023, elle a rempli de terre, d'eau et

"On peut vraiment apprécier le cycle de la nature tout au long de l'année."

Aimi Okuyama,
PROPRIÉTAIRE
D'UN "BIOTYPE MAISON"

de plantes aquatiques des *toborune*, des bacs en plastique [utilisés par les maçons], qu'elle a ensuite placés devant sa maison. Une méthode qui peut aussi s'employer sur un balcon.

Intéressée par les insectes depuis l'enfance, Aimi Okuyama a rapidement remarqué des larves dans l'eau. Des *Gerris* y ont également proliféré. "On peut vraiment apprécier le cycle de la nature tout au long de l'année", s'enthousiasme-t-elle. Des insectes viennent pondre des œufs, qui donnent de nouveaux insectes, qui se reproduisent à leur tour."

Ce qui a décidé Aimi Okuyama et Yasuko Aiko à créer leur pièce d'eau, c'est "Un biotope humide à la maison!" [inédit en français], publié au printemps 2023. L'auteur, Jun Nakajima, chercheur à l'Institut d'environnement et de santé publique de la préfecture de Fukuoka [sud du Japon], étudie les poissons d'eau douce et les insectes aquatiques. Son ouvrage s'est écoulé à plus de 10 000 exemplaires, en partie grâce à sa notoriété acquise sur les réseaux sociaux.

Bien que l'intérêt pour la nature semble croître dans un contexte de lutte contre les changements climatiques, la destruction des écosystèmes se poursuit et le nombre d'espèces éteintes se multiplie. Si le chercheur a publié ce livre, c'est parce qu'il considère que "la création de biotopes

est un bon moyen de participer à la restauration de l'environnement à l'échelle individuelle".

Il y a cependant des points à prendre en compte quand on crée un biotope. Il faut tout d'abord se méfier des espèces exotiques. Par exemple, si l'on accueille des écrevisses de Louisiane [introduites au Japon dans les années 1920] dans un étang, elles peuvent dévorer les espèces indigènes. Des poissons exotiques risquent de se retrouver, en cas de fortes précipitations, dans les cours d'eau voisins et de se croiser avec des poissons locaux, ce qui porterait atteinte au patrimoine génétique de ces derniers.

Jun Nakajima recommande donc de choisir des espèces qui vivent autour de chez soi: "Il n'y a pratiquement aucun problème si les organismes proviennent du même réseau hydrographique que votre lieu de résidence." Celui-ci désigne l'ensemble des petites rivières et des étangs reliés à un cours d'eau important. Il est d'ailleurs intéressant de se renseigner sur le réseau hydrographique auquel appartient sa région.

Si possible, il est préférable de créer également des écotones, des zones de transition entre différents écosystèmes, par exemple aquatiques et terrestres. Ainsi, au lieu d'entourer votre étang d'un mur de béton, aménagez une bordure de terre intermédiaire. Cela offre un habitat à une plus grande variété d'organismes.

Certains craignent que les moustiques infestent les plans d'eau. Or, dans un environnement biodiversifié, où par exemple les larves de libellules se nourrissent de celles de moustiques, il est peu probable que les nuisibles prolifèrent.

"Nous ne pouvons pas uniquement protéger les créatures plaisantes ou utiles à l'homme, souligne Jun Nakajima. Tout est lié. La biodiversité est fondamentale pour nous." On s'en rend bien compte quand on crée un biotope.

Harmonie. La cour du jardin d'enfants Tomiokanishi, dans un quartier résidentiel de Sakai [préfecture d'Osaka], tient davantage du biotope que de la simple cour. Les bambins cherchent de petites créatures dans les touffes d'herbe et dans les canaux. "Même s'il y a des abeilles, elles ne te piquent pas

Repères

Un Giec de la biodiversité

●●● Moins connu que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) est un groupe international d'experts sur la biodiversité. De la même manière que le Giec a vocation à rassembler des données pour comprendre les causes, l'ampleur et les conséquences du dérèglement climatique, l'IPBES, nettement plus jeune que son illustre "grand frère", a pour mission de documenter la perte de la biodiversité à l'échelle de la planète, d'en mesurer

les effets et d'évaluer des solutions pour répondre à la crise. Le 24 avril, le Rwanda en est devenu le 150^e membre, deux semaines après l'Islande. La France, l'Australie, le Brésil, le Japon. Les États-Unis en sont membres depuis sa création, en avril 2012. Dans son dernier rapport, paru en décembre 2024, l'IPBES montre que le changement climatique, la perte de biodiversité et l'insécurité alimentaire sont des phénomènes inextricablement liés, "et les traiter comme des problèmes distincts ne fonctionnera pas", faisait alors remarquer le site de la chaîne britannique BBC.

si tu les embêtes pas", explique le plus grand aux plus petits.

En 2016, l'établissement a rénové sa cour – auparavant des plus ordinaires – sous la direction de spécialistes. Des arbres et des herbes ont été plantés, des canaux aménagés et des mares creusées. L'école, qui a pu constater les effets positifs du programme d'éducation environnementale mis en place il y a dix ans, voulait que les petits soient en contact avec la nature sans même se déplacer.

En passant du temps dans ce jardin, ils apprennent que même le plus petit insecte est doué de vie. Et qu'il est important de vivre en harmonie avec les autres êtres vivants. "Cela leur permet également de développer leurs cinq sens et leur capacité à éviter les crises", déclare Michiko Onaka, conseillère de l'école. Le programme d'éducation environnementale repose sur une conviction : pour résoudre les problèmes écologiques et combattre le réchauffement climatique, il est essentiel d'établir des liens profonds avec la nature dès la petite enfance. Un avenir plein de promesses attend les enfants qui grandissent ici.

Des projets de biotopes ont également vu le jour dans des cimetières. Le "cimetière forestier" de Chonan, dans le centre de la péninsule de Boso (préfecture de Chiba), occupe ce qui était autrefois un site d'extraction de terre et de sable. Il ne reste plus aucune trace de son ancienne affectation; c'est désormais une sorte de parc public entouré de montagnes.

Les défunt sont enterrés au pied des jeunes arbres plantés ça et là. Des canards mandarins nichent au creux des branches et des salamandres de Tokyo [*Hynobius tokyoensis*], espèce menacée, peuplent les étangs. Dans cinquante ans, lorsque les arbres auront poussé, le site sera géré comme une forêt.

Pourquoi les exploitants de cimetières ne financeraient-ils pas la création de biotopes pour restaurer la faune et la flore ? C'est l'idée qu'a eue la Société japonaise de conservation des

"Même s'il y a des abeilles, elles ne te piquent pas si tu les embêtes pas."

UN ÉCOLIER

écosystèmes (SJCE). Le projet a démarré en 2016 et, parmi les 1400 emplacements disponibles, environ 500 ont déjà fait l'objet d'une demande. "Je préfère reposser dans la nature plutôt que sous une pierre froide", explique une femme de 77 ans, qui a signé un contrat.

Cimetière forestier. De nombreux habitants de Tokyo et de la préfecture de Kanagawa [au sud de la capitale] se sont portés candidats, séduits également par le fait qu'aucune affiliation religieuse n'est requise et qu'il est possible d'être enterré avec des animaux de compagnie. Sont proposées des tombes collectives ou individuelles, dont le prix débute à environ 700 000 yens [4300 euros].

Yoshinori Sayama, de la SJCE, explique : "C'est un exemple novateur de cimetière forestier. Nous aimerais développer ce modèle commercial ailleurs afin de régénérer la nature endommagée par les activités économiques de l'homme."

Des entreprises se lancent également dans des projets de biotope. L'espace vert de la tour Ark Hills Sengokuyama Mori, créé au milieu des gratte-ciel du centre de Tokyo dans le cadre du réaménagement du quartier de Roppongi, en est un exemple.

Ce n'est pas juste un beau parc: des arbres et des herbes indigènes y ont été plantés et un étang aménagé afin de restaurer la forêt qui existait autrefois à Tokyo. Le bois mort n'est pas ramassé et les feuilles mortes sont compostées. Grâce à cela, oiseaux sauvages, grenouilles et lézards vivent aujourd'hui au cœur de la mégapole.

Chaque année, au début de l'été, l'événement Ecotto Project invite les riverains à découvrir les animaux du parc. Les enfants poussent des cris de joie quand ils trouvent des tétards ou des grillons. "Nous souhaitons faire savoir que ce type d'espace existe aussi en pleine métropole", indique Hiroki Yamaguchi, conseiller technique de la société immobilière Mori [qui gère le site].

Si les entreprises font des efforts en matière d'environnement, c'est parce qu'on prend de plus en plus conscience à travers le monde que la vie humaine et les activités économiques dépendent de la biodiversité.

Ainsi, les objectifs de développement durable définis par les Nations unies en 2015 font de la préservation de la richesse des terres et des océans une priorité.

Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal, adopté [en décembre 2022 lors de la COP15 sur la biodiversité], vise, entre autres, à sensibiliser les investisseurs et autres parties prenantes aux conséquences des activités des entreprises sur l'environnement et les écosystèmes. Et les recommandations du Groupe de travail sur les informations financières relatives à la nature [composé d'entreprises et d'institutions financières] ont déjà été approuvées par un certain nombre d'entreprises japonaises.

L'accord validé en 2022 lors de la COP15 vise à protéger 30 % des terres et 30 % des mers d'ici à 2030. Selon le ministère de l'Environnement japonais, 20,8 % des terres et 13,3 % des mers sont actuellement protégées dans le pays.

Les efforts du secteur privé sont désormais indispensables pour augmenter ces chiffres – qui incluent déjà tous les parcs nationaux. C'est dans cette optique que le label "Site de symbiose avec la nature" a été défini [afin de promouvoir les initiatives privées visant à préserver la biodiversité].

Créer des biotopes, c'est une façon de contribuer à protéger notre planète.

—Akira Yamaguchi,
publié le 9 mars



SOURCE

NIHON KEIZAI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien

nikkei.co.jp

Par sa diffusion, le "Journal économique du Japon" est sans conteste le plus important quotidien économique du monde. La qualité de ses articles vaut largement celle du *Wall Street Journal* ou du *Financial Times*.

Le *Nihon Keizai Shimbun* est à l'origine du groupe Nikkei – connu pour son indice des valeurs boursières –, dont il est la principale publication.



ÉCONOMIE

En Allemagne, le revenu de base n'est plus dans l'air du temps

Social. Pendant trois ans, 122 personnes ont perçu 1200 euros chaque mois sans condition. Les résultats de l'expérience sont positifs. Mais elle devrait rester sans lendemain.



—Die Zeit, extraits (Hambourg)

Le mois où son revenu de base a cessé de tomber sur son compte en banque, Samira Korves ne l'a pas tout de suite remarqué. "Je n'avais plus besoin de cet argent", explique-t-elle. Pendant trois ans, cette professeure de natation a reçu 1200 euros par mois – comme ça, sans condition. De 2021 à 2024, elle a fait partie d'une expérimentation pour laquelle 2 millions de personnes s'étaient portées candidates. Seuls 122 citoyens ont finalement pu bénéficier de ce revenu mensuel, sous le regard curieux de scientifiques.

Certes, la somme ne lui manque plus, mais Samira Korves admet qu'elle l'a bien aidée. Quand elle a pu reprendre ses cours après la pandémie, elle a été en mesure de recruter à temps partiel une entraîneuse ainsi qu'une kinésithérapeute. Elle a également investi dans du matériel et dans une plateforme de réservation pour ses clients. Son équipe compte aujourd'hui vingt personnes et opère dans cinq bassins différents.

Si elle est reconnaissante d'avoir reçu ces sommes sans condition, elle reste néanmoins critique. Elle s'enthousiasme à l'idée de voir des gens réaliser leurs rêves,

sans toutefois se départir d'une interrogation : "Les autres auraient-ils investi cet argent de manière aussi raisonnable que moi?"

C'est la question qu'est censée résoudre l'expérimentation. L'association Mein Grundeinkommen ["Mon revenu de base"] a travaillé de concert avec des scientifiques de l'université de Vienne [en Autriche], de l'Institut allemand de recherche en économie et de l'Institut de recherche sur le marché du travail et de l'emploi [allemand]. Tous les six mois, les participants devaient remplir un questionnaire, l'occasion de raconter leur nouvelle vie avec ce revenu garanti. Quatre ans après le lancement du projet, les résultats sont disponibles.

Aider les proches. Certains sont sans surprise : les participants ont pu davantage économiser, consommer et aider leurs proches. Et selon certains témoignages, le dispositif leur a permis d'être moins anxieux et en meilleure santé mentale, en comparaison des membres du groupe témoin.

Un résultat a cependant surpris les scientifiques : "Personne ne s'attendait à voir autant de participants continuer à travailler malgré ce revenu assuré", indique

Susann Fiedler, psychologue comportementale. Après analyse, elle a été frappée de voir qu'aucun d'entre eux n'avait réduit son temps de travail. "Nous avions pourtant tablé sur une baisse de 20 %", dit-elle.

Remarquable également, le revenu de base n'a pas modifié la mentalité des participants. Que ce soit leur propension à prendre des risques ou leur allégeance politique, rien n'a changé au fil des ans, note Susann Fiedler : "Le revenu de base ne les a pas métamorphosés." L'étude montre plutôt qu'il leur a permis de concrétiser leurs aspirations. Certains se sont émancipés, d'autres ont investi dans leur activité. "Ils sont nombreux à avoir commencé des études ou à s'être reconvertis."

Bianca Radlbeck, originaire de Bavière, en a profité pour changer de métier. Dès le début du programme, cette soudeuse est partie s'installer à Munich pour faire des études en ingénierie économique. "Le revenu de base m'a énormément aidée", commence-t-elle. Il lui a permis de louer une chambre en colocation dans l'onéreux quartier de Schwabing, pour environ 1000 euros par mois. Elle a également pu démissionner de son job alimentaire de serveuse pour se consacrer à ses études.

Temps libre. Aujourd'hui, elle est chef de chantier pour l'extension du réseau de chauffage urbain auprès des services municipaux. "J'ai passé trois mois à chercher chaussure à mon pied, mais sans jamais me faire du souci grâce au revenu de base, c'était génial", raconte-t-elle. Elle continue d'ailleurs ses études en parallèle : "Malgré le revenu de base, on ne devient pas paresseux, j'en suis la preuve."

Néanmoins, la méthode qui sous-tend l'étude s'avère plutôt décevante, notamment lorsqu'on se penche sur le temps de travail prétendument inchangé. Les participants disent avoir dormi plus et avoir eu plus de temps libre et de contacts humains.

Si cela semble contradictoire, c'est que, pour l'étude, le temps de travail ne comptabilise pas uniquement les heures rémunérées. Ce sont les heures perçues comme travaillées par les participants qui comptent. Donc celui qui se met à travailler à temps partiel mais qui étudie et révise ses examens en parallèle, ou qui augmente sa part de travail domestique, déclare le même nombre d'heures, alors que d'un point de vue classique, son temps de travail a diminué.

"Impossible donc de soutenir que le revenu de base n'a aucune conséquence négative sur le marché du travail", conclut Dominik Enste, économiste à l'Institut économique allemand. Et 122 personnes, ce n'est pas assez pour tirer des conclusions sur l'ensemble de la population. Pour lui, "le groupe d'étude n'est pas représentatif de la société". Les participants, âgés de 21 à 40 ans, étaient tous sans enfants, gagnaient

✓ Dessin d'Eva Vazquez paru dans El País, Madrid.

entre 1100 et 2600 euros par mois avant le lancement du dispositif. Selon les organisateurs, ces conditions étaient nécessaires pour obtenir un échantillon homogène.

Autre miroir déformant, "les participants savaient dès le début que l'expérimentation prendrait fin au bout de trois ans", ajoute Dominik Enste. Selon lui, personne n'aurait donc sérieusement pu décider de travailler moins à long terme ou de changer fondamentalement de vie.

"Le revenu de base n'a pas métamorphosé les participants."

Susann Fiedler,
PSYCHOLOGUE COMPORTEMENTALE

Ça n'empêche pas Bianca Radlbeck de défendre ce dispositif s'il venait à être appliqué à grande échelle. "L'idée me paraît importante, et je pense que notre société y gagnerait", argue-t-elle. Pour autant, notre époque ne semble pas s'y prêter : au début de l'expérimentation, le chômage était moindre et l'économie se portait mieux. Actuellement, l'État s'endette massivement et doit faire des économies. Un revenu de base financé par de l'argent public paraît d'autant plus utopique.

Kirsten Herrmann espère néanmoins que les résultats de l'étude changeront la nature des débats. Elle qui siège au conseil de direction de l'association Mon revenu de base pense qu'un tel modèle pourrait être généralisé : "Il faudrait augmenter l'impôt sur le revenu des plus aisés, et avec un impôt sur le capital, sur les transactions financières, sans oublier une taxe carbone, ça serait tenable financièrement."

En 2023, son association a proposé un simulateur en ligne avec lequel on peut, en quelques clics, restructurer en profondeur l'État providence. Ce qui semble facile en ligne l'est pourtant moins dans la vie réelle. Pour que les calculs tiennent, personne ne doit travailler moins qu'à présent, prendre sa retraite plus tôt, ni, idéalement, prendre une année sabbatique. Les économistes comme Dominik Enste restent sceptiques : "Le financement du modèle n'est pas sérieux."

Le revenu de base est-il de toute façon encore pertinent ? Voilà plusieurs années qu'il est envisagé avec sérieux et que l'on soupèse ses qualités émancipatrices, mais aujourd'hui, le cœur des débats, c'est plutôt de déterminer si l'on ne pourrait pas travailler davantage. [Les conservateurs de] la CDU comme [les socialistes du] SPD sont d'ailleurs à mille lieues de s'occuper du revenu de base. Même [le parti de la gauche radicale] Die Linke, qui a longuement caressé cette idée, a fini par se prononcer contre lors de son congrès.

—David Gutensohn,
publié le 9 avril



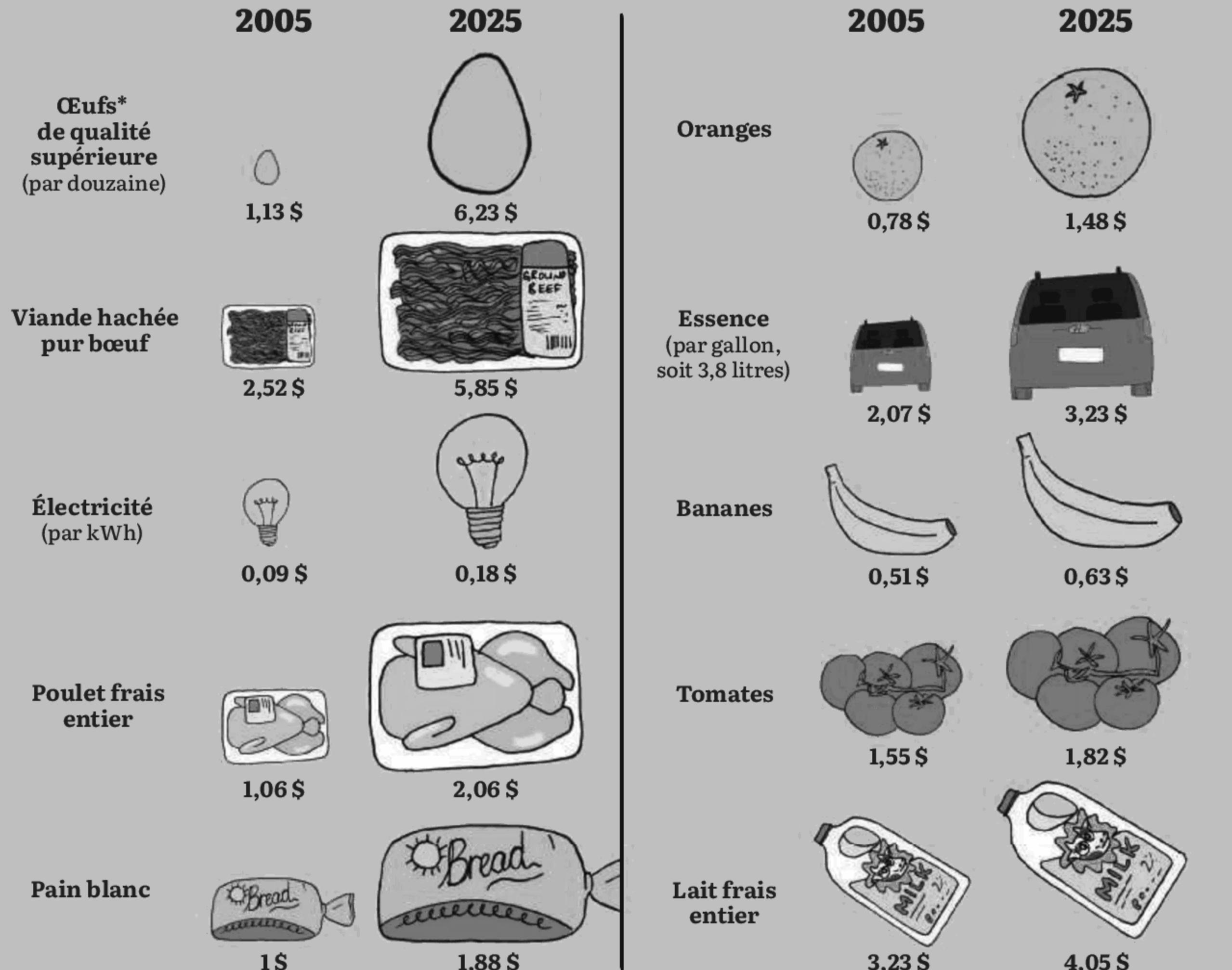
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

L'inflation américaine en dix produits

En vingt ans, les œufs, le bœuf, le poulet, l'électricité sont devenus bien plus chers.

Prix moyen

Prix moyen en dollars (\$) par livre (0,45 kilo), à moins qu'une autre mesure ne soit spécifiée.



*Le prix des œufs a augmenté de 451 % depuis 2005, mais ce n'est pas le seul produit de base dont le prix a flambé.



La source

THE GUARDIAN. Cette infographie, conçue par la datajournaliste Mona Chalabi, est parue le 22 mars sur le site du quotidien britannique. Elle compare le prix en dollars courants de produits de consommation entre 2005 et 2025 aux États-Unis, des prix mis

à jour ici avec les derniers chiffres disponibles du Bureau of Labor Statistics. Ces derniers mois, c'est surtout le coût des œufs qui a attiré l'attention : la grippe aviaire a fait tripler le prix de cet aliment de base, devenu un luxe pour les foyers américains.

360



MAGAZINE

Un lièvre pour ralentir • Littérature	44
“Andor”, manuel de résistance • Série.....	46

LE BRÉSIL DES ESPRITS



PORTFOLIO

Le photographe brésilien Gui Christ célèbre dans sa série *M'kumba* la fierté et la résilience de ceux qui pratiquent le candomblé ou l'umbanda, des religions aux racines africaines. Et qui sont depuis longtemps la cible de discriminations.



→ Luis Carlos sous les traits de Logunedé, dieu de l'Abondance et de la Beauté dans la tradition yoruba, qui innervé le candomblé.



← Ce tambour n'est pas seulement un instrument de musique, c'est aussi un objet rituel. Valdemir Alves tient le portrait d'un ancêtre africain célébré dans sa communauté.



← Inagê Kaluanã incarne le dieu messager Exu, qui traverse l'Atlantique pour venir en aide aux siens.

Le photographe

GUI CHRIST

Né en 1980, Gui Christ vit à São Paulo. En dix ans d'activité, il a réalisé plusieurs séries photographiques, avec une attention particulière portée à la vie des périphéries de la mégapole brésilienne. Plusieurs fois primé, il a aussi été publié dans la presse internationale (*National Geographic*, *The Washington Post*, *El País*, *Der Spiegel*...). M'kumba lui a valu en avril 2025 un convoité Sony World Photography Award, dans la catégorie Portrait.

C'est un incident qui a conduit, en 2019, Gui Christ à commencer son projet consacré aux religions de matrice africaine au Brésil. "Je marchais dans la rue pour me rendre à un temple d'umbanda [une religion afro-brésilienne], et je portais des vêtements religieux très simples, blancs, avec des colliers. Je passe devant une église néopentecôteste [un courant du christianisme évangélique], une voiture sort du parking et le conducteur tente de me renverser. Sur le véhicule, je remarque un autocollant 'Jésus est l'unique sauveur', et je comprends alors que je viens de subir un acte d'intolérance religieuse."

Le photographe prend bien soin de préciser qu'étant blanc il ne vit pas la même expérience que nombre de ses coreligionnaires, mais il souligne aussitôt que, dans son pays, les discriminations envers les religions afro-brésiliennes s'inscrivent dans un racisme structurel. Et raconte à quel point elles sont ancrées dans l'histoire coloniale.

La stigmatisation des pratiques religieuses des populations asservies et déplacées de force par les Portugais a perduré bien après l'indépendance (1822) et même l'abolition de l'esclavage (1888). Au long du XX^e siècle, la police a poursuivi les persécutions, par exemple par des arrestations ou des confiscations d'objets de culte. "Tout cela crée une culture brésilienne funeste qui rejette ces religions considérées comme démoniaques, sales, primitives." À l'heure actuelle, explique le photographe, certaines milices de narcotrafiquants sont proches des milieux néopentecôtistes radicaux, et interdisent, par la violence, les pratiques afro-brésiliennes dans les zones qu'elles contrôlent.

Gui Christ tient à montrer la résistance des populations concernées, leur lutte contre l'invisibilisation et ce qu'il qualifie de racisme religieux. Ainsi M'kumba, le titre de sa série, est un terme utilisé péjorativement pour désigner les cultes afro-brésiliens, mais le photographe en rappelle l'origine bantoue, très positive : "Il désigne des rassemblements de sages qui ont joué un rôle très important à l'époque coloniale lors des rites et des célébrations."

Pour les besoins de ce travail, il a parcouru le Brésil pour rencontrer diverses communautés de pratiquants. Candomblé, umbanda, catimbó... Les rites varient selon les régions. Certains portraits mettent en scène la représentation d'orixás, des divinités, d'autres puisent dans la symbolique des cérémonies.

M'kumba est aussi une invitation à la fierté, affirme Gui Christ, qui raconte avoir beaucoup appris de ces rencontres, et que son projet a été très bien accueilli. "Pour un œil extérieur, il est très frappant visuellement, mais les premiers concernés en reconnaissent les codes. Pour nous, l'énergie qui anime l'univers s'appelle axé, un mot qui peut aussi signifier 'échange'. Toutes les mises en scène présentées sont des créations et des constructions collectives sur la base des mythologies de chaque groupe."

— Courrier international





← De gauche à droite, en haut : Sur les plages du Brésil, chaque année, des milliers de personnes offrent des fleurs, de la nourriture et fabriquent des objets religieux pour Iemanjá.

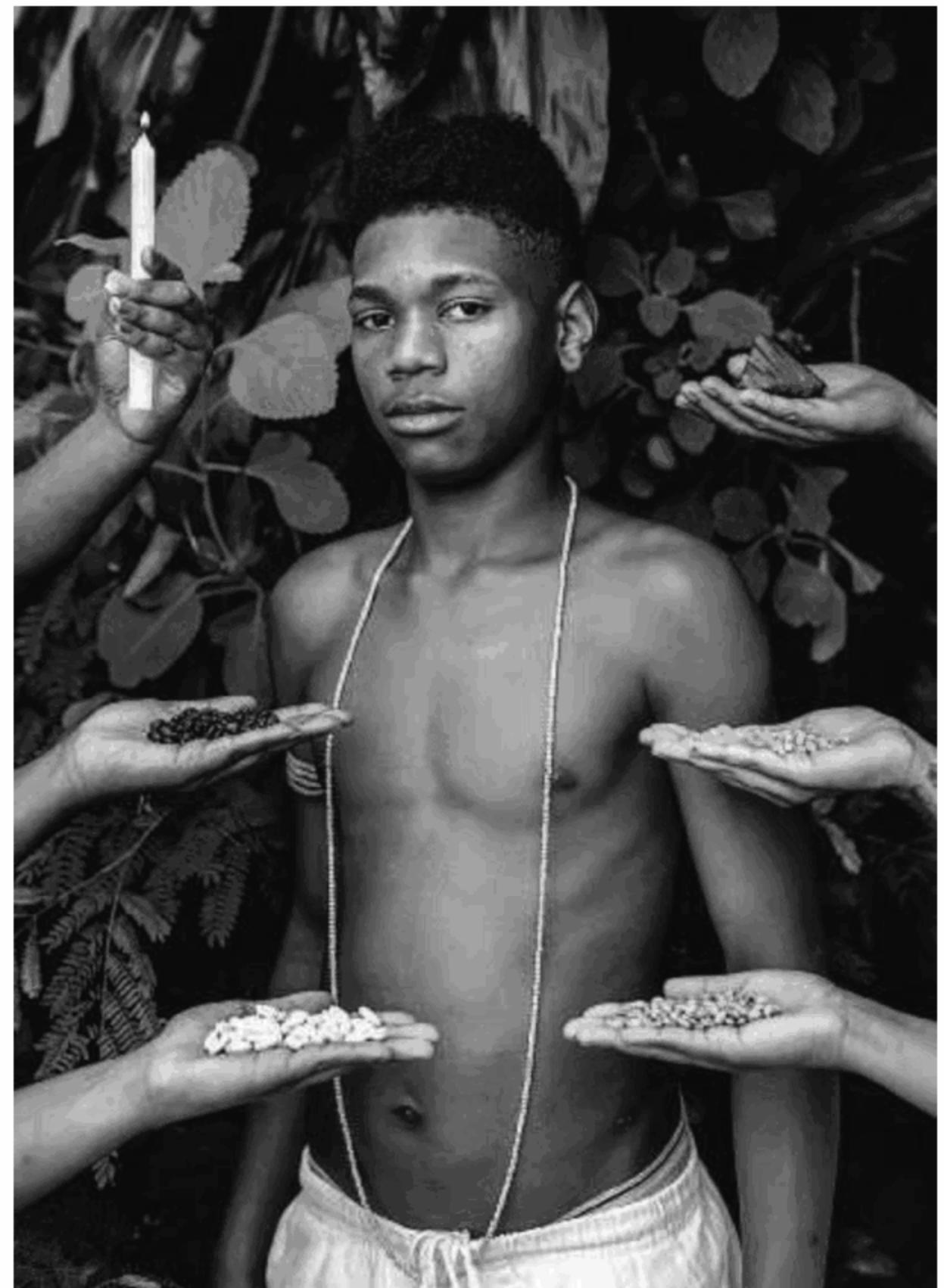
Regiane Santana est prêtresse d'umbanda. Elle pose ici en Maria Padilha, divinité incarnant les forces féminines. Et un symbole de résistance au sexisme.

↙ De gauche à droite, en bas : La religion umbanda plonge ses racines dans les traditions bantoues. Ces dessins relient le monde des vivants et celui des morts pour communiquer avec les esprits des ancêtres.

Un rituel pour favoriser la santé mentale. Les poissons sont les enfants d'Iemanjá, déesse des Mers dans la mythologie yoruba, et orixá très populaire au Brésil.

Iemanjá était traditionnellement célébrée la nuit du 31 décembre. Mais les origines noires de la fête du réveillon étant peu à peu invisibilisées, les umbandistes ont choisi d'autres dates du calendrier.

↓ Des offrandes pour repousser la mort. Les aliments votifs du candomblé sont nommés ebó.



littérature.



—The Times (Londres)

Faire son pain soi-même – et le rater –, transpirer devant son ordinateur lors d'une séance de musculation en ligne, se ruer dans les supermarchés pour acheter des tonnes de papier toilette : voilà comment la plupart d'entre nous ont occupé le temps du confinement. Chloe Dalton a quant à elle préféré élever un lièvre.

Par un matin de février au ciel d'*"un gris métallique"*, Chloe Dalton découvre un levraut, à peine plus grand que la paume de sa main, au beau milieu d'un chemin de campagne boueux. Abandonné par sa mère, il court le risque d'être écrasé sous les roues d'un tracteur. Ignorant que toute intervention humaine peut lui causer un choc susceptible de le tuer, elle l'enveloppe d'une poignée d'herbes sèches pour éviter de le toucher et le rapporte chez elle [elle pense alors lui offrir un refuge en attendant la nuit, mais un défenseur de l'environnement qu'elle contacte lui révèle son erreur : malgré ses précautions, elle a transmis son odeur humaine à l'animal, qui ne sera plus approché par aucun de son espèce si elle le rend si petit à la vie sauvage. Elle se résout donc à le garder chez elle, sans l'apprivoiser, le temps qu'il grandisse et devienne autonome.]

S'occuper d'un bébé animal, surtout d'une espèce qui n'a jamais été domestiquée, n'est pas une mince affaire. Chloe Dalton adapte son quotidien avec brio : elle se lève à l'aube pour lui préparer des biberons de lait, elle marche sur la pointe des pieds dans la maison pour ne pas le réveiller quand il dort dans la

Un lièvre pour apprendre à ralentir



Durant le confinement, la Britannique Chloe Dalton a recueilli chez elle un levraut sauvage, sans tenter de l'apprivoiser. Dans *Ce que ton regard promet*, traduit chez Fayard, elle raconte comment cette expérience l'a transformée.

journée, et elle finit par ne plus porter de parfum [pour ne pas perturber son odorat très sensible].

Observé de très près. Elle lit tout ce qu'elle trouve sur la meilleure manière d'élever des lièvres d'Europe – même s'il y a plus de livres sur la meilleure manière de les chasser – et, grâce aux conseils de sa sœur, qui adore les animaux [mais n'est pas vétérinaire], elle réussit à garder en vie le petit lièvre. Ce dernier, malgré ses débuts difficiles, prend rapidement *"la taille et la forme d'une petite miche de pain noir"* et épingle ses flocons d'avoine, qu'il mange au petit déjeuner sur le tapis.

Les lièvres ont généralement mauvaise réputation, considérés comme une version

moins mignonne et plus massive du lapin. Le nom grec du lapin se traduit d'ailleurs par "demi-lièvre". Mais selon Chloe Dalton, c'est une espèce incomprise. D'après ce qu'elle a pu observer de très près [et qu'elle restitue dans son ouvrage, au fil de minutieuses descriptions], les habitudes de son levraut ne correspondent pas à celles traditionnellement attribuées au lièvre de la mythologie et du folklore, au "*comportement présumé frivole, impétueux, erratique et inquiétant*", et, qui plus est, qui se fait battre à plates coutures à la course par une tortue.

Il faut reconnaître que les lièvres ont vraiment *"quelque chose d'une aura sur-naturelle"*, d'autant qu'ils naissent avec les yeux grands ouverts, mais cela ne

✓ Chloe Dalton a pris de nombreuses photos de "son" lièvre, ici dans le jardin. Photo Chloe Dalton

doit pas nous distraire de leurs qualités. Saviez-vous que le lièvre, à l'âge adulte, est capable d'atteindre une vitesse de 50 à 80 km/h (plus vite qu'un lévrier), et qu'il peut nager sur un kilomètre si besoin ?

Au moment où elle fait la connaissance du jeune lièvre, Chloe Dalton est elle-même une force à ne pas sous-estimer, bien plus à l'aise dans l'univers froid et rutilant de la capitale [Londres] que dans le ballet bucolique des saisons. Depuis plus de dix ans, elle œuvre comme plume et conseillère privilégiée au Foreign Office, soufflant ses mots à l'oreille des grands de ce monde. Ce n'est que lorsqu'elle se retrouve coincée dans sa résidence secondaire, une grange rénovée dans la campagne du nord de l'Angleterre, qu'elle commence à ralentir. Le lièvre, dont la "*sérénité et la constance*" contrastent avec l'*"imprévisibilité"* et le "*stress*" de sa carrière, débarque à point nommé dans sa vie.

Lecture passionnante. Et puis un jour, alors que le levraut à qui Chloe Dalton s'est refusé de donner un nom [cela aurait été "*le proclamer animal de compagnie*", écrit-elle] – mais auquel elle a fini par beaucoup s'attacher – atteint les 4 mois, il saute par-dessus le mur en pierre du jardin et disparaît, caché derrière un "*manteau d'invisibilité*" dans le "*panorama estival d'herbe luxuriante, de cultures verdoyantes et du bois lointain avec sa couronne d'arbres inclinés, ses anciens terriers de lapins et ses ronces enchevêtrées*". Envahie par la tristesse, Dalton se sent ridicule de réagir avec autant d'émotion, puis se raisonne en se disant que, malgré toute sa bonne volonté, elle n'aurait jamais réussi à le protéger des busards et des crécerelles, ou encore des hermines qui se faufilent entre les pierres "*avec la fluidité du miel qui s'écoule sur le bord d'un verre*".

Le miracle de cette histoire – qui outre les descriptions merveilleuses de la campagne anglaise est vraiment d'une lecture passionnante –, c'est que le levraut finit par rentrer. Lui qui n'avait jamais été mis en cage, n'avait jamais été apprivoisé et ne se laissait jamais caresser, demeure fondamentalement un animal sauvage, et pourtant il ne s'éloigne jamais de la maison de Chloe Dalton plus d'une semaine ou deux. Il dort près de la cheminée en journée et gambade en toute liberté dans les champs environnants la nuit. Lorsque l'actualité rappelle l'autrice à Londres, elle demande à un menuisier d'installer une sorte de chatière dans la porte à l'arrière de la maison afin que le petit puisse continuer d'aller et venir à sa guise.

Plus qu'un récit autobiographique, l'ouvrage de Dalton est surtout un appel à la mobilisation, afin d'encourager les habitants des villes comme ceux des campagnes à mieux protéger cette espèce, dont la population a diminué de plus de

**À LIVRES
OUVERTS**
En bref**UN GENRE À SUCCÈS**

●●● Paru en septembre 2024 en anglais sous le titre *Raising Hare* ("Élever un lièvre"), le livre de Chloe Dalton a trouvé son public aussi bien au Royaume-Uni qu'aux États-Unis. Comme le souligne **The Economist**, d'autres auteurs avant elle se sont liés avec des créatures diverses et variées (le magazine britannique évoque pour sa part des précédents avec "des renards, des faucons, des hiboux, des pies et des escargots"), et ont raconté comment ce compagnonnage les avait enrichis en tant qu'humains. Mais si son récit se distingue, c'est d'abord parce que l'autrice se révèle "fine observatrice" et que, pour ne rien gâcher, elle a "la plume élégante". Ensuite et surtout, le message de son livre n'a rien de mièvre, en ce qu'elle démontre que "prêter attention est contagieux": en s'intéressant à son levraut, c'est à toute la vie sauvage qui entoure celui-ci qu'elle s'éveille. Or, pour *The Economist*, il est toujours utile de rappeler aux citadins que la nature est bien plus qu'un endroit où s'évader le week-end: "Elle est partout et dans tout."

80 % au Royaume-Uni en un siècle. Les lièvres ont presque toujours existé – on a ainsi découvert des fossiles d'os de lièvres bruns européens datant d'il y a 1,8 million d'années –, mais en moyenne seul un quart des lièvres atteint l'âge adulte.

Lorsqu'il a peur, ce qui lui arrive facilement et souvent, le premier instinct du levraut [qui a "hérité de la peur ancestrale de la proie"] qui hante son espèce, chassée par de multiples prédateurs, dont l'homme] est de se rouler en boule pour se cacher, ce qui signifie que les petits sont régulièrement écrasés ou déchiquetés par les engins agricoles. "Ici comme dans de nombreux domaines de l'activité humaine, si nous ne faisons pas attention, désespère Dalton, il y aura du sang dans les récoltes."

Ce que ton regard promet reste néanmoins une histoire d'espoir, nourrie du lien durable et improbable entre un être humain et un animal sauvage. C'est une déclaration d'amour à la nature, un appel à faire une pause et à prêter attention au monde merveilleux qui nous entoure. Par ailleurs, si vous restez avec Chloe Dalton assez longtemps, elle vous partagera son autre secret : de petites pattes inconnues qui apparaissent sous les rideaux. Pourquoi se contenter d'un seul lièvre, se demande-t-elle avec joie, quand on peut héberger toute une famille ?

Ceci Browning,
publié le 14 septembre 2024

Fernanda Melchor, de retour à Veracruz

À 42 ans, elle est l'une des autrices phares de la littérature mexicaine, très dynamique. Ici, c'est pas Miami, l'un de ses premiers ouvrages, vient d'être traduit.

Son nom revient presque systématiquement lorsqu'il s'agit d'évoquer la littérature contemporaine latino-américaine. Car la Mexicaine Fernanda Melchor est l'une des figures de proue de cette scène littéraire très dynamique, portée notamment par des écrivaines. Après avoir traduit *La Saison des ouragans* et *Paradaïze*, parus en espagnol en 2017 et 2021, les éditions Grasset proposent en français l'un de ses premiers ouvrages, *Ici, c'est pas Miami*, des chroniques sur l'État de Veracruz, sur la côte est du pays, dont elle est originaire.

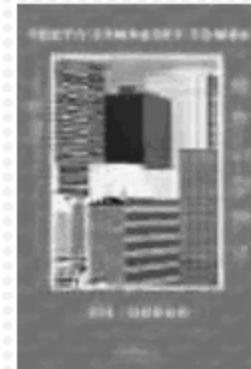


L'autrice, féministe, est journaliste de formation. Et ce livre paru au Mexique en 2013 est né d'une enquête menée dès 2002, "sur le cas du lynchage d'un violeur dans un village isolé de son État natal. Un récit qu'elle a intégré à son recueil de chroniques", expliquait en octobre dernier **El Sol de México**. Le

journal se faisait l'écho d'un discours de Fernanda Melchor qui, lors d'un festival littéraire universitaire, était revenue sur son parcours.

Lors de ses études, l'autrice a travaillé au sein de la bibliothèque et des archives historiques de la ville de Veracruz et s'est alors imprégnée

JAPON BABEL ARTIFICIELLE



C'est un miroir grossissant que Rie Qudan tend à la société japonaise dans *Tokyo Sympathy Tower* (éd. Denoël), y abordant des

thèmes allant du féminisme à l'architecture d'une cité. L'action se déroule dans une société où les intelligences artificielles ont pris une place prédominante, multipliant des propos certes consensuels mais dénués de logique. Une célèbre architecte, Sara Makina, est chargée de construire à Tokyo une "tour de l'empathie": un établissement où l'on viendrait en aide aux "Homo miserabilis", des gens qu'une enfance éprouvante aurait précipités dans la criminalité. Symbole de la dislocation entre mots et réalité, cette tour provoque une contestation. "Tous ces phénomènes existent déjà dans notre monde. Mais le roman de Qudan accentue les traits pour raconter [...] un conte d'une nouvelle tour de Babel", analyse le **Sankei Shimbun**. Le roman, auréolé du prestigieux prix Akutagawa, a été très médiatisé lors de sa sortie au Japon, parce que

l'autrice de 32 ans a eu recours à une IA générative pour écrire certains passages, notamment des dialogues avec un chatbot.

ROYAUME-UNI COLÈRE ET PRÉJUGÉS



"Je traque sur Internet une femme qui couche avec le même homme que moi." C'est sur cette phrase, l'une des attaques "les plus addictives"

qui soit, que s'ouvre *Je suis fan*, prévient **Dazed**. Paru en 2022 en anglais, le premier roman de la Britannique Sheena Patel a fait sensation. Traduit par Marie Darrieussecq, il vient de paraître chez Gallimard. L'occasion de s'immerger dans la logorrhée intime d'une jeune narratrice anonyme délaissée par son amant, un artiste blanc qu'elle avait contacté par lettre, et obsédée par l'une des maîtresses de celui-ci, "fille de" et influenceuse. Pétri de colère, son récit "cinglant" prolifère jusqu'à s'emparer de sujets aussi contemporains que "l'accès à la culture, les inégalités de richesse, le racisme structurel, les réseaux sociaux ou notre obsession pour le statut", énumère le magazine londonien.

Tous les premiers numéros de chaque mois, rendez-vous avec l'actualité littéraire internationale.

d'anthologies criminelles mexicaines et de collections en français appartenant à des grandes familles de la région au XVIII^e siècle. "Je passais mon temps à les lire et je voulais à chaque fois reconstituer toute l'histoire, mais tout cela était en contradiction avec ce qui se passait à Veracruz. Et je pense que cela a joué lorsque j'ai voulu écrire à ce sujet", a raconté la romancière. D'ailleurs, cela se ressent dans un livre comme *Ici, c'est pas Miami*, qui revient toujours en arrière, replonge dans les années 1970 et 1960 et à une époque où j'étais encore une enfant et dont je ne me souviens pas. J'ai essayé de reconstituer des généalogies et des trames narratives à partir de ces histoires."

La consécration internationale est arrivée avec *La Saison des ouragans*, classée parmi les 100 meilleurs livres du XXI^e siècle par **The New York Times**. Le quotidien la compare à l'Américain William Faulkner (1897-1962) "dans sa manière baroque et souvent terriblement brutale de décrire la pauvreté, la paranoïa et le meurtre".

— Courrier international

ÉGYPTE UNE ENFANCE CAIROTE



Dans son troisième roman, *Brève histoire de la Crédit et de l'est du Caire*, traduit de l'arabe chez Actes Sud, Shady Lewis explore la

violence familiale et sociétale dans son pays natal. Né au Caire en 1978, l'auteur, issu de la minorité chrétienne copte, vit à Londres depuis des années. C'est par un monologue intérieur qu'il raconte l'enfance de Sherif et le délitement de sa famille. Fuyant un mari violent, sa mère erre avec lui dans leur quartier pauvre d'Ain Shams, dans l'est de la capitale égyptienne. Le récit mêle des références bibliques, "en particulier le châtiment de Dieu pour l'arrogance de l'humanité", au portrait d'une ville où les tensions sont vives, explique **Al-Ahram**. Ainsi, il "décrit, certes de façon indirecte, les horreurs de la bataille d'Ain Shams entre les islamistes et la police, et ses retombées sur les Coptes qui vivent dans le quartier", relate le journal. Ces épisodes de violences sectaires se sont répétés à partir des années 1980-1990, avec plusieurs attaques visant les Coptes.

plein écran.



—The New York Times,
extraits (New York)

L'univers *Star Wars* est composé d'une galaxie de films et de séries, parfois animées, qui nous offrent des paysages spectaculaires : civilisations sous-marines, villes qui phagocytent leur planète, marécages envoûtants, déserts de glace ou terres volcaniques infernales. La série *Andor* est de la même trempe. Et, étonnamment, l'élément le plus marquant de son monde, ce sont ses briques.

Les murs de briques sur Ferrix – la planète où le héros, Cassian Andor (Diego Luna), a passé son enfance – cachent une bien sombre histoire : elles sont faites à partir des cendres des morts et intégrées aux édifices, génération après génération. Elles symbolisent ce dont *Andor* est fait.

Comme plus d'une aventure *Star Wars* avant elle, la série met en scène la lutte contre un empire fasciste. Mais c'est au niveau individuel, littéralement brique par brique, qu'elle nous montre ce qu'est l'acte de résister, ce qu'il engage et ce qu'il coûte. Elle fait la part belle à l'héroïsme individuel, mais aussi aux pertes et aux sacrifices collectifs. La rébellion n'y est pas dépeinte comme une folle virée, mais bien comme un long projet de construction.

Les bases de la tragédie étaient posées dès l'amorce de la série. En effet, elle raconte le passé de Cassian, un des héros du film *Rogue One*, sorti en 2016, dans lequel il meurt en tentant de récupérer les plans de l'Étoile de la mort – le vaisseau annihilateur de planètes que Luke Skywalker parvient à faire imploser dans le premier opus des *Star Wars*, aujourd'hui exploité sous le titre *Un nouvel espoir*.

Les préquels manquent souvent de tension dramatique : comment les spectateurs peuvent-ils s'investir dans un récit dont ils connaissent déjà le dénouement ? Tout le génie d'*Andor* et de son créateur,

“Andor”, le manuel du parfait résistant

La seconde saison de cette série *Star Wars* est en cours de diffusion sur Disney+. Mettant en scène une rébellion vouée à l'échec, elle se révèle riche d'enseignements pour notre présent.

Tony Gilroy, c'est justement de faire de cette fatalité une force. À quelques exceptions près, la série repose sur des personnages qui périront avant que la rébellion n'emporte la victoire. Les spectateurs le savent, les personnages aussi, à différents degrés, et c'est là tout le sel du récit.

Affranchie de tout compte rendu factuel sur l'histoire de la rébellion, *Andor* se révèle être une épopee spatiale sur la pratique révolutionnaire. Pourquoi se radicalise-t-on ? Comment la résistance s'organise-t-elle et gagne-t-elle les coeurs ? Comment construire un mouvement capable d'unir élites et combattants ? Que peut-on – ou qui peut-on – légitimement sacrifier ?

Panique sécuritaire. Les événements se déroulent dans un monde qui, exception faite de quelques vaisseaux spatiaux, ressemble terriblement au nôtre. Personne n'utilise la Force ou ne dégaine un sabre laser. Les rebelles prennent des otages, les forces de l'Empire ont des airs arrogants et le teint blafard. Pendant les combats, tous ont le visage déformé par la haine et la peur, et quand ils périssent, ils ont bel et bien l'apparence de la mort.

Si les événements de la première saison vous semblaient familiers, c'est pire encore avec la seconde : les troupes impériales traquent les “sans-papiers” alors qu'une panique sécuritaire est

méticuleusement orchestrée – et amplifiée par les médias – de manière à légitimer des mesures exceptionnelles. L'Empire fait disparaître des gens dans ses camps de travail, dont ils ne sortiront jamais. Il brutalise un petit territoire et sape son autonomie afin de faire main basse sur ses ressources naturelles. Les sénateurs hésitent à s'opposer à ces violations des libertés publiques, par peur des conséquences.

Le public peut y voir l'importation d'événements récents dans l'univers de *Star Wars*. Néanmoins, il peut aussi à l'inverse reconnaître que ces derniers mois répètent des schémas historiques que les films de George Lucas ont toujours traités, si l'on fait abstraction un instant des combats de sabres laser et des aliens aussi adorables que truculents. *Un nouvel espoir*, arrivé dans les salles en 1977, offrait un croustillant mélange entre [le futur] esprit rebelle des années 2000 et un anti-autoritarisme hérité des années 1960. Il mettait en scène un petit garçon de ferme aux cheveux blonds qui écrasait l'accélérateur de son bolide spatial pour défier l'autorité à coups de missiles bien sentis dans le conduit d'échappement du vaisseau ennemi.

Dans une interview de 2005, George Lucas expliquait avoir conçu ses films pour comprendre “comment les démocraties se transforment en dictature”, avec les

✓Dedra Meero (Denise Gough) est, dans la série *Andor*, du côté obscur de la Force. Photo Lucasfilm Ltd & TM

années Nixon et la guerre du Vietnam en arrière-plan. Les thèses politiques des films n'étaient pas spécialement sophistiquées et, depuis le rachat de la franchise par Disney [en 2012], elles ont progressivement été étouffées par une direction artistique nostalgique, mise au service des fans.

Pour autant, la politique n'abandonne jamais vraiment *Star Wars*. Les conservateurs américains, en campagne contre le wokisme à l'écran, s'en sont pris au film *Les Derniers Jedi* [dans lequel ils ont cru voir, lors de sa sortie en 2017, un plaidoyer pour l'inclusion et la diversité]. Pendant la campagne électorale de 2024, Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, a publié sur X un message dans lequel il disait se reconnaître dans les résistants de *Star Wars*, nouveaux David contre Goliath.

Des sacrifices. Nous voulons tous être les héros de notre propre histoire. *Andor* saisit ce rêve à bras-le-corps, notamment grâce au personnage de Syril Karn (Kyle Soller), lancé à la poursuite de Cassian. Ce bureaucrate impérial, pétri de frustration, n'est pas un méchant machiavélique qui se tord la moustache. Exécutant ambitieux, ce qui le motive, c'est le désir de satisfaire ses supérieurs, sa compagne officier de sécurité (Denise Gough) et sa mère (Kathryn Hunter). Dans la saison 2, alors que sa dévotion zélée laisse peu à peu place à la suspicion que l'Empire n'est peut-être pas l'astre idéal qu'il imaginait, son histoire pourrait s'avérer la plus captivante de toute la série.

De plus, comme la realpolitik commande toutes les décisions prises dans *Andor*, les gentils ne peuvent s'offrir le luxe d'être absolument vertueux, surtout Luthen Rael (Stellan Skarsgård), le chef de la résistance qui recrute Cassian. Ses machinations – il ment, trompe, sacrifice ses camarades comme de simples pions – peuvent sembler cruelles et condamnables. Et pourtant, nous dit la série, sans lui, les exploits de Luke Skywalker, de Han Solo et de la princesse Leia n'auraient jamais pu voir le jour.

Dans l'ensemble, *Andor* réussit avec brio à recontextualiser l'univers de *Star Wars*. À une époque où l'on réchauffe les vieilles formules à succès pour engranger des profits faciles, *Andor* est plus qu'un écho des premiers opus. Elle les dépoussière et les bonifie. Dans *Andor*, le long processus de libération est bien plus ardu que de foudroyer un *rat womp* [un nuisible de la planète Tatooine] depuis son T-16 Skyhopper, et bien moins flamboyant qu'un duel de sabre laser. Le geste à faire peut juste consister à empoigner une brique, voire parfois à en devenir une.

—James Poniewozik,
publié le 23 avril

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

The cover features a black and white portrait of a man with a serious expression, wearing a suit and tie. Superimposed on his head is a map of North America, specifically the United States, with state boundaries and names visible. The map is overlaid with several sharp, metallic spikes or shards of broken glass, some of which have barbed wire attached to them, creating a jagged, crown-like effect. The title 'LE NOUVEL ÂGE DES EMPIRES' is printed in large, bold, capital letters across the top of the cover. In the top left corner, there is a logo consisting of a globe icon next to the text 'Courrier international'. Below this, it says 'Hors - série Avril-mai 2025'. In the top right corner, there is a column of text in French: 'Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.'

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



25 ans que vous cliquez
à la bonne porte.



Nos emballages sont plus légers.

Dans le cadre de nos efforts
en matière de durabilité,
nous avons réduit le poids de nos
emballages de plus de 40 %*.

*poids moyen par livraison depuis 2015.